

	Ariège – Aveyron – Haute-Garonne - Gers – Lot
	Hautes-Pyrénées - Tarn - Tarn et Garonne

**RAPPORT DE L'ASSOCIATION DES AUDITEURS
DE L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE
MIDI-PYRENEES**



**L'Asie du Sud-Est, entre Inde et Chine, entre Etats-Unis, Japon et Europe :
Néo-émergence, géopolitique, sécurité.**

Cycle d'études 2013-2014

Rapporteur Général : Michel GANNAC

Liste des membres de l'AR 19 Midi-Pyrénées qui ont contribué à la réflexion sur le sujet proposé et à la rédaction du présent rapport :

Rapporteur Général :

Michel GANNAC

Co-Rédacteurs :

Alice LAMARQUE - Michel GANNAC - Jean-Pierre DUSSAIX – Marc BEAUVOIS

Membres du groupe du samedi de Toulouse :

Marc BEAUVOIS, Jean BOURDEL, Bernard BOUSQUET (Président), David CLECH, Gérald COCAULT, Henri CREPIN-LEBLOND, Martine CUTTIER, Thierry DARNEY (Secrétaire), Rémy DELANNOY, Michel-Joseph DURAND, Guy FRANCO, David de GAINZA, Olivier de GENTIL BAICHIS, Jean-François HURSTEL, Alain KONE, Alice LAMARQUE (Rapporteur), François LAPLANE, Jean-Pierre MARICHY, Christelle MATHEU, Elise ROELAND, Jean SARDA, Daniel SURROCA, Anne-Marie SAUTEREAU, Marie-Françoise VOIDROT, Anne-Catherine WELTE.

Membres du groupe du mardi de Toulouse :

Marcel BLANDIN, Françoise BRAULT-NOBLE, Yves CABROL (Président), Bruno CARBONNE-LACROIX, Jean-Marie CONTAL, Nicole CREMADEILLS, Arlette CROUAIL, Dominique FLECHER, Michel GANNAC (Rapporteur), Catherine GIMENEZ, Michelle HUMBERT, France LE BASTARD, Alain LE GOFF, Michel MASSOU, Robert MAZEL (Secrétaire), Jean PREVOT, Georges VAN HAVERBEKE, François de VEYRINAS.

Membres du groupe du Tarn :

Georges AIX, Bruno ANSART, Michel BERNADET (Rapporteur adjoint), Jean-Claude BOULANGER, Bernard CALASTRENG, Alain CAMBON, Guy CAMY, Jean-Claude DEBART, Jean DECOUARD, Jean-Louis DELJARRY, Jean-Pierre DUSSAIX (Rapporteur) , Pierre ESCANDE, Antoine FABRE, Alain FOURES, Stéphane GILABERT, Jean-Jacques GROS, Pascal ICHES, Frank LE BOT, Jean-François MAZALEYRAT, Daniel MOULIS, Jacques PECHAMAT, Valérie PIETRAVALLE, Philippe SAINT-JEAN, Michel TABLEAU, Jean-Michel VAZZOLER, Michel VIDAL, Pierre-Alain VILLARD (Président).

Le 17 avril, le groupe du Tarn a pu bénéficier d'une conférence de M .C. BOURDEILLE, Adjoint au Sous-directeur « ASIE-PACIFIQUE » du Développement International de la Direction Générale de l'Armement (Ministère de la Défense), sur le thème « ASIE du SUD –EST Enjeux d'influence de la France, Défense, Armement » à l'initiative de J. PECHAMAT

70 auditeurs ont participé aux travaux qui ont conduit à l'élaboration de ce rapport.

Ce dernier a été rédigé à partir des rapports remis par les trois groupes d'études. Chaque groupe a travaillé sur une des thématiques suivantes :

- L'Asie du Sud-Est une région dont l'Europe et la France ne peuvent être absentes ;
- Asie du Sud-Est : un ensemble hétérogène sur lequel l'influence de la Chine est grandissante ;
- La France dispose d'atouts pour étendre son influence sur la région du Sud-est asiatique.

Des transferts d'idées ont été effectués, entre les rapports, pour permettre une meilleure cohérence du raisonnement

A.B.R.E.V.A.T.I.O.N.S.

A.A.T.H.P.	: ASEAN Agreement on Transboundary Haze Pollution
A.D.B.	: Asian Development Bank – Banque Asiatique de Développement
A.D.M.M. Plus	: ASEAN Defence Ministers Meeting Plus
A.E.	: Affaires Etrangères
A.E.F.E	: Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger
A.E.M.	: ASEAN Economic Ministers
A.F.T.A.	: ASEAN Free Trade Agreement
A.I.A.	: ASEAN Investment Area
A.I.C.H.R	: ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights
A.I.E.	: Agence Internationale de l'Energie
A.I.F.M.	: Autorité Internationale des Fonds Marins
A.M.B.D.C.	: ASEAN Mekong Basin Development Cooperation
A.M.M.	: ASEAN Ministerial Meeting
A.M.M.T.C.	: ASEAN Ministerial Meeting on Transnational Crime
A.N.A.S.E.	: Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
A.P.E.C.	: Asia Pacific Economic Cooperation
A.P.L.	: Armée Populaire de Libération
A.P.S.	: Autorisation Provisoire de Séjour
A.R.F.	: Asia Regional Forum
A.S.A.	: Association of South-East Asia
A.S.E.	: Asie du Sud-Est
A.S.E.A.N.	: Association of SouthEast Asian Nations
A.S.E.A.N. + 3	: ASEAN plus Chine, Japon et la Corée du Sud
A.S.E.M.	: Asia Europe Meeting
B.I.M.P.	: Brunei – Indonésie – Malaisie - Philippines
B.P.I.	: Banque Publique d'Investissements
B.T.P.	: Bâtiments Travaux Publics
C.A.F.T.A.	: China-ASEAN Free Trade Agreement
C.C.T.V.	: China Central Television
C.E.P.E.A	: Comprehensive Economic Partnership in East Asia
C.G.S.P.	: Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective
C.M.L.V.	: Cambodge, Myamar (Birmanie), Laos, Vietnam
C.N.P.C.	: China National Petroleum Corporation
C.O.F.A.C.E.	: Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
C.O.P.	: Conseiller d'Orientation Psychologue
C.O.P. of AATHP.	: Conferenced the Parties to the ASEAN Agreement on Transboundary Haze Pollution
C.S.M.	: Chinese Maritime Surveillance
D.C.N.S.	: Direction des Constructions Navales
D.G.A.	: Direction Générale de l'Armement
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
E.A.F.T.A.	: East Asia Free Trade Agreement
E.A.S.	: East Asia Summit
E.A.U.	: Emirats Arabes Unis
E.I.S.	: Eyes in the Sky
F.D.I.	: Foreign Direct Investments
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.A.D.	: Formation universitaire Ouverte à Distance
F.P.D.A.	: Five Power Defence Arrangement
G.M.S.	: Great Mekong Subregion
I.A.I.	: Initiative for ASEAN Intégration
I.D.E.	: Investissement Direct à l'Etranger

I.D.H.	: Indice de Développement Humain
I.F.C.	: Information Fusion Center
I.M.T.	: Indonésie – Malaisie - Thaïlande
I.S.S.	: Institut Strategic Study – Institut d’Etudes Stratégiques
L.H.D.	: Landing Helicopter Dock
MALSINDO	: Malacca Straits Coodinated Patrol Network
M.L.F.	: Mission Laïque Française
N.D.G.	: Narrowing the Development Gap
O.C.S.	: Organisation de Coopération de Shanghai
O.M.C.	: Organisation Mondiale du Commerce
O.S.C.E.	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
O.T.A.N.	: Organisation du Traité de l’Atlantique Nord
O.T.A.S.E.	: Organisation du Traité de l’Asie du Sud-Est
P.I.B.	: Produit Intérieur Brut
P.I.S.A.	: Program for International Student Assessment
P.L.A.N.	: People Libration Army – Navy
P.M.E.	: Petite et Moyenne Entreprise
P.M.I.	: Petite et Moyenne Industrie
R.C.E.P.	: Regional Comprehensive Economic Partnership
R.E.C.A.A.P.	: Regional Cooperation Agreement on Combatting Piracy and Armed Robbery
R.E.C.A.A.P.- I.F.C.	: RECAAP – Information Sharing Center
R.P.C.	: République Populaire de Chine
S.A.A.R.C.	: South Asian Association for Regional Coopertion
S.I.J.O.R.I.	: Singapour – Johort (Malaisie) – Riau (Indonésie)
S.N.A.	: Sous-marin Nucléaire d’Attaque
S.N.L.E.	: Sous-marin Nucléaire Lanceurs d’Engins
S.R.A.S.	: Syndrome Respiratoire Aigu Sévère
T.P.P.	: Trans-Pacific of Partnariat – Trans-Pacifique de Partenariat
U.E.	: Union Européenne
U.R.S.S.	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
V.O.C.	: VereenigdeOost-Indische Compagnie-Compagnie unie des Indes Orientales
Z.E.E.	: Zone Economique Exclusive
Z.F.	: Zone Franche
Z.I.	: Zone Industrielles

1^{ère} Partie

**L'Asie du Sud-Est une région
dont l'Europe et la France ne peuvent être absentes.**

1.1 - LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DES GRANDS PROBLÈMES DE L'ASIE DU SUD-EST.	
1.1.1 - Problèmes généraux.	13
1.1.1.1 - Oppositions géopolitiques entre une grande Indochine territoriale et archipels malais.	13
1.1.1.2. - Orientation Est/Ouest de l'Asean par opposition à l'orientation Nord/Sud des axes de développement (Chine - Japon - Corée).	14
1.1.1.3. - Influence de la mondialisation sur la croissance.	15
1.1.1.4. - Faiblesse et multiplication des organisations régionales.	15
1.1.2. - Problèmes régionaux.	16
1.1.2.1. - Gestion des espaces maritimes.	16
1.1.2.1.1. - <i>Les revendications territoriales.</i>	16
1.1.2.1.2. - <i>La gestion des détroits.</i>	18
1.1.2.2. - Risques non-conventionnels : piraterie, terrorisme trafics clandestins et environnement.	18
1.2. - LES ACTEURS DU « GRAND JEU ».	
1.2.1. - Riverains plus ou moins proches.	19
1.2.2. - La France et l'Europe peuvent-elles améliorer la stabilité de l'Asie du Sud-Est.	22
1.2.2.1. - Un préalable : le renforcement des cadres institutionnels de coopération.	22
1.2.2.1.1. - <i>Au niveau de l'Union Européenne.</i>	22
1.2.2.1.2. - <i>Au niveau de la France.</i>	23
1.2.2.2. - Définir des objectifs clairs en vue de partenariats plus efficaces.	23

2^{ème} Partie

**Asie du Sud-Est : un ensemble hétérogène
sur lequel l'influence sur de la Chine est grandissante.**

2.1. - UN CARREFOUR MONDIAL : LES ROUTES DU COMMERCE, LES DÉTROITS (MALACCA, SONDE, LOMBOK), LA CONFLUENCE DE DEUX OCÉANS.	
2.1.1. – L'importance du transport maritime dans l'économie mondiale.	27
2.1.2. - La prédominance de l'Asie dans le transport maritime conteneurisé.	28
2.2. - LE PROBLÈME STRATÉGIQUE POUR LES CHINOIS.	
2.2.1. - Assurer leurs approvisionnements.	29
2.2.2. - S'assurer une profondeur stratégique : les deux lignes d'îles, le collier de perles.	31
2.2.2.1. - L'insularité et les îles : la profondeur stratégique chinoise.	31
2.2.2.2. - Le « <i>collier de perles</i> ».	33
2.2.2.3. - Vers une stratégie maritime globale.	34
2.3. - LA CONCEPTION CHINOISE DE LA STRATÉGIE ET LE « <i>SOFT-POWER</i> ».	
2.3.1. - Particularité de la vision chinoise du monde.	34

2.3.2. - Stratégie à la chinoise.	36
2.3.3. - La stratégie ouvre de nouveaux champs de bataille.	37
2.3.4. - Le « soft-power » chinois et l' « émergence pacifique ».	37
2.3.5. - « Hard- », « soft- », et « smart-power ».	39

3^{ème} Partie

La France dispose d'atouts pour accroître son influence sur la région du Sud-est asiatique.

3.1. - LES OBJECTIFS PRIORITAIRES.	
3.1.1. - L'optimisation croissance/emploi.	42
3.1.2. - L'accès aux matières premières et la sécurisation des échanges.	43
3.2. - ATOUTS ET VULNÉRABILITÉS RESPECTIFS.	
3.2.1. - Les atouts de la zone.	43
3.2.1.1. - Un fort potentiel de croissance.	43
3.2.1.2. - L'ASEAN, un modèle de pragmatisme.	44
3.2.1.3. - La volonté de se démarquer de l'influence chinoise.	44
3.2.1.4. - Le développement des budgets défense.	45
3.2.2. - Les aspects sensibles de la zone.	45
3.2.2.1. - Espace hétérogène et géopolitique complexe.	45
3.2.2.2. - L'activisme et la menace de la Chine.	45
3.2.2.3. - Une perception très marginale de l'Europe.	46
3.2.3. - Les atouts de la France.	
3.2.3.1. - Une bonne image.	46
3.2.3.2. - Une empreinte culturelle.	46
3.2.3.3. - L'efficacité de nos Organisation Non Gouvernementales.	47
3.2.3.4. - Un positionnement marqué par une certaine indépendance.	47
3.2.3.5. - Un acteur régional.	47
3.2.3.6. - De nombreux domaines d'expertise.	47
3.2.4. - Quelques points sensibles.	47
3.3. - TROIS AXES DE PRÉCONISATIONS.	
3.3.1. - Pour un positionnement pragmatique et opportuniste.	48
3.3.1.1. - Réalpolitique, bilatéralité et soft power.	48
3.3.1.1.1. - Concilier valeurs et réalpolitique.	48
3.3.1.1.2. - La stratégie du bilatéralisme, s'adapter à chaque cas.	48
3.3.1.1.3. - Un positionnement décomplexé, pragmatique et opportuniste.	48
3.3.1.2. - Entretenir un positionnement indépendant.	48
3.3.1.3. - Participer systématiquement aux instances et enceintes régionales.	48
3.3.1.4. - Répondre à une attente régionale.	49
3.3.1.5. - Mais poursuivre sans complexe nos programmes.	49
3.3.2. - La revitalisation d'une influence.	49
3.3.2.1. - Une diplomatie active.	49
3.3.2.1.1. - Des initiatives, l'exemple d'un geste diplomatique.	50
3.3.2.1.2. --Le redéploiement des moyens.	50

3.3.2.2. - L'enseignement, sphère d'influence.	50
3.3.2.2.1. - <i>Miser sur nos lycées de l'étranger.</i>	50
3.3.2.2.2. - <i>Ne pas s'en tenir au prestige du baccalauréat français.</i>	51
3.3.2.2.3. - <i>Promouvoir l'orientation post-baccalauréat.</i>	51
3.3.2.2.4. - <i>Mieux utiliser l'enseignement des langues orientales.</i>	52
3.3.2.2.5. - <i>Remonter dans les classements internationaux.</i>	52
3.3.2.2.6. - <i>Accueillir des étudiants étrangers, un enjeu de rayonnement.</i>	52
3.3.3. - L'adaptation de notre offre.	53
3.3.3.1. - Réadapter notre offre intellectuelle.	53
3.3.3.1.1. - <i>Regrouper des écoles et des universités c'est améliorer notre offre intellectuelle.</i>	53
3.3.3.1.2. - <i>Structurer la Conférence des Grandes Écoles.</i>	53
3.3.3.2. - Intégrer le logiciel « export ».	54
3.3.3.3. - Développer des points d'appui forts dans la zone.	54
3.3.3.4. - Promouvoir nos industries de défense.	54
3.3.3.5. - La concentration des moyens.	54
3.3.3.6. - Promouvoir d'autres acteurs sur la base de nos fleurons.	55
3.3.3.7. - Les triangles de croissance, une opportunité.	55
3.3.3.8. - Les changements des modes de consommation.	55
3.3.3.9. - Les autres marchés et le secteur des services.	56
3.3.3.9.1. - <i>Les entreprises de l'environnement.</i>	56
3.3.3.9.2. - <i>La grande distribution.</i>	56
3.3.3.9.3. - <i>La diffusion du droit français.</i>	56
3.3.3.9.4. - <i>La médecine française.</i>	56
3.3.3.10. - Marchés de niche et opportunités sous-systèmes.	56

ANNEXES	58
----------------	----

BIBLIOGRAPHIE	89
----------------------	----

Cet article a été rédigé à partir du rapport : « *L'Asie du Sud-est, entre Inde et Chine, entre Etats-Unis, Japon et Europe : Néo-émergences, géopolitique, sécurité* » de l'AR19 Midi-Pyrénées.

L'Asie du Sud-est une région où l'Europe et la France ne peuvent être absentes.

En 1967, Jean Delvert écrit : « *L'expression d'Asie du Sud-est est récente, anglo-saxonne et militaire* ». Il se réfère à la création, en 1943, du South East Asia Command. Cette affirmation a été contestée. Si l'expression « *Asie du Sud-est* » n'a jamais désigné un espace géographique bien défini, l'espace géopolitique ainsi nommé aujourd'hui, fut qualifié, il y a plus d'un siècle, « *d'angle de l'Asie* ». L'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ANASE)¹ est créée en 1967. Elle obtiendra sa légitimité, en 1989, grâce à sa résolution diplomatique du conflit cambodgien.

Le caractère international des problèmes de l'Asie du Sud-est amplifie les déséquilibres et les difficultés de la région. Les Etats composant cette dernière sont néanmoins soucieux de se préserver de toute ingérence. Ils sont donc demandeurs d'accompagnements extérieurs à la région. Il apparaît assez clairement qu'aucun des pays de la zone n'est prêt à un renforcement de l'institution « *ANASE* » qui se ferait au détriment de la souveraineté de chacun. La réorientation de la puissance économique sur l'Asie/Pacifique étant établie, la France et l'Europe ne peuvent pas se désintéresser de cette région du monde. Il est impératif d'aider l'Asie du Sud-est à prendre en main son destin et à s'extraire de l'influence de l'Inde, de la Chine et des Etats-Unis. L'Europe peut améliorer l'efficacité de son engagement au travers des structures centrées sur l'ANASE. La France, de son côté, doit développer les actions bilatérales ou multilatérales.

Une zone hétérogène soumise au jeu des grandes puissances.

Les 11 Etats de l'ANASE souffrent d'un déficit de bonne gouvernance et la société civile est trop peu développée pour offrir un contre-pouvoir. La zone est aussi soumise à des forces centrifuges qui ne facilitent pas le développement économique, la résorption des fortes inégalités et la résolution des tensions géopolitiques existantes au sein de la zone.

Les membres de l'ANASE représentent un ensemble d'une superficie de 4,5 millions de km², l'Indonésie en représente 40%, peuplé de 613 millions d'habitants dont le Produit Intérieur Brut est de 2 500 milliards de dollars. Ils forment un ensemble géopolitique où les revendications territoriales, héritées de leurs indépendances, sont nombreuses. L'Asie du Sud-est est constituée autour de deux structures géographiques : celle dont les moyens de communication sont terrestres (péninsule indochinoise) et celle qui est archipélagique (Indonésie, Philippines et Malaisie) et pour laquelle « *qui tient la mer* » est fondamental. La densité de la population varie de 26 habitants au km² au Laos à 7437 à Singapour. Les peuplements autochtones cohabitent avec les peuplements allogènes résultant des migrations ou des colonisations. La diaspora chinoise, la plus nombreuse, est estimée à 30 millions de personnes et représente 70 % de la population de Singapour. Si les langues autochtones sont les langues officielles, l'anglais et le français continuent à être pratiqués. De plus, sur les cinq langues les plus parlées dans le monde, trois sont asiatiques (Chinois, Hindi et Bengali). Jusqu'en 1950, les économies étaient rurales et paysannes. L'autosubsistance était le modèle dominant. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande enclenchèrent la révolution capitaliste au cours des années 1980. Les autres suivirent à partir de 1990. L'Etat met en place des programmes d'industrialisation et les conditions institutionnelles nécessaires au développement économique. Il impose la normalisation des productions sur les standards internationaux. Les

¹ Les 11 Etats de l'ANASE : Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental et Vietnam.

administrations locales rivalisent entre-elles pour attirer les investisseurs. Le PIB en parité en pouvoir d'achat par habitant s'échelonne de 900 \$ pour le Cambodge à 50 000 \$ pour Singapour. Quant au taux de croissance, la moyenne sur la période, de 2005 à 2012, est comprise entre 4% pour la Malaisie à 8% pour le Laos. Les transformations économiques ne s'accompagnent pas d'une évolution dans le domaine politique. Les inégalités de revenus et la stabilité politique, accompagnée de tendances autoritaires sont les points communs à ses Etats. Cette stabilité n'empêche pas les conflits locaux, les revendications religieuses et les mouvements séparatistes.

Les Etats de l'Asie du Sud-est forment autour de la Mer de Chine un cercle presque fermé qui ne permet d'accéder à l'Océan Indien ou à l'Océan Pacifique que par des détroits. Ces derniers sont un enjeu majeur pour la Chine, l'Inde et le Japon qui sont dépourvus de matières premières et énergétiques. Chaque année par le détroit de Malacca transitent 65 000 bateaux. Dans cette zone la lutte contre la piraterie et les trafics clandestins est difficile. A titre d'exemple l'Indonésie possède 54 000 km de côtes et 13 000 îles dont seulement 6 000 habitées. De nombreuses îles font l'objet de revendication et les Zones Economiques Exclusives des membres de l'ANASE se chevauchent. Chacun veut accéder seul aux ressources énergétiques et halieutiques qu'elles contiennent. Les Pescadores et les Pratas sont revendiquées par la Chine et par Taïwan. Les Paracels sont occupées par la Chine mais revendiquées par le Vietnam. Quant aux Spratleys, elles sont revendiquées par la Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et Brunei.

L'Asie du Sud-est est l'objet d'un grand jeu de la part de quatre puissances : La Chine, les Etats-Unis, le Japon et la Russie. La Chine est le premier partenaire économique de l'ANASE. Elle y développe une intense activité diplomatique basée sur le concept de sécurité et le respect de la souveraineté. Toutefois, elle utilise la méthode du fait accompli en matière de revendications territoriales. Les Etats-Unis sont considérés comme la seule puissance capable de contrôler la Chine, mais jugés peu fiables et unilatéralistes. Le Japon est le deuxième partenaire économique de la région. Il est très engagé dans les projets portant sur la réalisation d'infrastructures. Il participe à la sécurité du détroit de Malacca. Toutefois, sa proximité avec les Etats-Unis, la renaissance de son nationalisme et les relations tendues avec la Chine inquiètent. Quant à la Russie, elle a de fortes relations diplomatiques, militaires et économiques avec le Vietnam et elle est présente dans plusieurs organisations du Sud-est asiatique. Ces puissances trop proches de l'Asie du Sud-est sont suspectées de vouloir assujettir la zone à leurs propres intérêts. L'Europe et la France très éloignées peuvent donc proposer une alternative.

L'Europe et la France : une chance pour l'Asie du Sud-est.

L'Europe pèse un quart de la richesse mondiale. Elle est encore imparfaite mais elle est un modèle d'intégration. L'Europe peut donc participer à une meilleure gestion de la zone en promouvant la crédibilité des structures régionales sans perdre de vue que les Etats de l'ANASE sont rétifs à toute intégration poussée susceptible d'amoinrir leur souveraineté. Les structures régionales se définissent par trois caractéristiques : une très grande diversité, un faible niveau d'intégration et une primauté de la coopération économique centrée sur l'instauration de zones de libre-échange. La géopolitique de la région est un des facteurs de la diversité des organisations locales. L'Asie du Sud-est est en contact avec tous les ensembles régionaux du Pacifique. Elle a donc vocation à participer aux multiples organisations de ces ensembles. La méfiance à l'égard de toute intégration résulte de la grande diversité socio-économique des Etats composant l'ANASE. Ils préfèrent la formule souple du consensus. Les finalités des organisations régionales sont générales et évoquent les principaux domaines économiques, sociaux et culturels. Les questions de la sécurité sont évoquées au travers de la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement. La multiplication des organisations autour de l'ANASE illustrent le choix de l'élargissement plutôt que celui de l'approfondissement. Ces instances ne disposent pas de pouvoirs et les accords n'ont aucun caractère contraignant. En matière de Défense, l'Europe pourrait aider les pays de l'ANASE à moderniser les systèmes de défense en les rendant interopérables. Dans le domaine économique, la coopération pourrait porter sur le développement d'une intégration économique basé sur le

processus suivi par l'Europe.

En Asie, la France possède une bonne image. Elle est considérée comme une référence en matière culturelle. Elle apparaît aussi comme un pays relativement indépendant et toujours en quête d'intermédiation. La France, pour se positionner prudemment et avec le maximum d'atouts, devrait être présente, même en tant qu'observateur dans les instances régionales. La nomination d'un ambassadeur, en 2009, auprès de l'ANASE pour coordonner les activités des représentations françaises et la création à Djakarta de la Délégation Régionale de Coopération sont des avancées significatives. Toutefois, un rééquilibrage des Alliances françaises au profit de l'Asie du Sud-est (119 pour l'Asie contre 228 pour l'Amérique du Sud) serait souhaitable. Dans le domaine de la sécurité, notre technologie est reconnue, mais malgré un accroissement des budgets alloués à la défense, entre 2002 et 2012, la part de nos exportations, dans cette zone représentait que 7 % de nos prises de commandes. La France doit donc renforcer sa présence militaro-industrielle.

La France possède un autre domaine d'excellence : l'enseignement. Ce dernier constitue le socle de la reconstruction d'une influence : « *semier aujourd'hui pour récolter demain* ». Les lycées revêtent une importance capitale car les élites les fréquentent. Notre baccalauréat est considéré comme équivalent à une première année de licence et il permet d'accéder en deuxième année universitaire en Australie. En ce qui concerne l'enseignement supérieur le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective (CGSP)² a, dans son rapport « *Rapport Étudiants étrangers et marché du travail* », formulé de nombreuses propositions en matière d'accueil, d'emploi, de titre de séjour, de tutorat et de mobilité internationale. Elles permettraient à la France d'accroître son influence dans le secteur de l'enseignement supérieur.

La protection de l'environnement et le développement durable sont d'autres domaines d'excellence de la France. Le fort taux d'accroissement de la population et de l'urbanisation nécessite la mise en place de moyens de traitement de l'eau et des déchets. L'action de la France pourrait prendre deux directions : aide aux études et participation à la réalisation des infrastructures.

Les changements des modes de consommation ouvrent une opportunité pour notre industrie agroalimentaire. La consommation de riz recule au profit de la viande et des plats à base de céréales. La population est sensibilisée aux problèmes de sécurité alimentaire. Nos normes et notre expertise offrent de nombreuses opportunités à nos exportations agroalimentaires.

L'Asie du Sud-est est une région en pleine mutation qui ne souhaite pas devenir la zone de confrontation entre la Chine et les Etats-Unis. L'Europe peut donc apporter son expertise pour mettre en place une intégration économique et une sécurité régionale. Quant à la France, son expertise reconnue en matière d'enseignement, d'équipements militaires, d'environnement et de productions agroalimentaires doit lui permettre de nouer des liens de partenariat avec des industriels locaux pour en faire des alliés plutôt que des futurs concurrents.

Marc Beauvois
AR 19 SR 156

*Synthèse réalisée, sous la conduite de JP Marichy,
à partir des travaux de 70 auditeurs.*

²Nicolas Charles, Cécile Jolly avec la contribution de Frédéric Lainé :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000774/0000.pdf>

1^{ère} Partie

**L'Asie du Sud-Est une région
dont l'Europe et la France ne peuvent être absentes.**

En 1967, Jean Delvert écrit : « *L'expression d'Asie du Sud-Est est récente, anglo-saxonne et militaire* ». Il se réfère à la création, en 1943, du South East Asia Command, suggérant que l'espace géographique ainsi désigné n'avait jamais été expressément dénommé auparavant. Qu'y avait-il de commun, entre les royaumes millénaires continentaux de l'espace indochinois et les comptoirs, sultanats et flibustes des ensembles archipélagiques qui forment ses bordures Sud et Est ; les uns et les autres enserrant la Mer de Chine du Sud comme une mer intérieure et formant un bloc d'Etats entre Inde et Chine ?

Cette affirmation de Jean Delvert a été contestée. Si l'expression « *Asie du Sud-Est* » n'a jamais désigné un espace géographique bien défini, l'espace géopolitique ainsi nommé aujourd'hui, fut qualifié, il y a plus d'un siècle, « *d'angle de l'Asie* ». La formulation en est suffisamment imagée est expressive pour avoir conservé aujourd'hui toute sa pertinence.

A cause de ces disparités, la création de l'ASEAN³ en 1967 a semblé relever de la gageure : près de 50 ans après sa création, l'Asie du Sud-Est est devenue une réalité géopolitique. Certes, l'ASEAN, légitimée par une résolution diplomatique du conflit cambodgien, en 1989, reste paradoxale et inachevée mais son moindre mérite n'est pas d'avoir créé un espace de dialogue et d'échanges entre de jeunes Etats et entre ces Etats et leurs voisins ou partenaires plus éloignés.

La France, déjà sensible, dès la fin des années 60, au potentiel en devenir de cette région adhérerait en 1970 à la Banque Asiatique de Développement et a usé de toute son influence pour la signature du Cooperation Agreement entre l'ASEAN et la Communauté Européenne en 1980.

Aujourd'hui, que la réorientation de la puissance économique sur l'Asie/Pacifique est établie, ni la France ni l'Europe ne peuvent se désintéresser de cette région du monde, laissant les Etats-Unis se déployer, seuls, face aux tentations dominatrices de la Chine, sûrement, et de l'Inde, peut-être. Si les motivations économiques sont d'une impérieuse nécessité, les arguments de sécurité ne le sont pas moins : il est impératif d'aider l'Asie du Sud Est à se constituer - le cas échéant avec le Japon - en zone tampon entre l'Inde et la Chine et en élément temporisateur entre la Chine et les Etats-Unis.

Conscients du rôle que leur imposent l'histoire et la géographie, ces pays sont néanmoins très soucieux de se garder de tout ce qui pourrait ressembler à une tentative d'ingérence ou d'instrumentalisation. Ils sont donc demandeurs de soutien et d'accompagnements extérieurs à la région dans une démarche alternative. Dans le même temps, il apparaît assez clairement qu'aucun des pays de la zone n'est prêt à un renforcement de l'institution « *ASEAN* » qui se ferait au détriment de la souveraineté de chacun. Face à ces contradictions, et compte tenu du caractère international des principales contraintes qui pèsent sur la gestion des ressources (au sens large) des pays de la zone, l'Europe et la France doivent améliorer l'efficacité de leur engagement par les structures régionales centrées sur l'ASEAN. Il convient, pour la France de maintenir, comme cela a été souvent le cas, les actions bilatérales, voire multilatérales sur des projets précis qui peuvent concerner un groupe de pays. Avant d'examiner plus avant le rôle des acteurs extérieurs à l'ASEAN et, notamment, la façon dont la France et l'Europe peuvent agir pour améliorer la stabilité en Asie du Sud-Est, il importe de préciser la nature et l'ampleur des problèmes susceptibles d'amplifier les déséquilibres et les difficultés de la région.

*
* *
*

³L'Association of SouthEast Asian Nations (ASEAN) compte 10 pays : Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Birmanie, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei, Philippines et bientôt 11 avec le Timor Oriental.

1.1 - LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DES GRANDS PROBLÈMES DE L'ASIE DU SUD-EST.

L'émergence de la région sur le plan international et le fait qu'elle a plutôt bien résisté à la crise de 2008 ne doivent pas masquer le poids et le caractère interrégional des contraintes susceptibles de peser sur son évolution. Certaines des difficultés affectant l'Asie du Sud-Est lui sont consubstantielles et concernent l'ensemble des pays, les questions de sécurité par exemple ou le faible rôle octroyé à l'ASEAN.

Par ailleurs, si les menaces ou risques non-conventionnels, comme les manifestations de l'islamisme radical par exemple, ont des racines très locales, leurs effets ne manqueront pas de se faire sentir sur l'ensemble de la région : les risques non-conventionnels, qu'ils soient sanitaires, environnementaux ou terroristes, se jouent des frontières.

Il n'en demeure pas moins, qu'une fois passé en revue les contradictions, insuffisances et difficultés de développement liées à la région, le premier risque de déstabilisation résulte des gesticulations militaro-diplomatiques entre Chine et Etats-Unis.

1.1.1 - Problèmes généraux.

Tous les pays de l'Asie du Sud-Est connaissent, à des degrés divers, un déficit de bonne gouvernance et de transparence, avec des économies trop souvent marquées par le népotisme et la corruption et des sociétés civiles trop peu développées pour être en mesure de se constituer efficacement en contre-pouvoirs. Mais la zone dans son ensemble, en tant qu'entité géopolitique, est soumise à des forces centrifuges qui ne facilitent pas la résolution des défis auxquels elle est confrontée. Même si les pays les plus récemment intégrés - et les moins développés (CMLV : Cambodge, Birmanie (Myanmar), Laos, Vietnam) - font souvent l'objet d'un traitement différencié, destiné à leur permettre de combler leur retard.

1.1.1.1 - Oppositions géopolitiques entre une grande Indochine territoriale et archipels malais. (cf. Annexe 1)

Les pays de l'ASEAN constituent un ensemble géopolitique complexe aux nombreuses revendications territoriales héritées de leurs indépendances récentes. Pour une superficie totale de 4,5 millions de km², il existe deux Asies du Sud-est : celle dont les moyens de communication se font essentiellement par voie terrestre (par exemple les pays de l'ancienne Indochine et la Thaïlande) et, une autre partie, essentiellement archipélagique, où la question de « *qui tient la mer* » est fondamentale⁴. Elle concerne notamment trois États : l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie. Tous leurs approvisionnements en sont tributaires.

Les disparités qui s'attachent aux pays de l'ASEAN sont considérables (cf. Annexe 1) :

- ☒ leur superficie est comprise entre 714 km² pour Singapour à plus de 1 919 440 km² pour l'Indonésie ;
- ☒ leur population qui varie de 400 000 habitants pour le Sultanat de Brunei à plus de 251 millions d'habitants pour l'Indonésie ;
- ☒ leur niveau de développement mesuré par l'Indice de Développement Humain (IDH) qui varie de 0,498 pour la Birmanie, le plus faible, à 0,895 pour de Singapour, le plus élevé ;
- ☒ leur activité économique : économie libérale en Thaïlande, administrée à 56% en Indonésie ;
- ☒ leur richesse : PIB/habitant de 880 \$ en Birmanie contre 48 455 \$ à Singapour :

⁴Une zone maritime que l'Amiral LACOSTE qualifiait de Méditerranée asiatique.

- ☒ leur régime politique et les cadres institutionnels qui les régissent : monarchie parlementaire pour la Thaïlande, fédération pour la Malaisie, république pour l'Indonésie ou les Philippines, régimes autoritaires pour Singapour et encore plus pour la Birmanie, communisme pour le Vietnam ou le Laos.

Et que dire des disparités régionales en matière de religion, les questions religieuses restant dans nombre de pays d'autant plus vivaces que leur population se répartit autour de religions différentes :

- ☒ Presque tous les pays continentaux, (Birmanie, Thaïlande, Cambodge, Laos, Vietnam et même Malaisie, mi-continentale, mi-archipélagique, sont ou ont été bouddhistes. Mais la Malaisie, est majoritairement musulmane et la Thaïlande du Sud compte une forte majorité de musulmans qui se veulent plus malais que Thaïlandais et contestent, pour des raisons religieuses aussi bien que ethniques et sociétales, l'autorité de Bangkok.
- ☒ Du côté des archipels, l'Indonésie, est, comme la Malaisie, majoritairement musulmane depuis plusieurs siècles, mais l'influence de l'hindouisme reste forte à Bali. Les chrétiens, en dépit de politiques de peuplement et d'immigration musulmane menées par le gouvernement Suharto et discrètement encouragées par ses successeurs, continuent de peupler les îles orientales et ne se résignent pas à cette colonisation intérieure. Les Philippines, après quatre siècles de colonisation espagnole et cinquante ans de présence nord-américaine sont pour leur part essentiellement catholiques mais de fortes minorités musulmanes occupent les îles du Sud de l'Archipel et sont d'autant plus rétives au pouvoir de Manille que leurs revendications religieuses se doublent de revendications identitaires et sociales.

Cette hétérogénéité et ces inégalités compliquent encore la mise en place de politiques intégrées et n'autorisent, entre les différents Etats, que des coopérations ciblées et limitées.

1.1.1.2. - Orientation Est/Ouest de l'Asean par opposition à l'orientation Nord/Sud des axes de développement (Chine - Japon - Corée).

Aussi hétéroclite que soit leur association, les Etats de l'Asie du Sud-Est forment autour de la Mer de Chine du Sud un cercle presque fermé qui ne permet d'accéder, à l'Océan Indien que par l'Ouest ou le Sud, à l'Océan Pacifique que par l'Est, que par des détroits pas toujours accessibles aux grands navires de commerce, notamment les détroits qui traversent l'Archipel indonésien dans le sens Nord-Sud.

Dans les années 50, en même temps que les Philippines, l'Indonésie s'était déclarée Etat « *Archipel* » remettant ainsi en cause la libre circulation maritime qui prévalait jusqu'à cette date (auparavant la souveraineté de l'Etat Indonésien s'exerçait jusqu'à 3 miles nautiques des côtes). Après trente ans de négociations, trois détroits Nord-Sud ont été dévolus au « *passage innocent* »⁵ plus un détroit Est-Ouest décidé unilatéralement par les puissances maritimes utilisatrices. Ce détroit, le détroit de Malacca voit transiter 65 000 bateaux par an soit un tiers du commerce mondial.

Or, les détroits sont un enjeu majeur pour le Japon, l'Inde et la Chine. Le Japon, dépourvu de matières premières énergétiques et dépendant à cet égard du Moyen-Orient, s'est depuis longtemps engagé aux côtés de Singapour dans le renforcement de la sécurité du détroit de Malacca. S'agissant de l'Inde, les années 90 ont vu la maritimisation de son économie. Elle est donc plus attentive à ces questions que par le passé. Enfin, pour la Chine une consommation énergétique croissante augmente d'autant sa vulnérabilité stratégique par rapport à la sécurisation de ses approvisionnements depuis le Moyen-Orient. Or, une simple consultation de la carte permet de constater que la moitié de sa façade maritime donne sur la Mer de Chine du Sud qui est un espace

⁵« *passage innocent* » ou « *inoffensif* » : oblige un Etat à demander l'autorisation de faire transiter un bâtiment militaire.

fermé. Dès lors, la gesticulation militaire qu'elle manifeste de façon récurrente est compréhensible et répond à de réelles préoccupations sécuritaires ; même si les revendications territoriales sur les Paracels et les Spratleys outrepassent largement ces préoccupations.

La question des détroits, leur sécurité, comme leur sûreté, mériterait une réponse internationale, et collective s'agissant de l'Asie du Sud-Est. Or, désintérêt des uns, exclusivité jalouse des autres, font que cette question n'est vraiment prise en compte, et seulement pour le détroit de Malacca, que par les pays riverains, Malaisie, Singapour et Indonésie, fortement appuyés par le Japon et soutenus symboliquement par les Etats-Unis.

1.1.1.3. - Influence de la mondialisation sur la croissance.

Alors que dans les années 90, et dans le sillage de la croissance chinoise, l'Asie du Sud-Est connaissait une très forte croissance (de l'ordre de 10% pour certains pays comme la Thaïlande), la crise de 1997 avait révélé la fragilité de cette croissance : bulle financière, bulle immobilière, faible valeur ajoutée des exportations en Thaïlande ; rente pétrolière sans création de richesses et corruption en Indonésie. Dix ans plus tard, les pays de l'ASEAN ont mieux résisté à la crise que les pays occidentaux et ceci s'explique largement par l'accroissement des échanges commerciaux intra-asiatiques et donc la diminution des échanges avec l'extérieur qui a dans le même temps abaissé leur vulnérabilité.

Pour autant, les questions sur la durabilité de cette croissance ne manquent pas. Le développement de l'agriculture, à la fois pour satisfaire les besoins alimentaires des populations en augmentation et pour répondre à une forte progression de la demande mondiale sur certains produits agricoles, comme l'huile de palme, s'accompagne de graves dégradations à l'environnement. L'intensification des productions, animales notamment, dans des conditions d'hygiène qui sont restées celles, sommaires, de la petite exploitation familiale, a provoqué l'apparition de nouvelles maladies : SRAS, grippe aviaire. Lesquelles, à leur tour, sont susceptibles d'emprunter les circuits de la mondialisation pour affecter des pays ou continents extérieurs à la région. L'accroissement rapide des villes sans accompagnement urbanistique se traduit également par des problèmes de pollution urbaine. Tous ces dégâts infligés à l'environnement auront à terme un coût en matière de santé publique.

Enfin, comme à l'occasion de la crise économique de 1997, les experts observent que la valeur ajoutée aux exportations reste faible dans de nombreux pays, y compris en Indonésie qui est pourtant l'un des pays les plus industrialisés de l'ASEAN.

1.1.1.4. - Faiblesse et multiplication des organisations régionales. (cf. Annexe 2)

L'ASEAN fut construite sur le principe qu'à travers des coopérations multiples les États pouvaient se renforcer et se construire de l'intérieur, la réflexion commune permettant l'exercice et le renforcement de chacun, et non pas par une intégration dans une entité supranationale à l'instar de la démarche européenne. De ce point de vue les pays de l'ASEAN ont observé nos points de blocage et en ont tirés des enseignements. Elle fut également motivée par la menace communiste.

Il s'agit donc d'un modèle asiatique de développement : les partenaires recherchent un ensemble de solutions souples dans la durée sous forme de directives générales peu contraignantes et à géométrie variable qui ne s'appliquent que par la simple bonne volonté des membres. L'idée est d'adhérer à l'espace régional en vue de fortifier son propre État. Aussi, le développement dans cette région découle-t-il d'un ensemble d'opportunités saisies. Il y a donc adaptation permanente à un contexte évolutif. S'il y a convergence de moyens, cela s'explique davantage par une adaptation pragmatique à partir de situations initiales comparables et par un processus d'imitation du fait du succès de certains pays que par une stratégie concertée exception faite de l'analyse des menaces. Ainsi, n'y-a-t-il pas de politique de défense mais des points de vue communs sur les menaces, donc des connections — par exemple en matière de lutte contre la piraterie — mais sans armée commune.

Au fil du temps, la multiplication des organisations régionales, des sommets et des accords autour de l'ASEAN : AFTA, ASEAN + 3, CAFTA (China Asean Free Trade Agreement) illustrent le choix de l'élargissement plutôt que l'approfondissement et cette fièvre créatrice cache un échec patent de la coopération sécuritaire, d'autant qu'aucune de ces instances ne dispose de réels pouvoirs et que les accords ou résolutions adoptés dans ces instances n'ont généralement aucun caractère contraignant.

L'ASEAN a bien été créée, à l'époque de la guerre du Vietnam pour des raisons de sécurité, mais il s'agissait de sécurité interne pour chacun des pays fondateurs (Malaisie, Philippines, Singapour, Indonésie, Thaïlande) qui souhaitaient s'assurer une paix extérieure qui leur permette de combattre leurs insurrections communistes. Dès l'origine, donc, les positions des uns et des autres sur les questions de sécurité sont très ambiguës.

Le seul succès de l'ASEAN aura été le règlement de la question cambodgienne avec l'évacuation de ce pays par le Vietnam en 1989. Dans les autres domaines, la coopération reste, aujourd'hui, très laborieuse sur ces questions y compris sur les questions de sécurité non-conventionnelle. Plusieurs raisons à cet état de fait : tout d'abord une approche très asiatique qui va consister à créer de la sécurité, par des échanges, des collaborations, des coopérations sans traiter de questions sécuritaires et sans faire perdre la face à qui que ce soit, en particulier à la Chine, en affichant trop ostensiblement des mesures préventives et en créant ce qui pourrait être interprété comme un bloc hostile. Il y a ensuite la crainte de faire le jeu des Etats-Unis dans leur relation compliquée avec la Chine. D'où l'échec logique des propositions Canadienne et Australienne d'une OSCE asiatique qui concrétiserait une approche sécuritaire globale.

Sur les questions non-sécuritaires, les programmes avancent doucement. Ils avancent mieux quand des acteurs extérieurs participent à leurs financements voire à leur conception. Leur caractéristique principale est de s'appliquer à des coopérations bi ou trilatérales, comme pour ce qui concerne la gestion du détroit de Malacca.

1.1.2. - Problèmes régionaux.

Ce sont des problèmes dont la résolution concerne l'ensemble de la région voire la communauté internationale, mais qui sont qualifiés de régionaux dans la mesure où leur origine ou leurs causes sont géographiquement circonscrites à deux ou trois pays. Lesquels, pour ne pas risquer d'aliéner leur souveraineté, s'opposent généralement à toute approche collective.

1.1.2.1. - Gestion des espaces maritimes.

Qu'il s'agisse de revendications, de l'application du droit de la mer relative à la gestion des détroits, de leur sûreté comme de leur sécurité, ou des zones économiques exclusives, les questions à traiter sont cruciales et justifieraient à elles seules l'existence de l'ASEAN si seulement elle avait à en connaître. En réalité, chacun traite - ou ne traite pas - de ses propres problèmes sauf lorsqu'il s'agit d'un espace partagé ou lorsqu'un ou plusieurs acteurs extérieurs s'en mêlent.

1.1.2.1.1. - Les revendications territoriales.

Les zones territoriales des pays riverains de la Mer de Chine du Sud se chevauchent or, chacun veut accéder seul à la Zone Economique Exclusive (ZEE) des 200 miles marins définie par la convention de Montego Bay, en 1982. L'enjeu pour les pays riverains est l'accès aux ressources off-shore avec la présence supposée d'hydrocarbures devenue certitude, en 1975, après la découverte de Mobil Oil sur le plateau continental vietnamien, aux nodules polymétalliques, présents en grande profondeur mais en faible densité, à la pêche, et dans une moindre mesure les phosphates issus du guano.

Deux espaces de revendication existent :

- ☒ les Pescadores et les Pratas, objet d'un débat entre la Chine et Taïwan ;
- ☒ les Paracels et les Spratleys qui sont l'objet de contentieux bi ou multilatéraux entre la Chine et les autres pays riverains.

Le Vietnam fut évincé des Paracels, en 1974, et en partie des Spratleys, en 1988, par la force militaire chinoise. Le Vietnam se réfère à l'histoire et fait valoir son droit de succession à la souveraineté des empereurs d'Annam. Les Chinois font remonter leur souveraineté à l'époque de la dynastie Song (960-1279). La Chine a publié, en février 1992, un texte de loi portant sur les eaux territoriales et la ZEE de la République Populaire de Chine (RPC). L'article 2 définit le territoire maritime chinois, considérant comme territoire national Taïwan et toutes les îles de l'ensemble. En juillet 1992, elle propose aux pays de l'ASEAN un *statu quo* par le biais d'un code de « *conduite à tenir* ». Le principe était de mettre sous le boisseau les prétentions à la souveraineté et de s'abstenir d'actes rompant les équilibres. Face à la montée en puissance de la Chine, les pays de l'ASEAN ont accepté de négocier dans ce sens. Cela aboutit à la signature commune de la déclaration sur la conduite des Etats en mer de Chine méridionale, le 4 novembre 2002, à Phnom Penh. En réalité, il s'agissait d'une pure déclaration de principes et d'engagements moraux que chacun interprète à sa manière. Comme aucune instance arbitrale n'est prévue en cas d'abus, elle n'est pas contraignante. Entre temps, en mai 1996, une loi est promulguée qui établit les frontières des zones de souveraineté chinoise en se fondant sur la convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Elle s'applique aux Paracels, conquises militairement en 1974, et elle agrandit arbitrairement la zone maritime chinoise. En juin 1998, la Chine publie une loi sur la ZEE et sur son plateau continental. Arguant de son droit historique sur la Mer de Chine, elle dessine la « *ligne des neuf traits* » qui délimite l'espace revendiqué, et veut que le Vietnam entérine l'état de fait imposé militairement.

Les positions des Philippines, de la Malaisie, de Brunei, de l'Indonésie et de Taïwan sont plus récentes. Elles se fondent sur la Convention sur le droit de la mer et la volonté de faire valoir leur ZEE. Cependant des accords ouvrent des perspectives plus « *diplomatiques* » :

- ☒ Accord Vietnam-Philippines de recherche océanographique de 1996 ;
- ☒ Accord du 25 décembre 2000 de délimitation du golfe du Tonkin entre la Chine et le Vietnam ;
- ☒ Accord tripartite d'exploration sismique entre la Chine, le Vietnam et les Philippines au nord des Spratleys ;
- ☒ Juin 2008 : accord Chine-Japon d'exploitation commune du gisement de gaz dans un secteur où les ZEE chinoise et japonaise se chevauchent. Il ne détermine pas les limites des droits territoriaux mais il est bénéfique pour les économies. Le ministre chinois des Affaires Etrangères a rappelé que l'accord n'aliénait pas les droits à la souveraineté de la Chine sur cette région, suite à des manifestations nationalistes de Chinois devant l'ambassade du Japon à Pékin. Cela augure d'une réflexion chinoise sur la reconfiguration des revendications sur la mer de Chine méridionale. En même temps, il est peu réaliste d'imaginer que la Chine renoncera à ses prétentions de souveraineté, a fortiori si elle les fonde sur un « *droit historique* ».

Il importe de rappeler que le litige en mer de Chine orientale autour des îles Senkaku/Diaoyu dépasse les seules relations Chine/Japon car il concerne également la Russie et les Etats-Unis. L'ancienne Secrétaire du Département d'Etat, madame Clinton, a plaidé pour que les pays de l'ASEAN adoptent un front uni lors des discussions avec Pékin qui refuse toujours les discussions multilatérales au profit de discussions bilatérales.

Ces tensions dans les deux zones maritimes ont précipité la bascule stratégique des Etats-Unis en Asie-Pacifique au détriment de l'Europe ou même du Moyen Orient.

1.1.2.1.2. - La gestion des détroits.

Elle concerne en priorité le détroit de Malacca parce que les détroits Nord-Sud ne sont pas

accessibles à tous les navires. Ils imposent des détours coûteux et sont donc moins utilisés. L'étroitesse du détroit de Malacca, 2,8 km dans sa partie la plus resserrée, en fait une zone particulièrement exposée aux risques d'accident, et comme la moitié du commerce mondial du pétrole y transite, les inquiétudes des pays riverains à cet égard sont plus que fondées. La piraterie, même si elle a sensiblement diminué depuis 2008, y reste un risque élevé, ainsi que potentiellement le terrorisme. Par rapport à Singapour, pour qui le trafic transitant par le détroit est crucial, l'Indonésie et la Malaisie ont une position plutôt réservée quant à la nécessité d'une coopération internationale pour lutter contre la piraterie et le terrorisme dans le détroit. Ces deux pays demandent une participation financière des usagers du détroit à l'entretien ou à la mise en place d'infrastructures de sécurité et/ou de sûreté mais affirment que seuls les Etats riverains ont le droit de protéger et sécuriser la navigation. En réalité, les deux pays redoutent les ingérences extérieures et le fait que la Chine ait participé à des manoeuvres anti-piraterie dans le Golfe d'Aden n'a pas été pas pour les rassurer.

Les trois pays riverains ont créé la Malacca Straits Coordinated Patrol Network (MALSINDO)- ainsi que l'Eyes in the Sky (EIS)- qui associe la Thaïlande aux opérations de surveillance aérienne. Il convient de souligner la forte impulsion, y compris financière, des Japonais, en collaboration avec Singapour, à la sécurisation du détroit par :

- ☒ l'échange d'informations via l'Information Fusion Center (IFC) basé à Singapour et qui compte 10 officiers de liaisons internationaux dont un français ;
- ☒ la mise en place en 2004 d'un nouveau centre anti-pirate toujours à Singapour, le Regional Cooperation Agreement on Combatting Piracy and Armed Robbery - Information Sharing Center (RECAAP- ISC).

Les Etats-Unis ont fait don d'une quinzaine de patrouilleurs à la police maritime indonésienne et ont contribué au financement de 5 radars situés côté indonésien.

1.1.2.2. - Risques non-conventionnels : piraterie, terrorisme trafics clandestins et environnement.

La piraterie, comme les trafics clandestins ne concernent pas que le détroit de Malacca. En ce qui concerne l'Indonésie, le Sud des Philippines et la Malaisie, il s'agirait presque de métiers traditionnels : l'Indonésie, pour ne citer qu'elle, compte 13 000 îles, dont 6 000 seulement sont habitées, et 54 000 km de côtes. Aussi légitime et nécessaire soit-il, le combat contre la piraterie et les trafics clandestins s'apparente donc au mythe de Sisyphe. Cela étant, c'est aussi le rôle des deux structures citées ci-dessus, l'IFC et le RECAAP-ISC, que de lutter contre tous les trafics dont le trafic d'êtres humains qui est loin d'avoir disparu dans la zone.

Plus délicate est la question de l'islamisme radical et du terrorisme qui lui est associé. Le mouvement islamiste le plus connu est celui de la *Jamaa Islamyya* qui vise à l'instauration du Califat sur toute l'Indonésie en y rattachant la Malaisie et le Sud des Philippines. Après les attentats spectaculaires et meurtriers en Indonésie au cours des années 2000 qui s'accompagnaient d'enlèvements et de prises d'otages au Sud des Philippines, les trois Etats concernés ont repris la main, par des opérations offensives sur le terrain, un durcissement de la répression judiciaire et aussi, notamment en Indonésie, un énorme travail pédagogique qui a largement contribué à priver les terroristes du soutien de la population. Si le bilan est spectaculaire, rien n'est définitif : un attentat suicide à Poso (Sulawesi), fin 2013, en témoigne. Néanmoins, il est raisonnable de penser que la menace islamiste est désormais supportable sinon gérable.

Enfin, le risque environnemental est inquiétant pour l'avenir. Les risques sanitaires liés au développement sans contrôle de l'agriculture se sont aggravés, du fait d'une industrialisation et d'une urbanisation accélérées, par la pollution des eaux et donc l'accès à l'eau potable est rendu plus difficile. La déforestation, qu'elle soit légale ou sauvage, et les incendies qu'elle provoque génèrent des fumées et des brouillards qui ne s'arrêtent pas aux frontières du pays incriminé et affectent les pays voisins : Singapour est régulièrement « *embrumé* » à cause des feux de forêts indonésiennes. Il faut d'ailleurs rappeler que les trafics participent largement à cette déforestation, que ce soit en

Birmanie ou en Indonésie, quand il s'agit de l'exploitation sauvage du bois de teck.

Sur le court et moyen terme, les risques sécuritaires relatifs à la gestion des détroits et aux revendications territoriales des uns et des autres en Mer de Chine du Sud, sur fond de politique chinoise agressive, sont les plus inquiétants. D'autant plus que, d'une part l'ASEAN n'a pas les moyens d'arbitrer entre les prétentions territoriales de ses membres, d'autre part les pays d'Asie du Sud ne sont pas en mesure aujourd'hui d'adopter une position unique face à la Chine.

*

* *

1.2. - LES ACTEURS DU « GRAND JEU ».

Un ou des conflits conventionnels semblent exclus, justement du fait de l'absence d'unité régionale et du déséquilibre des forces en présence entre la Chine et les pays de l'ASEAN. Dans les relations internationales, l'acteur dominant se détermine généralement par rapport à un compétiteur. Il y a modification d'équilibre lorsque le dominant décline et se trouve peu à peu remplacé par son concurrent. C'est ce qui se passe dans toutes les parties du monde entre les États-Unis et la Chine. Mais, dans le cas du Sud-est asiatique, intervient également le Japon qui tend à jouer sa propre carte d'intégration, non sans maladresse avec son évocation réitérée d'« *aire de coprosperité* »⁶. Nous trouvons donc quatre acteurs majeurs. Le quatrième est l'Inde avec sa diaspora et sa présence en mer de Chine en réaction à la celle de la Chine dans l'océan indien.

Néanmoins, l'Asie du Sud-Est, prise en tenailles entre la Chine et les États-Unis d'une part, la Chine et l'Inde d'autre part pourrait devenir la zone de confrontation de ces puissances rivales. Si les acteurs régionaux ou plus éloignés ne manquent pas, qui cherchent à apporter leur concours à la construction de l'identité sud-est asiatique, à sa stabilité et à ses échanges commerciaux, leurs initiatives politiques ne sont pas toujours bien accueillies. Trop puissants, ou trop proches, ils seront toujours suspectés de vouloir assujettir l'Asie du Sud-Est à leurs propres intérêts. A contrario, l'Europe et la France, quoique très éloignées géographiquement et culturellement, ou peut être justement parce que très éloignées, peuvent représenter une alternative bienvenue.

1.2.1. - Riverains plus ou moins proches.

Hormis l'Inde, les acteurs de poids appartiennent tous à l'espace Pacifique.

- La Chine : s'appuyant sur une intense activité diplomatique et l'importance de ses échanges commerciaux avec l'ASEAN dont elle est le premier partenaire économique, elle cherche à rassurer avec un concept de sécurité fondé sur la non-ingérence, le respect de la souveraineté, les mesures de confiance...sauf quand il s'agit de ses revendications territoriales à l'occasion desquelles elle met en oeuvre, par la force, une politique du fait accompli. Parallèlement, elle poursuit son renforcement militaire. Pour la troisième année consécutive, la Chine augmente son budget militaire de plus de 10% (11,2% en 2012, 10,7% en 2013, 12,2% en 2014). Toutefois, en pourcentage du PIB, le budget de la Défense reste stable. Même si les dépenses de défense semblent principalement destinées à affirmer la position chinoise face aux États-Unis, elles entraînent mécaniquement la hausse des dépenses japonaises et indiennes. (cf. 2^{ème} partie et Annexe 4)
- Les États-Unis : leur relation avec la Chine est trop conflictuelle. S'ils sont la seule puissance militaire en mesure, le cas échéant, de contrôler la Chine, ils ne sont pas considérés comme fiables : jugés unilatéralistes, il est généralement admis qu'ils ne se préoccupent que de leurs intérêts propres ; nul n'a oublié dans la zone qu'ils n'ont pas

⁶Allusion à la « Sphère de Coprosperité de la Grande Asie Orientale » de la seconde guerre mondiale.

soutenu l'Asie du Sud-Est au moment de la crise de 1997. Plus récemment, le *shutdown* résultant du blocage politique entre républicains et démocrates, en octobre 2013, qui a empêché le Président Obama de participer au Forum de l'APEC et au Sommet de l'ASEAN a aggravé les doutes sur leur fiabilité. Par ailleurs, la Chine détient le quart de la dette américaine et il lui suffirait seulement de commencer à vendre cette dette pour déstabiliser fortement l'économie américaine. Il y a donc peu de chances que les Etats-Unis s'en prennent militairement à la Chine si elle pousse trop loin ses revendications territoriales. En revanche, ils pourraient utiliser l'un ou l'autre des pays de l'Asie du Sud-Est comme « *relais* » dans leurs contentieux avec la Chine et l'ASEAN est très prudente à cet égard.

- L'Inde : Son environnement géopolitique part du Moyen-Orient à l'Asie du sud-est. L'internationalisation de son économie s'est accompagnée d'un changement de stratégie maritime, laquelle vise désormais à s'imposer militairement en contrôlant les voies maritimes de l'Océan Indien, d'où sa présence plus importante en mer d'Andaman. Non seulement pour tirer le meilleur parti de la ZEE que lui confère la possession des îles d'Andaman mais encore pour affirmer sa présence depuis l'accroissement progressif de l'implantation chinoise dans le port de Sittwe en Birmanie. Elle pratique une diplomatie maritime en participant à :
 - ☒ des exercices conjoints avec le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Russie et la France ;
 - ☒ des opérations de soutien lors de catastrophes naturelles, comme en 2006, avec le Japon et l'Australie ;
 - ☒ la lutte contre la piraterie avec les marines occidentales, au sein de la Task Force 151 de l'OTAN, par des escortes de convois de la Somalie au détroit de Malacca.La « *Look East Policy* » initiée au début des années 90 s'est traduite par un rapprochement d'abord avec Singapour puis avec l'ASEAN, et enfin par un partenariat stratégique avec l'Indonésie. Pour autant l'ASEAN n'est qu'une priorité de deuxième rang pour l'Inde ; la Chine, les Etats-Unis et son voisin immédiat, la Birmanie, surtout depuis que la Chine y investit massivement, ont la primauté dans sa politique étrangère. Son engagement en Asie du Sud-Est, hormis dans le détroit de Malacca, reste, à l'image de son commerce avec le sous-continent, modeste : 3,5% du commerce total de l'ASEAN. Mais l'Inde restera attentive aux initiatives chinoises, y compris en Mer de Chine du Sud.
- La Russie : Elle participe à l'APEC, à l'East Asia Summit, à l'ASEM et à l'ARF. Mais, indépendamment des fortes relations qu'elle a conservée avec le Vietnam, elle n'est pas un acteur significatif dans la zone. Néanmoins, le cas échéant, elle pourra représenter un élément de rééquilibrage par rapport aux Etats-Unis et la Chine.
- Le Japon : Ses relations avec l'ASEAN remontent à 1973. C'est le deuxième partenaire économique de l'ASEAN après la Chine et la deuxième source d'Investissement Direct à l'Etranger (IDE) dans l'ASEAN. Il est très engagé sur les questions de développement, notamment auprès des CMLV et très présent lors de crises humanitaires (Tsunami 2004 - Cyclone Nargis). Il est également très engagé dans les projets régionaux (Région du Grand Mékong) et, associé à Singapour, il s'est révélé très actif, et contributeur financier important dans l'organisation de la sécurité du détroit de Malacca. Mais les mauvais souvenirs de la seconde guerre mondiale restent vivaces. Notamment lorsque des manifestations ostentatoires visent à exalter la renaissance du nationalisme japonais. Enfin, la trop grande proximité avec les Etats-Unis ainsi que des relations tendues avec la Chine limitent la portée de ses actions. Les relations sino-japonaises se sont particulièrement dégradées ces dernières années à cause des revendications territoriales de la Chine sur les îles Senkaku administrées par

le Japon. Les hausses récentes du budget de la Défense soulignent l'engagement et la volonté du Japon de renforcer la défense du pays alors que le budget militaire japonais est déjà le sixième de la planète et que le Japon a déjà l'une des armées les plus modernes d'Asie. Il semblerait que le Japon étudie désormais différents scénarios de guerre avec la Chine, autour des îles Senkaku, mais aussi sur Taïwan, en cas d'agression chinoise. Celui-ci prévoit de modifier sa constitution, d'une part pour évoluer sur le plan de sa stratégie de défense mais également avec l'intention d'intervenir en soutien d'alliés qui seraient confrontés à des opérations agressives.

➤ Les Etats du Pacifique Sud : La Nouvelle-Zélande comme l'Australie ont été immédiatement après le Japon parmi les premiers partenaires de l'ASEAN. L'une et l'autre participent à la plupart des sommets de sécurité de l'ASEAN :

- Asia Regional Forum ;
- Asia Defence Ministers Meeting Plus ;
- East Asia Summit ;
- Senior Officials Meeting on Transnational Crime.

Les relations économiques avec leurs voisins asiatiques restent toutefois modestes : négligeable pour la Nouvelle-Zélande, le commerce ASEAN/Australie compte pour 2,5% du commerce total de l'ASEAN et l'Australie est son 7^{ème} partenaire économique. L'Australie est très engagée en Asie du Sud-Est dans le domaine de l'Education mais aussi dans des actions de développement auprès des pays les moins avancés de la zone ; les CLMV. L'Australie ambitionne clairement de se poser en puissance régionale partenaire privilégié de l'ASEAN. Son activisme parfois teinté de paternalisme n'est pas toujours bien ressenti par les pays asiatiques. Par ailleurs, sa puissance qu'elle soit militaire ou politique, reste faible et son poids sur la scène internationale n'est pas très significatif. L'Australie intervient, avec ses ambitions de développement de sa partie nord, mais sans moyens militaires significatifs, et sans doute très dépendante⁷ de la Chine en raison notamment de son fabuleux contrat de fourniture de charbon.

Dans une recherche d'alliance alternative, relativement neutre par rapport aux rivalités qui s'expriment ou pourraient s'exprimer dans la zone, mais qui ne soit pas totalement dénuée de puissance, les choix de l'ASEAN sont singulièrement restreints : la Russie ? Dans une relation ambiguë avec la Chine, de plus en plus difficile avec les Etats-Unis et toujours en contentieux territorial avec le Japon, elle ne peut constituer un partenaire « *transparent* » donc fiable. Les autres Etats américains ? Qu'il s'agisse du Canada ou des Etats d'Amérique du Sud, tous riverains du Pacifique, ils peuvent être des partenaires économiques solides mais les uns comme les autres sont dépourvus du minimum de puissance requise. L'Afrique sera absente.

Restent l'Europe et la France qui a été le premier partenaire Européen de l'ASEAN. Des liens existent déjà. La présence coloniale des pays Européens dans tous les pays de l'Asie du Sud-Est, (sauf le Siam) a laissé des traces qui ne sont pas nécessairement plus négatives que le souvenir des Etats-Unis pendant la Guerre Froide.

1.2.2. - La France et l'Europe peuvent-elles améliorer la stabilité de l'Asie du Sud-Est.

Certes, ni la France, ni l'Europe ne sont des puissances militaires en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis ou en mesure de dissuader la Chine. Néanmoins, leurs atouts ne sont pas nuls, loin s'en faut.

⁷1/3 des exportations australiennes.

L'Europe pèse le quart de la richesse mondiale. Encore imparfaite et loin d'être achevée, elle est dans nombre de domaines un exemple d'intégration surtout en matière de sécurité.

La France est membre du Conseil de Sécurité. Si ses forces conventionnelles perdent de leur substance, elle reste une puissance nucléaire, avec malgré tout une capacité reconnue, en termes d'efficacité et d'organisation, à intervenir sur des territoires extérieurs.

La France et l'Europe peuvent et doivent développer leur contribution à une meilleure gestion des ressources de la zone par des efforts pour promouvoir la crédibilité des structures régionales, sans perdre de vue que les Etats de l'ASEAN sont encore rétifs à toute intégration poussée susceptible d'amoinrir leur souveraineté. Il s'agit également, par des politiques de soutien aux Etats, mais aussi par des politiques économiques offensives, d'accroître le tissu de relations économiques et culturelles, dans un esprit de compréhension et de confiance mutuelles, propre à faciliter, lorsque nécessaire, la mise en place de mécanismes de résolution des conflits.

1.2.2.1. - Un préalable : le renforcement des cadres institutionnels de coopération.

Les objectifs sont de faciliter une plus grande activité de l'ASEAN et de favoriser l'harmonisation des structures régionales existantes. Pour ce faire, la France et l'Europe doivent, dans le cadre de partenariats de coopération, s'impliquer davantage dans les instances multilatérales régionales. Aux deux niveaux, il est essentiel d'assurer une présence plus active dans les Forums régionaux. Certes, les demandes européennes ou françaises pour une implication accrue n'ont pas manqué et n'ont pas abouti en raison des réserves de nos partenaires asiatiques. Mais peut-être y a-t-il eu de la part des Européens un manque de pédagogie, à tout le moins une communication insuffisante ou brouillée.

Nos démarches pour intégrer les structures asiatiques qui nous sont encore fermés seront d'autant mieux accueillies par nos partenaires asiatiques qu'elles seront perçues comme une réciprocité.

1.2.2.1.1. - Au niveau de l'Union Européenne.

Il serait opportun que l'Union Européenne fasse oeuvre pédagogique et affiche une plus grande lisibilité. Les divers interlocuteurs asiatiques, nationaux ou supranationaux, se plaignent avec plus ou moins de tact, mais de manière récurrente, de la difficulté à distinguer les initiatives Européennes de celles qui relèvent des Etats Européens. Il appartient donc à l'Europe de coordonner et d'harmoniser les politiques de coopération et d'échanges économiques et culturels des Etats européens avec les pays de l'ASEAN, puis à partir de ces politiques nationales de favoriser l'émergence d'une politique commune vis à vis du Sud-Est Asiatique qui serait mise en oeuvre via l'ASEM et l'ARF.

L'Europe compte deux réussites à son actif, même si à bien des égards, elles sont encore perfectibles :

- son modèle de sécurité ;
- son intégration économique et sa monnaie.

Sur ces deux sujets, et sans essayer de « vendre » une intégration qui effraie encore l'ASEAN, il serait souhaitable d'entrer dans des processus de coopération, en proposant par exemple de moderniser les systèmes de défense nationaux en les rendant interopérables, à l'image de ce qui se fait dans le cadre de l'OTAN. La Mission de surveillance de l'Union Européenne (conjointement à l'ASEAN) des accords de sortie de crise à Aceh en Indonésie a été unanimement saluée comme un succès européen. Dans les deux domaines, sécurité et intégration économique, il s'agit de multiplier les invitations de délégations, aux doubles niveaux supranational et national, à l'OSCE, à la Commission et au Parlement européen. La réciprocité en sera d'autant plus négociable. Si ces opérations de communication au niveau politique et institutionnelle, sont essentielles, la

communication au niveau médiatique ne l'est pas moins : l'Europe souffre aujourd'hui d'un déficit de représentation au niveau des peuples européens qui la composent. A fortiori, lui faudra-t-il faire un effort pour exister aux antipodes.

1.2.2.1.2. - Au niveau de la France.

A travers des accords de coopération bilatéraux, il s'agit de mieux coordonner les instances privées opérant dans les domaines économique et culturel, tout en poursuivant le renforcement des structures diplomatiques agissant localement ou au niveau régional.

Mais comme dans le cas de l'Europe, il est, là encore, important de mettre en oeuvre la meilleure communication possible sur les activités. La France n'est à aucun moment citée sur le site Internet de l'ASEAN, dans la rubrique « *Relations Extérieures/Union Européenne* ». C'est peu de chose, mais significatif. Autre exemple sur l'Indonésie : l'entreprise française Total est présente en Indonésie depuis plusieurs décennies, L'Oréal y a implanté un site de production, et Lion Air, la première compagnie aérienne indonésienne pour les vols intérieurs vient de commander 234 avions à Airbus. Pourtant la France y est vue, hormis auprès d'une toute petite minorité des milieux d'affaires, comme d'abord un grand pays de culture.

S'agissant des Ambassades, les opérateurs privés déplorent encore trop souvent le peu de soutien concret, c'est à dire appuis directs mais aussi réseaux, intelligence économique, conseils, qu'ils reçoivent de leurs correspondants, par contraste avec leurs alter ego britannique ou américain par exemple. Il est à souhaiter que le rattachement du Développement International au Ministère des Affaires Etrangères conduise rapidement les Ambassades à privilégier leur fonction économique et à soutenir les initiatives des PME, et non plus seulement celle des grands groupes. Les Ambassades, pour cette fonction économique, tendent à s'appuyer voire se reposer sur les Conseillers du Commerce Extérieur. Or, le service fourni par ces derniers est parfois insuffisant et il ne serait pas inutile de prévoir un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies.

Il y aurait sans doute également matière à mieux exploiter la présence française en Nouvelle-Calédonie. Certes, cette présence n'a pas toujours été bien vue des pays du Pacifique Sud et des voisins du Nord, qui l'assimilent à une forme d'occupation coloniale. Certes, l'avenir du territoire est encore suspendu au référendum sur l'indépendance qui doit intervenir d'ici 2018 et au sujet duquel, toutefois, la plupart des observateurs estime que l'option indépendantiste est minoritaire. Arguant de cette présence régionale, la France doit continuer de plaider pour participer à l'ADMM Plus (ASEAN Defence Ministers Meeting Plus), au RECAAP, sans oublier le FPDA (Five Power Defence Arrangement) mis sur pied à l'initiative du Royaume-Uni et qui compte également l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et Singapour.

1.2.2.2. - Définir des objectifs clairs en vue de partenariats plus efficaces.

Beaucoup a été déjà fait, notamment ces dernières années. Dans le contexte économique difficile que connaît la France, il semble difficile de faire plus. Il ne s'agit donc pas de faire plus, mais mieux ou autrement. En améliorant la coordination au niveau national, en renforçant la visibilité de la France sur les bases existantes, et sans sous-estimer l'efficacité des actions culturelles.

Concernant l'accueil d'étudiants étrangers en France, la coordination n'est pas toujours au rendez-vous : certains étudiants inscrits à l'université ne peuvent obtenir leur visa quand d'autres qui ont eu leur visa ne sont pas acceptés à l'université pour cause de niveau insuffisant. Il devrait être possible, sans que cela engage des moyens financiers accrus, d'établir, sur la base d'accords tripartites (entreprises/universités ou grandes écoles/consulats), des quotas par pays avec sélection préalable des étudiants, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il convient également d'insister sur la qualité d'encadrement requise dans l'accueil des étudiants étrangers. Il ne s'agit pas seulement de faire venir des étudiants mais d'organiser la logistique.

Par ailleurs, les acteurs d'un projet de coopération, qu'il s'agisse d'actions de développement ou de recherche, de santé publique, d'agriculture ou d'enseignement, doivent penser systématiquement « *Communication* » dans le montage de leur projet. Les actions en faveur du développement par exemple sont souvent connues des bénéficiaires directs ainsi que des quelques autorités responsables du domaine concerné, mais pas du grand public. Or, les sociétés civiles existent, elles se développent, peu à peu elles feront l'opinion ; il est important de communiquer à leur intention.

Il doit être également possible de rationaliser les objectifs des partenariats économiques en privilégiant les secteurs « *gagnant/gagnant* » où l'aide au développement peut rencontrer les intérêts français ou européens. Dans ce contexte, il peut y avoir intérêt à faciliter l'aide au retour à l'emploi des seniors ou emploi des jeunes à l'international, y compris par des actions de développement. Les soutiens logistiques (mobilité - logement - famille) nécessaires, a minima pour les mises en route devront être assurés par les Ambassades ou, lorsque cela existe, des réseaux français existants (comme par exemple des sociétés immobilières françaises en Thaïlande). Compte tenu du coût de la vie dans certains des pays de la zone, les CMLV mais aussi l'Indonésie, un cadre senior ne coûtera pas plus cher à l'étranger qu'en allocation-chômage en France. Un projet à l'international sera pour beaucoup toujours plus valorisant qu'une vaine recherche d'emploi. Dans le même esprit, il devrait être possible d'utiliser le Service Civique (avec avantages consentis à l'issue d'une période négociée) vers l'aide au développement, en particulier dans le domaine agricole.

Parallèlement au soutien au commerce extérieur et à l'aide au développement, il est impératif de maintenir l'action culturelle pour développer le « *Soft power* » occidental, par lequel se transmet tout un système de valeurs. En ce qui concerne, par exemple, la question des Droits de l'homme, qui reste un sujet épineux entre la France et nombre de pays asiatiques, il faut bien mesurer qu'aucune admonestation, aucun règlement, aucune sanction de la communauté internationale n'a, nulle part, pu faire évoluer les pratiques. Elles n'évoluent que lorsque la société civile s'en saisit, s'organise et se mobilise : les mutilations sexuelles infligées aux femmes en Afrique régressent depuis que des associations de femmes et des ONG locales militent pour leur suppression.

Malheureusement le nombre d'alliances françaises en Asie du Sud-Est est insuffisant : 119 pour l'ensemble de l'Asie-Océanie (avec une majorité en Chine) contre par exemple 228 pour l'Amérique Latine. A défaut de création de nouvelles Alliances Françaises, peu envisageables dans un contexte d'économies budgétaires, peut-on envisager un rééquilibrage entre les continents ou sous-continent ? Ces instituts constituent également un cadre adéquat pour rappeler et démontrer l'intérêt du français en diplomatie et redonner envie de rédiger en français en droit et en matière de relations internationales. Une telle politique passe par un maintien de l'enseignement de la langue, mais aussi peut être par une traduction plus systématique des documents internationaux qui ne sont trop souvent disponibles qu'en anglais.

*

* *

Nous pouvons donc dire que nous serions en mesure de donner plus de visibilité à nos actions et à notre présence en Asie du Sud-Est et à peu de frais. Nous disposons déjà dans la région de nombreuses structures diplomatiques, d'enseignement, de recherche, d'aide au développement. En revanche, les établissements de l'Alliance Française ne sont pas présents dans tous les pays : au Vietnam, au Cambodge, en Birmanie, ou ne sont pas en nombre suffisant dans d'autres : l'Indonésie compte bien une Alliance Française à Bali et à une autre Balikpapan mais n'en a pas dans la capitale qui est en outre située sur l'île la plus peuplée de l'archipel...et qui est désormais le siège de l'ASEAN.

Il s'agit le plus souvent de réorienter des moyens existants et de mieux les coordonner, dans une zone qui nous paraît cruciale pour l'avenir, que d'y affecter de nouvelles ressources. Peut-être aussi dans ces nouveaux choix, faut-il se méfier des idées reçues, même si la France est

habituellement peu suspecte de « *suivisme* ». Les Philippines sont généralement vues comme une chasse gardée des Etats-Unis. Or, dans les années 90, un ambassadeur français à Manille s'amusait de ce que la moindre exposition de peinture parrainée par la France suscitait un véritable article de presse quand une aide américaine de plusieurs millions de dollars ne générait qu'un bref entrefilet. Et pourquoi pas ? Les Philippines, en terme de valeurs, sont le plus occidental des pays d'Asie et, en terme de culture, certainement le plus européen. Un autre exemple des dégâts engendrés par la pensée unique est la Birmanie : entraînées par les Etats-Unis et un certain nombre d'ONG certainement pétries de bonnes intentions, l'Europe et la France, contre l'ASEAN, ont boycotté la Birmanie, pour ses atteintes aux Droits de l'Homme, y laissant le champ libre aux investissements asiatiques, et prioritairement chinois. La Chine n'aura trouvé que des avantages à investir massivement dans ce pays : un accès privilégié en Mer d'Andaman pour l'approvisionnement de ses provinces de l'Ouest et des ressources abondantes en gaz aisément transportables vers ces mêmes provinces. Aujourd'hui, la Chine est omniprésente en Birmanie, sans que la question des Droits de l'Homme y ait trouvé son compte.

2^{ème} Partie

**Asie du Sud-Est : un ensemble hétérogène
sur lequel l'influence de la Chine est grandissante.**

L'Asie du Sud-Est est une région hautement stratégique pour la République Populaire de Chine. Cette région voit transiter par voie maritime les matières premières et le pétrole que la Chine importe pour le développement de son économie. De même, une grande partie de la production chinoise exportée passe par ce détroit.

Par ailleurs, cette région recèle en quantités importantes les matières premières, le gaz et le pétrole dont la Chine a besoin pour poursuivre son développement économique.

En conséquence, la Chine met en œuvre une diplomatie active dans la région pour lui permettre de réaliser les infrastructures lui permettant de s'affranchir du détroit de Malacca. Elle poursuit sa politique de revendications territoriales dont sont l'objet plusieurs îles et îlots. Ainsi pourrait-elle accroître sa ZEE et exploiter son sous-sol et ses ressources halieutiques pour satisfaire la demande de sa population.

La région du Sud-Est Asiatique est un carrefour stratégique pour la Chine qui y met en œuvre une stratégie alliant le « Smart-Power » à la gesticulation diplomatico-militaire.

*
* *

2.1. - UN CARREFOUR MONDIAL : LES ROUTES DU COMMERCE, LES DÉTROITS (MALACCA, SONDE, LOMBOK), LA CONFLUENCE DE DEUX OCÉANS.

2.1.1. – L'importance du transport maritime dans l'économie mondiale.

Le transport maritime mondial (plus de 150 pavillons, 470 000 marins) représente 90% des échanges de marchandises en volume. Il a triplé en l'espace de trente ans. La raison première est son faible coût en raison du volume de marchandises transporté par un seul navire. Ceci permet d'avoir des sites d'extraction des matières premières loin des centres de production et de les placer loin des lieux de consommation : c'est la mondialisation.

La voie maritime est aussi privilégiée pour les flux d'informations car le développement des fibres optiques a rendu aux liaisons sous-marines une place prééminente dans la transmission des données essentielles aux flux financiers.

Les flux maritimes relient quatre ensembles principaux à l'échelle mondiale :

- les États-Unis d'Amérique, importateurs de biens de consommation et exportateurs de matières premières (produits agricoles, charbon et produits pétroliers raffinés), avec New York comme place financière principale ;
- l'Extrême Orient, usine du monde mais aussi lieu de consommation, avec les places financières de Hong Kong, Shanghai, Tokyo et Singapour, qui est également une capitale du shipping, du négoce et du raffinage ;
- les Proche et Moyen Orient avec les flux énergétiques mais aussi des places financières très dynamiques (Qatar et EAU) et des acteurs portuaires et maritimes ;
- l'Europe, lieu de consommation et de production, partagée entre les façades Nord-Ouest, autour de Rotterdam (75% des flux), et méditerranéenne (25%).

Les routes maritimes qui relient ces pôles s'adaptent aux menaces qui pèsent sur la tranquillité des navires qui les fréquentent (piraterie, conflits, révolutions), aux conditions climatiques ou économiques. La route du cap de Bonne-Espérance est ainsi plus fréquentée, tandis que le

doublément de la capacité du canal de Panama en 2014 affectera les flux entre Asie et Amérique, voire vers l'Europe. Le développement du Brésil et de l'Afrique du Sud augmente les flux en Atlantique Sud tandis que l'exploitation de l'Arctique aura des conséquences sur les flux de l'Atlantique Nord et de la mer du Nord.

Dans ce réseau, les archipels d'Asie du Sud-Est apparaissent comme le noeud principal du trafic maritime mondial, d'une part comme le point de passage le plus commode des routes Est-Ouest (l'alternative étant les tempêtes du sud de l'Océan Indien, ou les glaces des routes arctiques), d'autre part du fait de l'importance croissante des échanges régionaux intra-asiatiques.

Parmi les 10 premiers ports mondiaux, 7 sont chinois (Shanghai, Tianjin, Guangzhou, Qingdao, Ningbo, Qinhuangdao et Hong-Kong) en y ajoutant Singapour et Busan en Corée du Sud, seul Rotterdam s'insère dans le Top 10 à la quatrième place (435 Mt).

Sur les 100 plus grands ports du monde, totalisant 11 300 millions de tonnes sur les 18 000 Mt du trafic mondial, les 11 premiers ports chinois représentent 3 000 Mt (26%) et les 20 ports de l'Asie orientale (Taiwan, Japon, Corée, ASEAN) 24% supplémentaires. Les 20 premiers ports européens trafiquent 1 800 Mt (16%) et les 15 États-Uniens 1 300 Mt (11%).

La Mer de Chine méridionale d'une superficie d'environ 3500 000 km², bordée par 10 pays (Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande et Vietnam) est une des principales routes maritimes de la région servant de passage obligé vers la Chine, la Corée du Sud et le Japon vers le Nord, les États-Unis et les Amériques vers l'Est, et enfin le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Europe et l'Australie par le Sud. Pour Pékin, c'est un espace maritime vital puisque 80% de ses importations énergétiques y transitent.

2.1.2. - La prédominance de l'Asie dans le transport maritime conteneurisé

Les détroits de l'Asie du Sud-Est sont un axe stratégique pour nombre de puissances mondiales, avec une double importance : économique et commerciale d'abord, militaire et stratégique ensuite, et le maintien du passage maritime concerne toutes les grandes puissances en plus des États riverains.

Les **détroits de Lombok** entre les îles indonésiennes de Bali et Lombok, large de 18 km, et **de Makassar**, qui le prolonge entre Bornéo et les Célèbes, long de 800 km, sont la route préférentielle des supertankers dont les calaisons ne sont pas compatibles avec celui de Malacca et du trafic entre l'Australie et l'Asie du Sud-est.

Le **détroit de la Sonde**, entre Java et Sumatra, profond de 20 mètres, large de 24 km, est peu commode, car encombré de bancs de sable et de plates-formes pétrolières.

Le **détroit de Malacca** est l'une des voies maritimes les plus empruntées au monde, une voie incontournable du commerce mondial car le plus court chemin entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique. Passage entre deux espaces cruciaux du système économique international, le détroit de Malacca est devenu un point névralgique des routes commerciales mondiales pour les ressources énergétiques mais aussi pour l'ensemble des autres biens.

Entre Sumatra et la Malaisie, il est large de 50 à 300 km (certains passages à cause des îlots sont larges de 2,8 km), long de 800, profond de seulement 25 mètres à certains endroits. C'est le détroit le plus fréquenté du monde avec 65 000 passages de navires par an – un toutes les 8 minutes ! – et une cinquantaine de pétroliers par jour.

Environ 80% du pétrole à destination du Japon transite par le détroit. Ce chiffre, pour la Chine, s'élève à 60% environ. Les États asiatiques, importateurs du pétrole moyen-oriental sont donc particulièrement préoccupés par la viabilité du transport dans cet espace.

Il débouche sur Singapour, le premier port à porte-containers du monde, fréquenté par 150 000 navires par an, 2^{ème} port mondial (530 millions de tonnes en 2011) derrière Shanghai (590Mt), et 3^{ème} centre mondial de raffinage pétrolier.

Singapour est un fervent militant du libre-échange du niveau international qui constitue le fonds de commerce de son économie. La cité-État multiplie les accords de libre-échange avec ses partenaires, et agit pour la levée des barrières douanières au sein des organisations internationales économiques comme l'Organisation Mondiale du Commerce et, surtout pour la libre navigation sur les mers. Cette préoccupation l'a mise en contre-courant vis-à-vis de l'Indonésie et de la Malaisie qui se sont en effet longtemps opposés à la qualification du détroit comme international qui aurait limité leur souveraineté sur les eaux territoriales. Singapour au contraire, depuis son indépendance, est un farouche partisan à la libre circulation sur le détroit dans un double souci de favoriser son commerce extérieur mais aussi de permettre l'intervention de puissances extérieures dans les eaux afin d'assurer la sécurité d'une zone risquée. Car la sécurité du détroit est la seconde préoccupation en lien direct avec l'activité portuaire. L'État singapourien est cependant incapable d'assurer la sécurisation du détroit du fait de l'étroitesse de ses eaux territoriales. Il doit donc faire appel à des puissances extérieures dont l'action n'est que peu souhaitée par les deux autres États riverains.

L'importance internationale du détroit de Malacca tend souvent à faire oublier qu'il n'est pas uniquement une voie maritime internationale. Il est aussi, et avant tout, un espace lié aux États qui lui sont riverains et qui y ont développé des activités économiques locales pouvant se trouver être en contradiction avec les intérêts du secteur portuaire.

Au-delà de la prédominance du port de Singapour, il est une zone économique de prime importance pour toute une variété de secteurs qui profitent des routes maritimes internationales ou qui au contraire les subissent : pêche artisanale ou industrielle, aquaculture, tourisme. Au-delà, c'est aussi un espace de peuplement assez uni ethnologiquement, ce qui favorise les migrations, légales ou illégales, le commerce de contrebande et aussi la piraterie, celle-ci peu à peu maîtrisée grâce à la coopération internationale des États riverains aidés par le Japon et les États-Unis.

*
* *

2.2. - LE PROBLÈME STRATÉGIQUE POUR LES CHINOIS :

2.2.1. - Assurer leurs approvisionnements.

L'essor chinois est intimement lié à l'intégration de la Chine aux circuits commerciaux internationaux. La part de la Chine dans le commerce mondial a cru de 0,9% à 8,8% entre 1979 et 2009, faisant écho à une multiplication par plus de soixante-dix du montant des échanges de la Chine avec le monde. Au cours de la même période, en termes nominaux, le commerce Chine-Union Européenne, plus de 364 milliards d'euros en 2009, représente environ un sixième du commerce extérieur chinois.

La croissance économique exceptionnelle dont jouit la Chine depuis les années 1990 (PIB passé de 400 milliards de \$ à 8 000 milliards de \$ en 2012) lui a ouvert la voie de la mondialisation tout en devenant un outil pour la « conquête » de la scène internationale. Son accession à l'OMC en 2001 a permis à la Chine d'élargir son accès aux marchés mondiaux et d'étendre ses capacités exportatrices et importatrices, car la Chine est avant tout un « assembleur », environ 60% de la valeur de ses exportations correspondant à des importations.

Les effets de la montée en puissance de l'économie chinoise sur la scène internationale sont divers. D'abord, au niveau global, les besoins chinois d'importation en matières premières et énergétiques ont contribué depuis les années 2000 à accroître la demande mondiale et à faire monter les cours. La politique volontariste de Pékin a surtout conduit le pays à être en concurrence sur les marchés extérieurs avec les puissances occidentales et aussi avec les autres puissances asiatiques, Inde et Japon notamment. La Chine est le premier importateur de minerai de fer, notamment australien (63% des importations mondiales) et le premier producteur et utilisateur d'acier (45% du total mondial).

En 2015, la Chine, productrice d'hydrocarbures qui n'est plus auto-suffisante depuis 20 ans, devra importer les 2/3 de sa consommation de pétrole, et 80% en 2030. A l'heure actuelle, les 800 000 tonnes quotidiennes viennent à 50% du Moyen-Orient et passent pour l'essentiel par l'Océan Indien, le Déroit de Malacca et la Mer de Chine méridionale. Le blocage de cette route asphyxierait la machine industrielle.

L'effort chinois de sécurisation des approvisionnements énergétiques s'effectue selon plusieurs axes : constitution d'une réserve stratégique de pétrole, avec l'aide de l'Arabie saoudite, établissement de liens privilégiés avec certains pays d'Afrique (devenue sa deuxième source d'approvisionnement en pétrole : 33%), multiplication des points de passage des approvisionnements en hydrocarbures, pour réduire sa dépendance à l'égard du déroit de Malacca (projets de liaison par le Pakistan depuis Gwadar à travers les montagnes du Karakoram, développement du corridor de l'Irrawady en Birmanie, projet de canal à travers l'isthme de Kra en Thaïlande), étude de l'utilisation d'infrastructures portuaires civiles dans des pays amis à des fins militaires pour la sécurisation du transport maritime.

La stratégie d'investissement des grandes entreprises est appuyée par une action diplomatique du gouvernement chinois en direction des pays fournisseurs : ce fut le cas d'abord vers des pays marginalisés par les puissances occidentales (le Soudan, l'Angola ou l'Iran), puis vers des zones où Pékin est entré directement en concurrence avec d'autres puissances économiques, l'Amérique Latine par exemple.

La Chine utilise par ailleurs l'Asie Centrale pour se ravitailler par voie terrestre : Kazakhstan, Turkménistan. Elle investit directement dans les sociétés exploitantes (CNPC – PetroKhazakst, consortium de la Mer d'Aral) ou construit routes et voies ferrées en échange de droits d'exploitation. En 2010 a été construit un oléoduc qui livre 40 000 t/jour de brut originaire de la Sibérie.

La RPC a renoué avec la Russie et établi des coopérations avec les Républiques d'Asie Centrale dès la fin des années 1990. L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a pour membres Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, avec la Mongolie, le Pakistan, l'Inde et l'Iran comme observateurs. La Chine a également renforcé ses relations avec l'Asie du Sud-Est.

La Chine disposant de réserves financières importantes, elle est en mesure de proposer une aide – intéressée – aux pays en difficulté, ce qu'elle a déjà pratiqué par le passé avec les pays de l'ASEAN pendant la crise financière de 1998. Elle est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique et le second de l'Amérique du sud. Enfin, la diaspora chinoise dans le monde représenterait de 60 à 100 millions d'individus et une capacité financière de 500 milliards de dollars. En Asie du Sud-Est, elle a acquis un poids économique sans précédent. Grâce à la puissance de ses actifs, elle contrôlerait 60 à 70 % des PIB indonésien, thaïlandais et malaisien, 68 % du chiffre d'affaires des 250 plus grandes sociétés des Philippines, et dégagerait des richesses supérieures de 15 % à celles produites en Chine. Cette diaspora constitue un atout considérable dans la mondialisation : des millions de chinois de l'extérieur investissent dans leur pays d'origine. Cette

présence économique est aussi soutenue par l'aide au développement distribuée à certains pays du « *Sud* », des pays en situation de conflit ou de reconstruction post-conflit comme c'est le cas de l'Afghanistan. La Chine a ainsi tissé tout un réseau de relations bilatérales, qui lui donne une importance de premier plan dans la sphère économique.

En Asie, ensuite, les effets de l'émergence chinoise ont eu des effets plutôt bénéfiques sur le processus de régionalisation et d'interdépendance des économies de la région. Les échanges intra-asiatiques ont considérablement augmenté depuis 10 ans et cette concentration permet à l'Asie d'être aujourd'hui une des zones les plus actives économiquement. L'intégration régionale peut être mise en relief par l'évolution de la part des exportations que ces partenaires régionaux consacrent à la Chine.

Cet état de forte intégration économique régionale a conduit la Chine à promouvoir une dynamique de coopération au niveau institutionnel : ASEAN +3, OCS à la fin des années 1990, Shangri-La Dialogue, accord de libre-échange Chine-ASEAN...

2.2.2. - S'assurer une profondeur stratégique : les deux lignes d'îles, le collier de perles.

2.2.2.1. - L'insularité et les îles : la profondeur stratégique chinoise. (cf. Annexe 4)

La Chine s'est toujours considérée comme une puissance continentale, depuis la fin des sept expéditions maritimes de l'amiral Zheng He dans l'Océan Indien, au XV^{ème} siècle. La Chine renonce alors à ses flottes hauturières pour se protéger des influences extérieures. Elle ne peut pas s'opposer au viol de ses ports quand, en 1842 et en 1860, le Royaume-Uni puis la France, suivis par la Russie et les États-Unis, lui imposent les traités inégaux qui attentent à sa souveraineté et autorisent l'implantation de concessions étrangères sur le territoire chinois.

La « *guerre du peuple* » demeure la principale doctrine de l'Armée Populaire de Libération (APL) sous Mao, avec une armée rurale et rustique, soulignant la priorité de l'effort de défense chinois : préserver la frontière indienne, contenir une invasion terrestre de la part de l'URSS.

Ce n'est qu'en 1985 que Pékin adopte une doctrine de défense maritime au-delà des côtes jusqu'à la première chaîne d'îles dans le Pacifique occidental, qui succède à la mission traditionnelle de défense côtière et qui intègre la nouvelle Zone Economique Exclusive (ZEE) de 200 milles nautiques. [La Chine, au-delà de son ancrage continental, est aussi un pays à vocation maritime](#) possédant près de 18 000 km de côtes et devant exercer sa souveraineté sur plus de 5 000 îles et îlots. Inspirée par l'amiral Liu Huaqing, cette doctrine souligne la probabilité plus grande qu'auparavant de conflits périphériques et réaffirme la volonté de reconquérir Taïwan et de défendre la souveraineté chinoise dans ses eaux territoriales et sa ZEE, tout en l'affirmant dans les territoires maritimes disputés, en mer de Chine du Sud et de l'Est. Cette date marque aussi le début de l'autonomie stratégique de la marine au sein de l'APL, suite au déplacement du centre d'intérêt chinois vers les zones côtières et au développement accéléré des échanges économiques de la Chine avec le monde. Les directives stratégiques et opérationnelles destinées à la marine lui imposaient de passer d'une posture d'opérations proches des côtes chinoises à une posture d'opérations en haute mer, en se transformant en un outil maritime crédible capable d'opérer loin de l'Empire du Milieu. Liu Huaqing définissait, en 2004, deux chaînes d'îles représentant les zones géographiques considérées par Pékin comme sa zone de responsabilité immédiate :

- La première chaîne d'îles, qui est la limite actuelle de la plupart des opérations de la marine chinoise, comprend le Japon et ses archipels du nord et du sud (le dernier est par ailleurs contesté par la Chine), la Corée du Sud, Taïwan et les Philippines ;
- La deuxième chaîne d'îles, que Liu Huaqing a envisagée comme le cadre des activités futures de la marine, inclut les plages du sud de l'archipel japonais à l'île Bonin et les îles Marshall, dont Guam, qui héberge une base américaine.

Les îles revendiquées sont importantes par leur positionnement géostratégique et aussi par l'existence de ressources d'hydrocarbures dans les fonds sous-marins avoisinants. Cette lutte pour l'énergie a conduit Pékin à adopter une posture de plus en plus intransigeante, dans l'idée de protéger la souveraineté chinoise, les droits maritimes légaux et surtout les ressources naturelles dans l'est et le sud de la Mer de Chine et jusqu'au sud de la Mer jaune. Cette volonté s'est traduite et se traduit aujourd'hui par de nombreuses revendications territoriales chinoises sur l'ensemble des îles à l'intérieur de la première ligne d'îles.

En vertu de la Convention des Nations-Unies sur la loi de la mer, depuis 1982, la Chine revendique ainsi sa souveraineté sur environ 3,2 millions km² dans l'Océan Pacifique. Selon la même convention, le pays qui contrôle les îles du sud de la mer de Chine obtient de facto les droits de souveraineté sur environ 8 millions de km². En 1992, la Chine a revendiqué officiellement la majeure partie de la mer de Chine. Ses buts sont d'y exploiter les ressources sous-marines aux alentours des nombreuses îles revendiquées aussi par les Philippines, Taiwan et le Vietnam.

Le Vietnam et les Philippines sont les deux pays les plus concernés par les différends avec la Chine. Le Vietnam contrôle actuellement 21 des 48 îlots formant l'archipel des Spratleys (Nansha en chinois), contre 8 pour la Chine, 7 pour les Philippines, 3 pour la Malaisie et un unique îlot pour Taïwan. Chaque pays y développe des infrastructures permettant d'en organiser la défense. Par ailleurs, au-delà de l'aspect économique, les îles de l'archipel Spratly revêtent un enjeu stratégique majeur pour la marine chinoise et en particulier pour les forces nucléaires. De nombreux experts estiment ainsi que la Chine essaie d'établir un « *bastion* » ou un sanctuaire pour ses sous-marins nucléaires lance-missiles de l'île d'Hainan.

Les îles Paracels sont occupées, depuis janvier 1974, par l'armée chinoise. Un conflit terrestre a éclaté entre la Chine et le Vietnam en février 1979 à leur sujet permettant à Pékin de contrôler l'île d'Hainan suite à la reddition des vaisseaux de patrouille maritimes vietnamiens. En 1996, le Vietnam a de nouveau réaffirmé ses prétentions sur cet archipel sans succès.

Au large de Luçon, le récif des Scarborough, administré par les Philippines, est de même revendiqué par la Chine et Taïwan.

La mer de Chine Méridionale est ainsi un espace de confrontation, de la même façon que la mer de Chine Orientale, où un différend territorial oppose les Chinois aux Japonais autour de la souveraineté sur les îlots inhabités appelés Senkaku à Tokyo et Diaoyu à Pékin, à 120 milles au nord de Taïwan et à 80 milles d'Okinawa.

Cette démarche souverainiste aiguise bien évidemment les tensions et les amplifie alors que certaines d'entre elles existent par ailleurs depuis des décennies.

Pour les disciples chinois de l'amiral, Taiwan, le Japon, la péninsule coréenne et les archipels du sud-est asiatique représentent un mur qui enveloppe les côtes chinoises ; une barrière géographique nuisant à la projection de la puissance maritime chinoise. La reprise du contrôle de Taiwan permettrait à Pékin d'ériger son propre rempart contre une attaque venue de la mer, tout en étendant considérablement sa liberté d'action.

Assurer la liberté de passage au long de ses lignes de communication constitue donc un enjeu vital pour Pékin afin d'assurer un flux ininterrompu de pétrole, de gaz naturel et de matières premières.

2.2.2.2. - Le « collier de perles ».

Selon Hu Jintao, l'ancien président de République Populaire de Chine, Pékin doit non seulement se préparer à défendre ses intérêts maritimes régionaux et ses routes maritimes mais elle doit aussi être capable de venir en aide à ses ressortissants et les évacuer le cas échéant (crise

libyenne). Elle doit participer à l'aide humanitaire et à la lutte contre la piraterie (escorte de navires marchands dans le golfe d'Aden).

Cette implication sur la scène internationale impose désormais à la marine chinoise d'assurer le soutien logistique de ses navires. Cependant, la longueur des lignes logistiques entre la Chine et les zones d'opérations probables de sa marine est devenue problématique et des difficultés persistantes existent pour assurer l'entretien et la réparation de la flotte chinoise en raison du manque d'installations adéquates. La solution à ce problème, selon un article de l'amiral Yin publié en décembre 2009, est d'assurer le libre-accès à des installations portuaires situées à proximité des zones d'opérations de la PLAN et en particulier dans l'Océan indien.

Le deuxième objectif concerne la sécurisation des voies de communication chinoises. La Chine souhaite ainsi construire des ports et des bases navales jusqu'au détroit d'Ormuz en passant par l'Océan Indien et les côtes orientales de l'Afrique.

Cette stratégie a été désignée par les Américains en 2004 de « *stratégie du Collier de Perles* » : des bases avancées, de nature civile ou militaire, doivent permettre la défense des voies de communication sur toute leur longueur, tout en fournissant des installations pour l'avitaillement et l'entretien des bateaux.

Le premier acte consiste à établir des bases sur des territoires insulaires situés à l'intérieur de la première ligne d'îles définie par Liu Huaqing. A titre d'exemple, Pékin a construit une garnison sur les îles Paracels comprenant un détachement de l'infanterie de marine. L'île Woody, dans le même archipel, accueille des avions de patrouille maritime. L'île d'Hainan, obtenue par les Chinois au détriment des Vietnamiens, est devenue la base des sous-marins nucléaires. Quant à l'îlot de Fiery Cross, il dispose d'installations permettant d'accueillir de gros hélicoptères. La Chine développe ainsi « *des perles* » dans ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence.

Cependant, au-delà, la Chine n'est pas une nation coloniale qui peut s'appuyer sur des territoires d'outre-mer comme la France ou le Royaume-Uni. Elle est de ce fait tributaire d'autres nations pour développer son réseau logistique. Ainsi le deuxième acte de la stratégie du collier de perles consiste-t-il à obtenir par la voie diplomatique l'accès à des bases étrangères du sud-ouest de la Chine jusqu'au Moyen-Orient, dans lesquelles la République Populaire de Chine ne déploie pas de troupes de manière permanente, et ne semble pas vouloir disposer de bases permanentes au sens américain. Pékin n'exclut toutefois pas l'utilisation temporaire d'installations étrangères.

Le financement chinois a facilité l'implantation à Gwadar (Pakistan) d'une base navale, prélude à d'autres atterrages pour la [marine chinoise](#) (voir ports de [Hambantota \(Sri Lanka\)](#), [Chittagong \(Bangladesh\)](#), [Sittwe \(Birmanie\)](#)). Proche du [détroit d'Ormuz](#) et de la route maritime venant de la [mer Rouge](#) par laquelle passe le pétrole soudanais, le port de Gwadar est idéalement situé du point de vue des intérêts chinois. De plus, il est au débouché de la [route du Karakoram](#), qui relie Gwadar à la Chine (qui finance le port à 85 %), et qui pourrait être doublée par un [oléoduc](#). Un projet de ligne ferroviaire serait en discussion pour relier ce port au [Xinjiang](#), via la chaîne escarpée du [Karakoram](#), et contourner ainsi le [détroit de Malacca](#). La ligne arriverait à [Kachgar](#), désignée par Pékin pour accueillir une « *zone économique spéciale* » inspirée de [Shenzhen](#).

D'autres possibles implantations sont en cours de négociation : Salalah à Oman, Aden au Yémen, Djibouti, Karachi au Pakistan, les Maldives, et plus particulièrement le Sri Lanka et Singapour. La Birmanie a permis l'installation de stations électroniques (radars et écoutes) sur l'île Coco, et des accès à d'autres îles.

Par ailleurs, des tractations sont en cours avec la Thaïlande afin que la Chine construise un canal au travers de l'isthme de Kra pour s'affranchir du problème posé par un éventuel blocus du détroit de Malacca.

2.2.2.3. - Vers une stratégie maritime globale :

Ainsi, une stratégie maritime chinoise plus globale semble-t-elle se dessiner selon trois zones :

- La zone **des intérêts vitaux**, qui comprend la mer de Chine dans sa totalité et s'étend jusqu'à la seconde chaîne d'îles, où se conjuguent les déploiements navals d'une défense dans la profondeur et, dans la ZEE et la mer de Chine, une politique de déni d'accès aux marines étrangères ;
- La zone **des intérêts stratégiques**, qui couvre l'Océan Indien et le Pacifique Nord ainsi que les grandes voies de communication maritimes que la marine chinoise doit surveiller ou protéger ;
- Les **zones de prospection et de développement** économiques et d'**influence** couvrant le reste du monde.

*

* *

2.3. - LA CONCEPTION CHINOISE DE LA STRATÉGIE ET LE « *SOFT-POWER* ».

« *Observons avec calme, garantissons nos positions, gérons les affaires avec sang-froid, cachons nos capacités et attendons notre heure, sachons garder un profil bas et ne prétendons jamais au leadership* » (Deng Xiaoping)

2.3.1. - Particularité de la vision chinoise du monde :

Au milieu du XIX^{ème} siècle, s'ouvre pour la Chine un siècle d'humiliations, entre les « *traités inégaux* » imposés par les puissances coloniales occidentales et l'invasion japonaise qui précède la Seconde Guerre Mondiale. Elle va ensuite trouver dans les grandes idéologies – nationalisme, socialisme – les ressources pour rebâtir son indépendance et redéfinir son rapport au monde extérieur.

La conscience de sa pérennité reste fondée sur une vision civilisationnelle, immuable et autochtone, confortée de tous temps par la force du nombre, l'homogénéité ethnique de sa population, et dorénavant par la puissance économique.

Dès l'origine, avant même l'unification de l'Empire, la Chine se considère comme le centre du monde. L'Empire du Milieu est le foyer de la civilisation. Hors des régions directement soumises à l'Empereur, les pays étrangers n'ont d'existence que s'ils acceptent de nouer une relation clientéliste, symbolisée par la pratique du tribut, reconnaissance de la souveraineté de l'Empereur. Au-delà, les barbares se trouvent rejetés hors de la sphère de la civilisation. Ils n'intéressent que dans la mesure où ils pourraient éventuellement représenter une menace. L'Empereur de Chine dispose d'un mandat du Ciel pour faire régner l'ordre « *sous le ciel* », c'est-à-dire dans l'Empire chinois, dans les pays tributaires, mais aussi par voie de conséquence, dans le monde entier. Les relations internationales ne sont pas fondées sur la souveraineté et l'égalité des États, mais sur la hiérarchie, couronnée par l'Empereur, et la stabilité hégémonique régionale. L'Empereur s'appuie, pour gouverner, sur une technocratie méritocratique sélectionnée à partir de multiples examens. Une fois nommé, le fonctionnaire et sa famille s'extraient de la masse de la population pour rejoindre la classe dirigeante, avec tous les privilèges qui s'y rattachent. Mais ses prérogatives et sa fortune dépendent de sa compétence et de sa capacité à produire du bien-être pour la population. Qu'il ne gère pas convenablement et il est exclu du système par l'Empereur. Ce dernier, qui détient un pouvoir divin, se doit de favoriser le bonheur de ses sujets en garantissant « *l'harmonie* » c'est-à-dire la stabilité politique et de bonnes récoltes. Si tel n'est pas le cas le ciel le punit et s'installe le chaos – catastrophe naturelle, invasion dévastatrice, guerre civile – et le peuple a alors le droit de le renverser. Pour de nombreux Chinois, le séisme de 1976 (200 000 morts) annonçait ainsi la mort de Mao deux mois plus tard, et la chute de son clan.

Tant que l'empereur et la bureaucratie, incarnés aujourd'hui par le système pyramidal du Parti communiste, travaillent pour le bien commun, permettent la création et la diffusion de richesses, la population ne s'offusque pas des avantages matériels que la nomenklatura peut tirer de sa position. En revanche, si la machine économique connaît des ratés, si les inégalités se creusent et, surtout, si le Parti se transforme en une classe héréditaire, alors, comme hier, la révolte risque de gronder. Le Parti a toujours été chinois avant d'être communiste. Son organisation, sa structure, ses rites, ses modes de sélection, sans parler de sa corruption, sont la transposition du système de pouvoir qui a prévalu en Chine pendant des siècles.

Mao réinterprète le marxisme en instrument de mobilisation nationale contre les agressions étrangères, en dépassant le dogme d'une révolution menée par une classe ouvrière inexistante et en s'appuyant sur la masse paysanne, et la guerre devient le moyen d'accès au pouvoir. Il refuse la division Est-Ouest du monde en distinguant les superpuissances et leurs affidés des pays en développement non-alignés, dont la Chine, qui devaient privilégier l'indépendance de leur politique étrangère.

Deng Xiaoping achève la rupture entre communisme et politique étrangère. Il abandonne le prosélytisme communiste pour le pragmatisme, cesse de soutenir les mouvements révolutionnaires extérieurs et recherche avant tout des relations internationales qui pourraient bénéficier au développement économique de la Chine, notamment avec les pays capitalistes d'Asie du Sud-Est, pour attirer les capitaux de la diaspora chinoise. Il a été l'inspirateur de cette « *économie socialiste de marché* » qui a permis à la Chine de s'arracher du sous-développement et de parvenir, en trente ans, au rang de deuxième puissance économique mondiale.

Toutefois, Pékin considère l'universalisme des valeurs démocratiques, proclamé par les Occidentaux comme une machine de guerre dirigée contre la stabilité de son régime et sa sécurité. En intégrant la Chine à la mondialisation et à ses flux d'idées comme de capitaux et de personnes, Deng Xiaoping a permis à l'Occident de lui inoculer le poison des idées et notamment celle de « *transformation pacifique* ». Tienanmen en 1989 (« *Tuer 20 000 personnes nous assurera 20 ans de paix* ») signe le refus du régime d'occidentaliser la Chine. Internet est encore perçu comme la source de toutes les subversions.

A la chute de l'URSS, le tiers-monde devient secondaire, Deng voit « *une superpuissance et de nombreuses puissances secondaires* » et se considère comme une de celles-ci ; au même niveau que l'Europe, la Russie ou le Japon. Un ordre mondial multipolaire limiterait la liberté d'action des États-Unis.

A partir du début du XXI^{ème} siècle, Japon et Europe étant englués dans leurs difficultés voire leur déclin, la Chine paraît désormais être la seule puissance capable d'approcher désormais la parité stratégique avec les États-Unis et devient un acteur-clé dans la gestion des crises internationales ponctuelles (Syrie, Corée du Nord) ou globales (terrorisme, climat). Plus elle s'engage dans l'ordre international plus ce dernier lui offre des opportunités pour garantir ses intérêts (OMC, FMI, ONU, organisations régionales).

La Chine a une attitude ambiguë face au système international : c'est en s'y intégrant qu'elle a pu se développer au plan technologique et scientifique, faire accéder à la classe moyenne le tiers de sa population, multiplier son influence dans le monde. Or, la présence américaine et son système d'alliances avec le Japon, l'Australie et les Philippines, s'ils visent à contenir l'expansion militaire chinoise, assurent en même temps l'équilibre dans la région et apparaissent comme des fournisseurs des biens publics de sécurité. Le marché américain reste indispensable à la prospérité. La poursuite du développement économique du pays dépendra de la construction et de la préservation d'un environnement régional stable. La Chine aura alors encore des années de croissance économique

devant elle et ses gouvernants pourront ainsi se consacrer aux défis intérieurs : maintien du pouvoir du Parti, problèmes financiers, développement des régions intérieures, écologie...

2.3.2. - Stratégie à la chinoise :

Liddell Hart définissait la stratégie comme « *l'art d'utiliser des moyens militaires pour atteindre des objectifs politiques* ». De son côté, bien avant lui, Sun Tzu affirmait : « *Celui qui remporte cent victoires en cent combats n'est pas le plus grand ; le plus grand est celui qui remporte la victoire sans combattre* ». Le Livre des 36 stratagèmes, écrit vers les années 1600, prône la ruse, la duperie, la surprise et l'action indirecte destinées à tromper, affaiblir et circonvenir l'adversaire. Les occasions de victoire sont fournies par les erreurs de l'adversaire.

Auparavant, la guerre entre États était faite de manœuvres militaires, de tactique, de stratégie, de blocus armé, de contrôle des armements, d'embargos... Désormais, les États s'affrontent également à coups de relations économiques, de traités de commerce, de médiations diplomatiques, d'instrumentalisation des règles internationales, d'imposition de normes « *techniques* » ou encore de propagande médiatique : la compétition est une non-guerre.

La mondialisation multiplie le nombre de protagonistes : les sociétés militaires privées s'ajoutent aux armées nationales, les entreprises multinationales voient grandir leur pouvoir en même temps que leur taille. Les États sont concurrencés par les représentants politiques des ethnies, des communautés religieuses ou encore des organisations portant les bannières des droits de l'homme ou des revendications écologiques. La multiplication des acteurs internationaux, pour Pékin, accroît de manière notable le risque de déstabilisation de son gouvernement.

La victoire prend, elle aussi, un nouveau visage. Elle doit désormais être assimilée à la maîtrise de l'adversaire plus qu'à sa destruction. Les États recherchent donc les moyens de soumettre l'adversaire, de l'isoler, de l'affamer, de lui faire admettre son impuissance. L'action économique offensive dans la longue durée s'avèrera plus profitable que l'emploi des armes, toujours coûteux et dont la brutalité peut rebattre les cartes dans une configuration nouvelle qui peut à terme s'avérer défavorable. Ainsi, empêcher que Taïwan ne proclame son indépendance, le maintien d'un *statu-quo*, est-il pour Pékin une victoire : victoire au sens du jeu de go (paralysie, encerclement) et non du jeu d'échecs (coup assurant la prise du roi). En 2009, l'USNS *Impeccable*, navire « *océanographique* » américain, cartographie devant Hainan, la base de sous-marins chinoise en Mer de Chine méridionale. Il est harcelé par une flottille hétéroclite de petits bâtiments chinois, dont deux chalutiers, qui le contraignent à se retirer, en gênant ses mouvements, et en tentant de le pousser à la faute, sans usage des quelques armes disponibles.

Il semble que la stratégie chinoise repose maintenant sur une articulation de différents domaines (économique, financier, technologique, politique, militaire,...), chacun d'eux étant au service de tous. Toutes les strates fondatrices de notre monde (la technologie, le domaine militaire, le monde spirituel,...) doivent être perçues comme des champs de bataille où sera mené le combat du XXI^{ème} siècle : c'est la notion de « *guerre hors limites* », décrite dans l'ouvrage éponyme de deux colonels chinois, QiaoLiang et Wang Xiangsui en 1999.

Conscient de ses capacités militaires encore limitées, l'empire du Milieu adopte un système de pensée différent de celui des Occidentaux. Tirant des leçons des conflits de ces dernières décennies, notamment de la guerre du Golfe de 1991, il conclut que la connaissance de l'adversaire est le meilleur outil permettant d'atteindre la victoire sans l'incertitude du combat. La multiplication des risques liés à l'asymétrie marque les limites des moyens militaires traditionnels. Pékin est désormais convaincu que les combats modernes dépendront du renseignement stratégique, des capacités à observer l'ennemi et à prévoir ses intentions de manière à le paralyser ou à le déstabiliser.

2.3.3. - La stratégie ouvre de nouveaux champs de bataille :

La République Populaire de Chine, forte de son succès économique, assiste aux premières loges à une modification de la notion de compétition. Depuis la fin de la Guerre froide, Pékin est témoin d'une compétition internationale accrue qui glisse de la notion de compétition - concurrence vers celle de compétition-combat, combat économique mais aussi politique, technologique et éthique. Les moyens envisagés pour emporter cette nouvelle course internationale doivent, eux aussi, faire l'objet d'une réévaluation appropriée.

La RPC possède, aujourd'hui, plus de 1 300 milliards de dollars en titres du Trésor américain et les experts estiment à 5 000 milliards de dollars le total de sa « *force de frappe* » financière (réserves et fonds souverains de la Chine et de Hong Kong). Premier créancier des Etats-Unis, pouvant les déstabiliser, elle compte tourner à son avantage les règles du jeu international, en proposant par exemple l'emploi de DTS alloués par le FMI comme monnaie de réserve supranationale, à la fois pour se protéger d'une dévaluation du dollar et pour asséner un coup violent à la prééminence américaine en disqualifiant sa monnaie.

En 2011, le Premier ministre Wen Jiabao a déclaré que la Chine était le seul pays à pouvoir financer les besoins supplémentaires de capitaux des pays occidentaux... et que rien ne l'obligeait à le faire. Les contreparties seraient draconiennes avec notamment l'autorisation d'acheter dans ces pays les actifs qui les intéressent.

Lenovo, société indirectement détenue par l'État chinois, est aujourd'hui devenu le premier constructeur de PC au monde, devant Hewlett-Packard, depuis qu'il a racheté en 2005 la branche « *ordinateurs personnels* » d'IBM. En 2014, Lenovo rachète au même IBM une partie de sa branche serveurs, et à Google, les smartphones Motorola. Or, IBM fournit l'armée américaine...

Les sous-traitants chinois travaillent pour de nombreux grands de la micro-électronique mondiale, or les rapports d'experts soulignent la vulnérabilité des processus d'outsourcing qui, sous réserve de surmonter certains obstacles techniques complexes, peuvent donner lieu à la mise en place de dispositifs intrusifs au cours des opérations d'assemblage.

La Chine développe des programmes de cyberguerre (programmes 115, 219, 242, 973) qui associent ministères, universités civiles et entreprises du secteur des nouvelles technologies, voire des « *hackers* » de la société civile. Les spécialistes en sécurité la soupçonnent déjà de plusieurs attaques contre des systèmes informatiques occidentaux.

2.3.4. - Le « *soft-power* » chinois et l' « *émergence pacifique* » :

Devenue nation de premier plan, la Chine doit désormais intégrer à la fois les attentes de ses partenaires et les craintes que suscite sa puissance. « *Nouveau péril jaune* » et théorie du « *choc des civilisations* » font craindre que son émergence ne soit pas pacifique. Hu Jintao cherche à rassurer en avançant le concept assez flou de « *monde harmonieux* » ; remise au goût du jour des concepts traditionnels confucéens comme la recherche de l'harmonie, de l'union sans uniformité, la promotion de la coopération...

Les Chinois ont retenu la leçon soviétique. Ils pensent qu'une des raisons de l'implosion de l'Empire soviétique est la course aux armements avec les Etats-Unis et l'explosion du budget « *défense* » au détriment d'autres priorités de politique intérieure.

La Chine veut rassurer la communauté internationale sur ses intentions et montrer que son émergence représente une opportunité et non une menace pour le monde, en dépit des craintes qu'inspirent sa puissance économique et de plus en plus sa puissance militaire. Il lui faut pour cela

apparaître comme raisonnable et responsable, un « *éléphant amical* » (Hu Jintao), nouveau concept dans les affaires internationales : « *non à l'expansion* », « *non à l'hégémonie* », « *non aux alliances* », sont les trois principes revendiqués de son « *développement pacifique* ».

Pékin a donc une stratégie à deux faces : d'un côté, une politique « *dure* » envers ses marges et le maintien d'une position inflexible sur la préservation de ses objectifs stratégiques et de l'autre côté la promotion d'une image de puissance tranquille cherchant à s'intégrer « *dans les formes* » à la communauté internationale.

Pékin cherche aussi à promouvoir un modèle de développement propre, alternatif au modèle occidental, dans lequel la stabilité est le préalable au développement et aux réformes et à exporter ce modèle vers quelques pays d'Asie du Sud-Est dont le plus marquant est le Viet-Nam.

Quels sont les outils du *soft-power* chinois ?

- La mise en avant de la culture chinoise : la langue, la cuisine, la médecine traditionnelle, l'acupuncture et aujourd'hui de plus en plus le cinéma chinois (surtout en Asie du Sud-Est), la musique pop, les arts contemporains, la mode... sont diffusés dans le monde entier grâce à un réseau de plus de 300 Instituts Confucius implantés dans environ 80 pays. Le développement des échanges universitaires joue aussi un grand rôle.
- Le développement de médias chinois à diffusion internationale (télévision CCTV, agence de presse Xinhua, People's Daily) qui permettent la réalisation d'une « *infosphère* » au service de l'image de la Chine en présentant un visage sympathique du pays et de ses habitants. L'objectif est le renforcement du poids médiatique et diplomatique de Pékin sur la scène internationale. Les Jeux Olympiques de 2008 ou l'Exposition Universelle de Shanghai ont été utilisés comme des vitrines destinées à donner au monde entier une image positive.
- La diplomatie publique, qui s'est étoffée de discours officiels très révélateurs : des allocutions simples sur des thèmes restreints mais frappants comme la multipolarité ou le nouveau concept de sécurité, ayant pour but d'assurer un règlement pacifique aux conflits internationaux, l'utilisation de l'émotion comme, par exemple, l'évocation de l'histoire et le rappel du soutien chinois au mouvement non-alignés de Bandung pour séduire le continent africain. Le discours, en 2007, de l'ambassadeur de Chine en Afrique du Sud fait ainsi référence aux expéditions de Zheng He sous les Ming : « *pas d'occupation de territoires, pas de trafic d'esclaves... Ce que la Chine souhaite apporter au monde extérieur, c'est la paix et la civilisation* ».
- La participation active et l'insertion dans les instances internationales à travers la promotion du multilatéralisme. Il s'agit ici pour Pékin d'assurer sa présence dans les forums internationaux, de tenter d'y imposer son agenda politique, d'y défendre ses fournisseurs de pétrole et de gaz (Iran, Soudan) et de garantir sa collaboration aux opérations de maintien de la paix.

2.3.5. – « **Hard-** », « **soft-** », et « **smart-power** ».

La Chine s'inscrit aussi dans le concept de *smart-power*, soit l'application de tous les moyens dont dispose un État (diplomatie coercitive, sanctions économiques, force brute, institutions internationales, négociation, dissuasion...) pour atteindre sa « *grande stratégie* ». Le *smart-power* combine, selon Joseph Nye, les attributs du *soft* et du *hard-power* pour mener une stratégie gagnante dans les relations internationales. La Chine utilise cette tactique en faisant usage de la multipolarité.

En même temps, la RPC utilise certaines de ses ressources dans une stratégie plus ferme, par exemple en utilisant l'arme financière que constituent ses réserves de dollars.

Au-delà du *smart-power*, l'attitude de la Chine peut aussi être qualifiée de *soft-balancing* (ou « *jeu diplomatico-stratégique* »), c'est-à-dire une stratégie d'influence qui a recours à la diplomatie, aux institutions internationales, au droit international et aux pressions économiques non pas dans le but de contrer une autre superpuissance (les États-Unis) mais de lui complexifier la tâche et d'augmenter les coûts financiers et politiques de ses actions.

Concrètement cela traduit l'idée que Pékin renonce à l'expansion et à l'hégémonie et privilégie les alliances avec les autres puissances. La Chine a donc une stratégie de puissance « *patiente* » : elle a conscience de ne pas avoir encore les moyens de contrer directement la superpuissance américaine mais elle développe quand même tous ses atouts de façon déterminée, en coopérant avec elle avant d'avoir les moyens de la remplacer.

La Chine a un rapport au temps différent de celui des Occidentaux : pour ceux-ci le temps est linéaire, c'est un compte à rebours qui meurt au fur et à mesure qu'il avance, et ne se rattrape donc jamais. Le temps est cyclique, pour un Chinois, il repasse et ne se perd pas : il suffit donc d'y ajouter la patience.

3^{ème} Partie

**La France dispose d'atouts pour accroître son influence
sur la région du Sud-Est asiatique.**

Au carrefour des océans Indien et Pacifique, l'Asie du Sud-est⁸ retrouve son rôle millénaire d'écluse et de sas au cœur d'une mondialisation de plus en plus centrée sur l'Asie orientale. Dans un sens stricto-sensu il s'agit de 11 États, dont dix sont membres de l'ASEAN⁹, représentant un marché potentiel de 613 millions d'habitants, dynamique et fort d'une main-d'œuvre souvent moins onéreuse qu'en Chine. Au sud se trouve un pôle de croissance, espace moteur régional, basé sur le principe de la division internationale du travail, avec Singapour pour le financement et l'ingénierie, la Malaisie pour la production de bons niveaux technologiques et l'Indonésie pour les productions basiques mais dont le taux de croissance est très prometteur. Il est par ailleurs difficile d'ignorer les voies maritimes de ces archipels qui regorgent de ressources naturelles dont dépendent les grandes puissances. Dans un sens beaucoup plus large il convient d'y intégrer toutes les influences qui s'exercent sur cette partie du monde, espace médian entre Inde et Chine, entre l'Océan Indien et l'Asie Orientale. L'Inde et la Chine sont en effet au cœur de cette zone, véritable passage obligé.

Il pourrait toutefois nous être objecté qu'il serait préférable de nous intéresser davantage à l'Afrique dont un récent rapport du Sénat « *l'Afrique est notre avenir* »¹⁰ mentionne tout le potentiel de développement, voire au Moyen-Orient, où nous conservons, dans les deux cas, une certaine influence. Mais, en dépit de son éloignement géographique, cette région ne peut être exclue de notre périmètre d'intérêt stratégique. C'est là, en effet, que se concentrent le potentiel de croissance de l'économie mondiale et « *des facteurs d'instabilité liés, pour une large part, à la montée en puissance de la Chine et à l'évolution interne de son régime* »¹¹. Si celle-ci tente d'y prendre des positions dominantes, ces pays accueillent avec bienveillance le contrepoids américain, et les investissements internationaux.

Notre pays serait donc bien inspiré d'« *être présent dans le grand jeu qui s'y trame* »¹² dans lequel, déjà, toutes les grandes économies sont à la recherche d'États pivots, de points d'appui, et misent sur des partenaires régionaux pour intégrer les réseaux d'idées et d'affaires.

Quant à l'Union Européenne, celle-ci est en proie à la désillusion et à un désamour dont le processus même est l'objet. Chaque État-membre tend aujourd'hui à jouer sa propre partition et tous s'affichent en concurrence sur l'ensemble des marchés internationaux. Ce phénomène de stagnation voire d'enlèvement de l'idée européenne, que nous pressentons durable, oriente de facto nos réflexions et nos propositions essentiellement sur le point de vue et l'action de la France.

Quels peuvent-être le positionnement de la France et sa stratégie vis-à-vis de cet ensemble régional ? Dans quels domaines peut-elle avoir une certaine influence et sur quels secteurs a-t-elle une carte à jouer ?

⁸Cette dénomination apparut pendant la seconde guerre mondiale. Au sens stricto sensu elle se rapporte à l'ASEAN et dans un sens plus large on tient compte des influences qui s'y exercent en tant qu'espace médian entre la Chine et l'Inde, entre océans Indien et Pacifique.

⁹Association des nations de l'Asie du Sud-est, organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est, fondée en 1967 à Bangkok

¹⁰Commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat, Jeanny Lorgeaux et Jean-Marie Bockel, diagnostic des mutations en cours en Afrique subsaharienne, 10 priorités et 70 mesures concrètes pour relancer les relations de la France avec les pays africains dans un partenariat d'égal à égal, fondé sur des intérêts communs.

¹¹« Situation Stratégique en Asie-pacifique, une Vision Chinoise » Note de consultance n°559 du 5 décembre 2013, Valérie Niquet, Fondation pour la Recherche Stratégique.

¹²Diplomatie Géopolitique de l'Asie du Sud-est GDD n°9 – 12 juin 2012

Notre réflexion s'inscrit également dans le contexte de contraintes dominantes qui devraient sous-tendre toute démarche stratégique pour les deux prochaines décennies. Ainsi, dans un premier temps, exposerons-nous ce qui constitue, de notre point de vue, des objectifs prioritaires.

Dans un deuxième temps, nous présenterons les atouts, mais également les vulnérabilités respectives de la France et des pays d'Asie du Sud-est.

Enfin, dans une troisième partie, nous avancerons des préconisations sur trois axes, voire trois exigences complémentaires.

*
* *

3.1. - LES OBJECTIFS PRIORITAIRES.

Deux aspects majeurs constituent des objectifs prioritaires pour les vingt prochaines années et qui, sans doute, relègueront au deuxième plan des préoccupations les grands défis planétaires que sont l'alimentation, l'accès à l'eau et la protection de l'environnement même si certains pays, notamment de cette zone, devront en tenir compte de façon urgente.

3.1.1. - L'optimisation croissance/emploi.

Premier aspect, la crise économique, révélée dès 2007, résulte principalement de surcapacités industrielles mondiales¹³ en raison d'une consommation globale qui a trouvé ses limites actuelles. La crise financière qui apparut alors ne fut que la conséquence des artifices inventés par les États et les établissements financiers pour y accorder dans les pays développés un indispensable haut niveau de consommation.

Il est probable que nous connaissons encore durablement cette inadéquation entre une production mondiale qui croît plus rapidement que la consommation globale avec son effet négatif sur l'emploi. En effet, le niveau de vie moyen des pays émergents restera encore longtemps nettement inférieur à celui des grands pays développés, leur intérêt commun consistant à préserver leur avantage compétitif en termes de coût de main d'œuvre, moteur de leurs exportations, même s'ils en arrivent, comme la Chine, à stimuler modestement leur consommation intérieure, au demeurant limitée par leur forte propension à l'épargne.

Pour les pays développés, l'accroissement de l'emploi, par des adaptations compétitives et le développement du PIB, précisément à l'exportation, constituera un objectif majeur et orientera toutes les stratégies politiques. Dans cet esprit, le développement du commerce mondial, l'ouverture des marchés, l'implantation dans les zones de forte croissance, mais également la libre circulation des marchandises, seront primordiaux.

Alors, assurément, du point de vue économique, le Sud-est asiatique représente un objectif non négligeable avec son marché de plus de 613 millions de consommateurs potentiels et sa main-d'œuvre habile et peu onéreuse. À cet égard il y aura (ou qu'il y a déjà) une forte compétition pour y exporter ou y emporter des positions de sous-traitance dominantes.

3.1.2. - L'accès aux matières premières et la sécurisation des échanges.

¹³Un problème persistant dans l'industrie automobile : en 2010, malgré les fortes réductions de capacité opérées, plus de 90% des dirigeants interrogés pensaient que les surcapacités industrielles restaient un problème majeur, principalement aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon. Des inquiétudes apparaissent également en Russie, mais également au Brésil et en Chine. Un tiers des dirigeants anticipait également des surcapacités significatives en Chine à un horizon de trois à cinq ans. L'analyse montrait que la restructuration du secteur allait se poursuivre dans l'avenir, justifiant fusions et acquisitions.

Deuxième aspect, pendant une grande partie du 21^{ème} siècle le pétrole restera la matière première disputée par l'ensemble des nations. Pour autant, même en période de croissance mondiale ralentie, l'ensemble des matières premières sera soumis à la même pression, à la même convoitise et aux mêmes risques. Or, depuis 1975, la croissance en Asie de l'Est et du Sud-Est a confirmé l'importance des routes maritimes en particulier en mer de Chine et dans l'océan indien, le détroit de Malacca restant un passage obligé, difficile pour la navigation, pour tous les pays de la façade orientale de l'Asie¹⁴.

A titre d'exemple peut être citée l'Indonésie, celle-ci possède de nombreuses ressources naturelles : des hydrocarbures dont le gaz qui la place au huitième rang des exportateurs mondiaux, du caoutchouc, du cacao, de l'huile de palme, et surtout de l'étain dont elle est l'un des premiers producteurs. Tout cela lui confère un potentiel de développement important. Toutefois celui-ci va de pair avec la sécurité des modes de transport et des voies maritimes. Or, aujourd'hui, la sécurité des grands pays importateurs — dont nous faisons partie — repose moins sur le contrôle des gisements et de la production que sur celui des routes maritimes empruntées par les cargos, les porte-conteneurs¹⁵ et les tankers¹⁶.

Ces deux objectifs majeurs — optimisation « *croissance/emplois*¹⁷ » et sécurisation des voies maritimes sur un axe prioritaire¹⁸ — suffisent à justifier tout l'intérêt que nous avons à nous intéresser à cette région d'Asie.

Notre démarche consiste donc à répondre à ces objectifs en fonction des atouts, mais également des vulnérabilités, respectifs de cette zone et de la France.

*
* *

3.2. - ATOUTS ET VULNÉRABILITÉS RESPECTIFS.

3.2.1. - Les atouts de la zone.

3.2.1.1. - Un fort potentiel de croissance. (cf. Annexe 1)

Il convient de tenir compte de degrés de développement très différents. Si la Malaisie se situe à un rang pratiquement européen, en revanche, en Birmanie, le développement reste au niveau moyen de l'Afrique. Toutefois, il existe de fortes disparités de développement parmi ces 11 pays, la progression des PIB y est importante. En 2013, la croissance progresse : la Birmanie (+6,8%), classée parmi les nations les plus pauvres du monde, elle dispose d'un énorme potentiel ; le Sultanat de Brunei (1,4%) commence à développer sa production d'hydrocarbures ; le Cambodge (+7%) avec de fortes capacités industrielles et touristiques ; l'Indonésie (+5,3%), taux le plus faible en quatre ans, mais dispose de nombreuses matières premières et d'un apport de 20 milliards de dollars en investissements étrangers en 2013 ; le Laos (+8,3%) avec le PIB le plus faible de la zone mais de fortes ressources minières en or et en cuivre et un fort potentiel hydroélectrique ; la Malaisie (+4,7%) avec la Chine comme principal partenaire et avec Kuala Lumpur et sa position dominante

1490% du pétrole destiné au Japon passe par ce détroit. Le Japon a tout fait dès les années 80 pour y sécuriser la navigation.

15En 2005, près de 30 % dans la zone du Sud-est asiatique (Chine, Japon, Corée, Singapour et Indonésie).

16Plus des 2/3 de la production des hydrocarbures sont acheminés par la mer, en particulier l'océan indien dont les passages stratégiques sont sous la menace des humeurs politiques des États assurant leur maîtrise. Les trois points principaux de transit : canal de Suez, détroit de Malacca et le cap de Bonne-Espérance.

17À ce jour un taux de 1,5% est nécessaire pour absorber les nouveaux entrants sur notre marché du travail.

1860% du trafic des containers passe par la mer de Chine.

dans la finance islamique ; les Philippines (+6,8%) malgré le coût de 252 millions de dollars par an en raison des catastrophes naturelles qui l'affectent régulièrement, un niveau de vie très faible mais une croissance tirée à 70% par la demande intérieure alimentée par sa diaspora ; Singapour (+3,5%) soutenu par sa puissance financière et son commerce extérieur qui représente 40% du PIB ; la Thaïlande (+3,1%) malgré les troubles politiques est au deuxième rang des pays de l'ASEAN, après l'Indonésie, avec ses secteurs miniers et industriels qui participent au PIB à hauteur de 40% ; le Timor-Oriental (+8,1%) avec une population de seulement 1,1 millions d'habitants et enfin le Vietnam (+5,3%) avec un système bancaire très fragile et une inflation de près de 8% mais qui s'ouvre de plus en plus et sollicite les investissements étrangers.

Cette croissance est facilitée par l'originalité de zones de projets, sous le principe de coopération économique transfrontalière, les « *triangles de croissance* », espaces ouverts aux entreprises étrangères, qui permettent aux firmes occidentales quelque peu ambitieuses de s'y implanter sans trop de difficultés¹⁹.

3.2.1.2. - L'ASEAN, un modèle de pragmatisme.

Cette organisation fut construite sur le principe qu'à travers des coopérations multiples les États pouvaient se renforcer et se construire de l'intérieur, la réflexion commune permettant l'exercice et le renforcement de chacun, et non pas par une intégration dans une entité supranationale à l'instar de la démarche européenne. De ce point de vue les pays de l'ASEAN ont observé nos points de blocage et en ont tirés des enseignements. Elle fut également motivée par la menace communiste.

Il s'agit donc d'un modèle asiatique de développement : les partenaires recherchent un ensemble de solutions souples dans la durée sous forme de directives générales peu contraignantes et à géométrie variable qui ne s'appliquent que par la simple bonne volonté des membres. L'idée est d'adhérer à l'espace régional en vue de fortifier son propre État. Aussi, le développement dans cette région découle-t-il d'un ensemble d'opportunités saisies. Il y a donc adaptation permanente à un contexte évolutif. S'il y a convergence de moyens, cela s'explique davantage par une adaptation pragmatique à partir de situations initiales comparables et par un processus d'imitation du fait du succès de certains pays, que par une stratégie concertée exception faite de l'analyse des menaces. Ainsi, n'y-a-t-il pas de politique de défense mais des points de vue communs sur les menaces, donc des connections — par exemple en matière de lutte contre la piraterie — mais sans armée commune.

3.2.1.3. - La volonté de se démarquer de l'influence chinoise.

Pendant un certain nombre d'années l'effet attractif de la Chine fut total car elle constituait un partenaire commercial de poids susceptible de soutenir le développement de la région. En l'espace de trois ans la perception des pays de l'ASEAN s'est fortement modifiée. Jusqu'en 2009/2010 tous étaient favorables à une coopération et à l'intégration de la Chine au sein de l'ASEAN. Toutefois, un changement majeur se produisit lorsque celle-ci fit le forcing afin que la Birmanie intègre l'ASEAN, mais surtout lorsque le Cambodge y défendit les positions de la Chine empêchant que le thème des rivalités territoriales y soit à l'ordre du jour.

À présent, ces pays recherchent un soutien de deux manières, d'une part financière, et d'autre part des actes concrets susceptibles de renforcer leur sécurité face à l'influence grandissante de la Chine dont la progression est corrélée à celle de sa maîtrise technologique et à celle de ses capacités militaires²⁰.

¹⁹Il convient toutefois de remarquer que, dans l'exemple de celui de Singapour, « SIJORI » (Singapour, l'État de Johore et la province des îles Riau), la ville-état s'est arrangée pour maîtriser l'ensemble. Chacun des trois y a trouvé sa place mais il ne s'agit pas d'un espace unifié. On a en effet affaire à des États fédéraux ce qui crée parfois des tensions internes d'autant que les partenaires du triangle de croissance en ont profité pour s'émanciper quelque peu. Ainsi du côté de la Malaisie, l'État de Johore s'est particulièrement développé avec le plus fort PNB malais ce qui crée certaines tensions avec la capitale.

3.2.1.4. - Le développement des budgets défense. (cf. Annexe 3)

Ainsi, confrontés à la montée en puissance de la Chine sur les plans économiques et militaires, s'accompagnant de ses revendications territoriales, les pays du Sud-Est asiatique, en proie à un véritable dilemme de sécurité²¹, deviennent de plus en plus demandeurs de nouveaux équipements provenant, si possible, de fournisseurs capables de représenter une alternative²² à un strict alignement sur l'axe États-Unis/Japon — toujours susceptible de les entraîner dans une logique de confrontation — et disposant d'une bonne crédibilité technologique. Aussi, si les américains y sont les bienvenus, il leur apparaît souhaitable de diversifier les concours. C'est là que nous avons une carte à jouer car nous leur apparaissons technologiquement et militairement crédibles. Rappelons qu'en dix ans les budgets militaires de l'Asie ont doublé²³.

3.2.2. - Les aspects sensibles de la zone.

3.2.2.1. - Espace hétérogène et géopolitique complexe. (cf. Annexe 1)

D'un point de vue économique il existe de forts écarts de développement entre des pays à forte croissance tel le Vietnam et des pays très en retard comme le Cambodge. Le rapport PIB par habitant reflète bien cette hétérogénéité. Les opportunités économiques et commerciales y sont donc très différentes.

Du point de vue politique dans la partie est de l'Indonésie, se manifestent régulièrement des groupes terroristes et le retour d'un islamisme combattant. Aux Philippines, il y a des menaces de partition entre toute la partie sud islamisée et celle, chrétienne, au nord. L'insécurité politique de la Thaïlande est permanente. Elle s'achemine vers une situation politique à l'Ukrainienne. Le peuple conteste actuellement la légitimité du premier ministre. Les relations conflictuelles entre le Timor oriental et l'Indonésie ne sont toujours pas réglées. Par ailleurs, des tensions, parfois extrêmes, entre des pays comme la Malaisie et l'Indonésie se manifestent pour des raisons de rentes pétrolières — passant pour l'instant au second plan au regard de la menace chinoise.

Finalement, l'ombre de la Chine y joue le rôle de point de fixation et de maintien d'un certain équilibre.

3.2.2.2. - L'activisme et la menace de la Chine. (cf. Annexe 4 et Annexe 5)

La « *confiance mutuelle* » prônée par la Chine à ses voisins repose sur une définition très unilatérale des conditions nécessaires. Ainsi la « *confiance et l'harmonie* » ne peuvent résulter que de l'acceptation de ses sensibilités en matière de sécurité²⁴. Si, aujourd'hui ses prétentions territoriales inquiètent l'ensemble de ces pays, pour autant, à l'exception de Singapour, tous ressentent le besoin de maintenir autant que possible l'équilibre actuel et de conserver de bonnes relations avec cet acteur économique majeur. Ce positionnement ne pourrait se modifier que si celle-ci accentuait ses pressions comme ce fut sans doute le cas lorsqu'elle entreprit de peser sur les élections aux Philippines²⁵. Mais globalement, les Etats se classent en trois groupes ; ceux qui sont

²⁰En 2013, augmentation des dépenses militaires de 7,4 %, atteignant un montant estimé à 188 milliards de dollars.

²¹Concept selon lequel lorsqu'un État accroît sa puissance militaire pour garantir sa sécurité, cela est perçu comme une menace par un autre État, qui va à son tour renforcer sa puissance militaire. Le niveau de conflictualité global et d'insécurité globale augmente donc, alors que chaque État renforce sa propre sécurité.

²²On se souvient du Qatar qui acheta français pour apparaître indépendant des États-Unis.

²³En 2012, les dépenses militaires en Asie du Sud-est ont atteint une valeur cumulée de 33,67 milliards de dollars. Ce total représente 11,17% des dépenses militaires cumulées de l'Asie de l'Est.

²⁴Lu Dehong, directeur du département des recherches, China Foundation for International and Strategic Studies.

²⁵Le seul pays qui apparaît lui être totalement inféodé est le Cambodge dont le premier ministre a été mis en place avec son aval.

alignés sur les États-Unis (Singapour, Philippines, Thaïlande), ceux alignés sur la Chine (Cambodge, Laos) et ceux partisans d'une troisième voie (essentiellement Malaisie, Indonésie, Vietnam).

La menace maritime est en effet historiquement essentielle pour la Chine. Aujourd'hui son objectif semble tendre à faire sauter le verrou stratégique vers le sud, visant à modifier en sa faveur les rapports de force en mer de Chine. Considérant ainsi que les pays du Sud-est asiatique font partie de sa zone d'influence, toute intervention occidentale dans la région tend à être interprétée de façon négative surtout si cela est susceptible d'entraîner un déséquilibre régional. Or, y vendre de l'armement, c'est quelque part modifier les équilibres. Dans ces conditions, il ne peut être fait abstraction des éventuelles réactions chinoises. Le marché y est lui-même potentiellement très important²⁶ pour nombre de nos entreprises et les investissements de Pékin, bienvenus en Europe, sont conséquents.

Aujourd'hui, celle-ci tente d'imposer la thématique de l'Asie aux asiatiques et l'établissement d'une véritable identité régionale, dans un retour aux théories des valeurs asiatiques défendues face à l'universalisme occidental²⁷. Il y a donc là une approche stratégique globale à prendre en compte.

3.2.2.3. - Une perception très marginale de l'Europe.

« *L'Europe est inaudible en Asie* »²⁸. Dans la zone, elle n'existe que très marginalement, principalement à travers un forum de discussions, l'ASEAN Régional Forum (ARF) dont les conclusions, manquant de souffle et d'engagements concrets, désappointent systématiquement ses interlocuteurs très pragmatiques. En effet ce qui déçoit les asiatiques c'est d'être en présence d'une organisation ne disposant d'aucun pouvoir décisionnel. Ainsi, pour ces pays, que l'Europe fonctionne ou pas, ne les intéresse que très accessoirement. Les États européens disposent chacun du statut d'éventuel partenaire commercial mais sont incapables, collectivement, de présenter à leurs interlocuteurs une image d'Europe-puissance. Par ailleurs, l'évocation de nos préoccupations philosophiques n'effleurent que très peu ces pays dont la plupart interprète et pratique la démocratie d'une façon très locale. Au final, les grands contrats sont essentiellement signés lors de rencontres bilatérales et très rarement lors de représentations collectives européennes.

Avant toute chose, pour que l'Europe soit audible et crédible, il serait urgent de relever le niveau de la représentation de l'Union Européenne à l'ARF : la Chine envoie systématiquement un ministre à toutes les réunions de l'ASEAN auxquelles elle participe.

3.2.3. - **Les atouts de la France.**

3.2.3.1. - Une bonne image.

En Asie, il existe une bonne la perception de la France qui est considérée comme une référence en matière culturelle et en art de vivre : les arts en général, la littérature, l'enseignement, la mode, les produits de luxe. Autre atout, nos valeurs sont reconnues voire appréciées par les populations et la plupart de leurs dirigeants.

3.2.3.2. - Une empreinte culturelle.

Nous jouissons de la subsistance de notre influence passée dans les pays qui constituaient l'ancienne Indochine. Dans ceux-ci, l'empreinte laissée par notre culture, par notre enseignement, et

²⁶La France détient 1,3% du marché chinois.

²⁷Note de consultance n°559 du 5 décembre 2013, Valérie Niquet, Fondation pour la Recherche Stratégique.

²⁸ « *Le temps est-il venu pour l'UE de regarder vers l'Est ?* », Michel Fouquin, Diploweb02/04/2014.

même notre médecine, subsiste ce qui nous confère une certaine attractivité, même si notre ancien rayonnement au Viêt-Nam s'effrite.

3.2.3.3. - L'efficacité de nos Organisations Non Gouvernementales.

La France est également reconnue pour l'efficacité de ses Organisations Non Gouvernementales. Très présentes en Afrique mais également à Haïti, elles participent à la reconnaissance de notre savoir-faire national et concourent à la diffusion de nos valeurs.

3.2.3.4. - Un positionnement marqué par une certaine indépendance.

Après la période de décolonisation, la France apparut comme un pays relativement indépendant²⁹ et toujours en quête d'intermédiation. Si elle est réputée comme un allié sûr des États-Unis, sur le long terme elle a toujours manifesté des positions marquées par une certaine indépendance. Ce positionnement nous procure de vrais atouts pour réussir dans ces pays.

3.2.3.5. - Un acteur régional.

Notre pays est également reconnu comme un acteur de l'Asie Pacifique en raison de ses possessions insulaires. À ce titre, la France entretient un dialogue au niveau politico-militaire avec des partenaires traditionnels régionaux (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Singapour) et plus récemment (Indonésie, Malaisie, Mongolie, Vietnam), et participe chaque année au Shangri-La Dialogue.

3.2.3.6. - De nombreux domaines d'expertise.

Si 40 % de nos ventes³⁰ d'armes et d'équipements militaires se font dans la région en raison de notre crédibilité technologique, bien d'autres secteurs répondent avec autant d'expertise aux besoins de la zone (traitement de l'eau, protection de l'environnement, infrastructures, agroalimentaire...). Par ailleurs nous avons l'excellente réputation de respecter les contrats passés avec nos clients³¹.

3.2.4. - **Quelques points sensibles.**

En raison des motifs rappelés sur l'état de l'Europe, dans les pays du Sud-Est asiatique, nous sommes identifiés comme Français avant d'être perçus comme membre de l'UE, d'autant plus qu'en Asie du Sud-Est il faut d'abord être pragmatique et privilégier les rapports bilatéraux alors que nous avons systématiquement tendance à privilégier une approche trop occidentale. Autre aspect, nous péchons par l'affichage d'une certaine suffisance et d'une image de donneurs de leçons à l'impulsivité dérangeante.

Par ailleurs, prétendre que nous sommes une puissance dans cette partie d'Asie est peu crédible. Ainsi, le concept de « *puissance d'Asie-Pacifique* » que nous avons développé le 2 juin 2013 à Singapour devant le forum sur la sécurité régionale du Shangri-La Dialogue exposant la contribution³² française a suscité beaucoup de scepticisme. En effet, outre notre éloignement

²⁹Indépendamment de notre réintégration dans l'OTAN, notre engagement en Lybie et tout récemment nos prises de positions diplomatiques sur l'Ukraine et la Crimée font ressortir un alignement sur les positions étasuniennes. Pour autant cela peut également constituer un atout dans cette zone.

³⁰En 2012, 52% des commandes d'armement françaises, soit 2,4Mds d'euros se firent avec l'Asie Pacifique, Inde comprise.

³¹Le refus de livraison des deux Bâtiments de Projection et de Commandement à la Russie pourrait créer un fâcheux précédent.

³²La France a des territoires et une population, qu'elle se doit de protéger. De ce fait, elle proposa sa contribution dans les quatre domaines prioritaires de la sécurité maritime, de la lutte contre le terrorisme, de la non-prolifération nucléaire et de la menace

géographique, nos résultats économiques et nos moyens limités par l'endettement — au point que les capacités opérationnelles de nos forces semblent avoir atteint un seuil de crédibilité pour un engagement majeur où qu'il soit — ne sont pas de nature à modifier cette incrédulité.

Au final, si notre crédit est technologique, il est d'abord culturel. Dans ces conditions, développer tous les liens qui y font référence, permettrait d'améliorer la réimplantation de la France dans ces pays. Cet aspect est susceptible de constituer un socle sur lequel nous pourrions élargir notre influence y compris économique.

Cette analyse nous amène à avancer des préconisations sur trois axes, voire trois exigences complémentaires, en fonction des objectifs prioritaires exposés dans la première partie.

*
* *

3.3. - TROIS AXES DE PRÉCONISATIONS.

3.3.1. - Pour un positionnement pragmatique et opportuniste.

3.3.1.1. – « *Réalpolitique* », bilatéralité et « *soft power* ».

3.3.1.1.1. - *Concilier valeurs et « réalpolitique ».*

La France s'est sans doute trop inhibée sur le principe de fidélité à ses valeurs au point de pratiquer parfois une sorte d'« *auto-pénalisation* » allant, par exemple, jusqu'à remettre en cause le rôle finalement positif de Total, seul groupe français à être resté en Birmanie alors même que l'on peut y pressentir, d'ici quelques années, le rôle stratégique. Il serait préférable de se présenter, en pays indépendant, décomplexés, fiers de sa culture et de ses valeurs mais sachant s'adapter aux exigences de la « *réalpolitique* » et des concessions du commerce international.

Le « *soft power* » implique par ailleurs d'adapter son discours général à l'esprit mesuré qu'il exige. Les postures excessives ou trop tranchées, notamment sur les droits de l'homme, sont de nature à nuire à toute stratégie qui prétend s'en inspirer.

3.3.1.1.2. - *La stratégie du bilatéralisme, s'adapter à chaque cas.*

Avec l'Union Européenne, nous avons sans doute fait l'erreur de raisonner et d'agir de façon trop multilatérale. Depuis le changement des années 2009/2010 dû à la crise, les négociations sont passées du style multilatéral à celui bilatéral. Or, le fait de ne pas avoir dans cette zone, ou dans le cadre strict de l'ASEAN, un interlocuteur unique, contraint notre diplomatie à s'adapter à chaque cas. Par ailleurs, la « *non-Europe* » actuelle que nous avons évoquée nous pousse dans cette logique.

3.3.1.1.3. - *Un positionnement décomplexé, pragmatique et opportuniste.*

Même si notre poids économique et nos moyens militaires sont moindres, la Chine, très présente dans la zone, reconnaît notre statut historique, scientifique et culturel et le rôle non négligeable de notre diplomatie. Dans cet esprit, il nous semble qu'elle ne verrait pas d'inconvénient à ce que la France, entrant dans ce grand jeu, en revienne — comme à son habitude — à une attitude plus conciliante que celle des États-Unis.

3.3.1.2. - Entretien un positionnement indépendant.

Nos impératifs de croissance et d'emplois devraient conduire nos autorités à se concentrer prioritairement sur les intérêts et les préoccupations de nos sphères économiques et commerciales.

Aussi, avant de penser à nous positionner comme acteur sur le plan sécurité, ce qui n'est pas sans risque, commençons par être présent dans certaines enceintes.

3.3.1.3. - Participer systématiquement aux instances et enceintes régionales.

Pour s'y positionner prudemment et avec le maximum d'atouts, il convient d'être présent, ne serait-ce qu'à titre de simple observateur, dans les associations régionales comme, par exemple, au groupe de Shanghai ou à l'ASEAN, cela indépendamment des représentations ou des missions européennes.

La nomination d'un ambassadeur auprès de l'ASEAN, en 2009, avec, entre autres missions, celle de coordonner les activités des représentations françaises dans les dix pays aura été une avancée significative, tout comme l'installation à Djakarta de la Délégation Régionale de coopération pour l'ASEAN.

3.3.1.4. - Répondre à une attente régionale.

La France doit répondre, mais prudemment, à l'inquiétude qui règne dans cette région en pleine effervescence. Il y a en effet, partout dans cette zone, cette sorte d'« *angoisse* » due à la montée en puissance de la Chine. Les pays du Sud-Est tentent de l'inhiber dans un jeu qui ne se joue plus à deux, entre États-Unis et Chine, mais à quatre en y incorporant l'Inde et le Japon.

La défense étant partout un outil de souveraineté, un élément clef de l'indépendance, ces pays sont donc prêts à faire des sacrifices budgétaires pour assurer leur sécurité. Confrontés à la réalité des ambitions chinoises, ces États sont de plus en plus demandeurs de nouveaux équipements provenant, si possible, de fournisseurs représentant une autre option³³ à un strict alignement sur l'axe États-Unis/Japon et disposant d'une crédibilité technologique supérieure à celle de l'Australie voisine. S'il leur apparaît souhaitable de diversifier les concours, ils sont conscients que rien ne pourra se faire au niveau de l'UE, les divergences diplomatiques y étant trop nombreuses. Il y a ainsi un environnement local propice aux exportations de défense. C'est là que nous avons notre propre carte à jouer car nous leur apparaissions militairement et technologiquement crédibles.

Dès lors, une stratégie consisterait à nous positionner non pas en tant qu'opposant à la Chine, mais simplement, à notre échelle, de tenter de contrebalancer son influence en revigorant notre action diplomatique. Ainsi, sans prétendre constituer une alternative à l'action des États-Unis, une façon d'y exercer une influence serait d'intervenir en soutien des pays qui tentent un rééquilibrage, comme le fait l'Inde qui semble être maintenant la bienvenue dans cet espace menacé par les ambitions chinoises.

3.3.1.5. - Mais poursuivre sans complexe nos programmes.

Nous ne devons pas penser que notre marge de manœuvre en Asie du Sud-Est serait limitée sur certains aspects en raison de la menace des éventuelles mesures de rétorsions chinoises. Il ne faut pas sur-dimensionner l'influence de la Chine sur la région au prétexte qu'elle y serait l'acteur majeur. Ce serait une erreur. Il convient cependant de prendre en compte certains motifs de crispations notamment sur tout ce qui se rapporte au Japon ou à Taïwan ou qui modifierait fondamentalement les équilibres en présence. La position chinoise est en réalité beaucoup plus nuancée. Ainsi pouvons-nous y progresser sur des marchés de niche ou sur des sous-systèmes d'armes sans véritablement lui poser ombrage. Il y a ainsi une certaine gradation à respecter. C'est pourquoi, restant dans le cadre de relations bilatérales, il convient de poursuivre nos programmes sans complexe en agissant avec pragmatisme, au coup par coup, en évitant de modifier l'équilibre des forces.

3.3.2. - La revitalisation d'une influence.

³³Le Qatar acheta français pour apparaître indépendant des États-Unis.

3.3.2.1. - Une diplomatie active.

Nous avons malheureusement perdu une grande partie de notre influence dans cette zone. Au Vietnam, par exemple, notre avantage culturel et linguistique s'est progressivement effacé au profit des États-Unis très actifs, de la Chine mitoyenne et de la Russie dont l'armement équipe en grande partie les forces armées. Notre pays n'a pas su entretenir le niveau de « *soft power* » dont elle disposait naguère. Rappelons que depuis 1965 nous nous sommes retirés de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE³⁴). Nous ne pouvons que regretter que la France ait perdu toutes ses capacités d'agir de façon significative dans cette zone n'ayant plus aujourd'hui les leviers d'action permettant d'exercer un niveau d'influence suffisant.

L'impératif est donc de rendre notre diplomatie beaucoup plus présente et active en prenant des initiatives dans les pays qui tentent un repositionnement à l'image de l'Indonésie.

3.3.2.1.1. - *Des initiatives, l'exemple d'un geste diplomatique.*

Le gouvernement Birman a manifesté quelques gestes significatifs en procédant à la libération de prisonniers politiques. Ce pays, qui dispose de nombreux atouts, semble progresser dans le sens de l'ouverture et de la démocratisation. Il reste toutefois dans un état de grande pauvreté due, en partie, aux sanctions internationales imposées par les occidentaux. Notre diplomatie pourrait agir de façon profitable, y compris au sein de l'Union Européenne, afin de susciter l'engagement et le développement de relations nouvelles avec cet État s'il confirme son avancée sur la voie de la libéralisation. Cette démarche serait portée à notre crédit.

Au demeurant, abstraction faite du régime militaire en place sur lequel il convient de maintenir une certaine pression, cela nous ouvrirait un marché qui possède des atouts miniers et un potentiel de développement comparables à ceux de la Thaïlande ou de la Malaisie.

3.3.2.1.2. -- *Le redéploiement des moyens.*

Si nos ambassades véhiculent partout une image de marque de la France représentative de notre excellence notamment dans l'industrie du luxe — importante en termes d'emploi et très peu délocalisée — il serait néanmoins souhaitable de procéder à un redéploiement de ces représentations diplomatiques en concentrant nos efforts sur certaines au détriment d'autres insuffisamment « *productives* » afin d'assurer des liens bilatéraux plus forts.

3.3.2.2. - L'enseignement, sphère d'influence. (cf. Annexe 6)

L'enseignement constitue le socle de la reconstruction d'une influence et d'ambitions commerciales. Notre proposition pourrait se résumer par la formule « *semer aujourd'hui pour récolter plus tard* ».

L'enseignement et la formation font partie des moyens à mettre en œuvre sur le long terme. Ce sont en effet autant de relais qui peuvent s'y créer et, dans l'avenir, permettre à nos entrepreneurs de disposer de contacts utiles pour l'accès aux différents marchés. Au demeurant, ces relais constituent autant d'ouvertures pour diffuser à la fois notre culture et notre approche des grands enjeux planétaires.

L'influence passe par là et la force de l'Australie est d'être arrivée à capter les étudiants de la région. Aussi en arrive-t-elle aujourd'hui à emporter de nombreuses parts de marchés. À cet égard, il existe un élément positif en Indonésie. Alors que nous y péchons par un sous-investissement en établissements scolaires, les indonésiens apprennent le français en deuxième langue étrangère. Cela permettrait d'en inciter certains à poursuivre leurs études en France.

³⁴Sorte d'alliance militaire à vocation de « *containment* » face au développement du communisme en Asie du Sud après la guerre d'Indochine.

3.3.2.2.1. - Miser sur nos lycées de l'étranger.

Il s'agit, de notre point de vue, d'un axe d'effort essentiel. La France bénéficie d'atouts qui sont sous-estimés. Nous disposons dans ce domaine d'une sphère d'influence où nous sommes reconnus. En effet, les Lycées français ont une importance capitale sur cet aspect. Ils sont principalement fréquentés par des élites qui considèrent que notre baccalauréat a l'équivalence d'une première année d'université ce qui permet de gagner une année lorsque l'on désire poursuivre ses études en université australienne. Pour autant, les étudiants n'oublieront pas ces années d'excellente formation française.

Si d'une façon générale les écoles d'entreprises jouissent d'une certaine efficacité, dans le domaine de l'influence il n'y a rien de plus efficace que nos établissements de l'AEFE qui tendent à capter les élites locales.

Encore convient-il d'y affecter en priorité des enseignants de valeur représentatifs de l'idée que la bourgeoisie locale se fait de la culture française, et surtout éviter les ayant-droits, les routards de l'enseignement, les amateurs de primes d'expatriés, voire les colporteurs de mouvances décalées qui risquent de donner de notre pays une image désastreuse auprès d'un public d'élite. Les enseignants qui y sont affectés doivent en effet prendre conscience qu'ils sont dépositaires de l'image de la France ce qui nécessite un comportement exemplaire.

Il en est de même pour l'Alliance Française qui contribue efficacement au recrutement des étudiants étrangers dans notre pays.

3.3.2.2.2. - Ne pas s'en tenir au prestige du baccalauréat français.

Notre baccalauréat a une excellente réputation mais nous perdons des étudiants. Dans de nombreux pays, l'année de terminale française est considérée comme une première année de faculté. Cependant les étudiants d'Asie du Sud-Est s'expatrient généralement en Australie, bien qu'elle ait rétrogradé à la 4^{ème} place des pays de destination des étudiants étrangers.

Il conviendrait de réfléchir aux moyens de retenir davantage d'élèves formés dans nos lycées de l'étranger, notamment nos bacheliers du lycée français de Singapour, 1^{er} établissement français d'Asie du Sud-Est.

3.3.2.2.3. - Promouvoir l'orientation post-baccalauréat.

Nous n'avons pas prévu l'accompagnement de l'orientation post-baccalauréat dans nos établissements de l'étranger. Il nous paraît important de mieux faire connaître des structures telles que les classes préparatoires de nos grandes écoles qui ne sont pas suffisamment promues par nos lycées puisque, limités à la terminale, ils ne disposent pas de ces sections et que les conseillers d'orientation psychologues (COP) détachés à l'AEFE y sont très peu nombreux. Or, la navigation Internet sur admission post-bac ne peut remplacer un contact humain. C'est là encore une question de promotion de notre influence.

Pour autant, chaque année, 9 000 élèves de terminale, français ou étrangers, choisissent d'étudier³⁵ en France après un baccalauréat obtenu à l'étranger, confirmant ainsi leur attachement

³⁵La France reste le 3^{ème} pays de destination des étudiants étrangers. Ceux-ci représentent aujourd'hui 12% de la population des étudiants inscrits en France, soit une augmentation de 52,7% en 7 ans. Toutefois, seuls les Vietnamiens viennent y étudier en nombre alors qu'ils sont en baisse (- 2 %).

aux valeurs et à la qualité d'un enseignement « à la française »³⁶, mais finalement très peu d'entre eux sont originaires d'Asie du Sud-Est.

3.3.2.2.4. - Mieux utiliser l'enseignement des langues orientales.

Un atout de la France consiste en ce que nous sommes un des rares pays à dispenser un enseignement en langues orientales. Nous pourrions profiter pleinement de cet avantage au profit de nos entreprises quitte à améliorer leur cursus perçu comme littéraire par une formation complémentaire au commerce international.

3.3.2.2.5. - Remonter dans les classements internationaux.

Le classement de Shanghai et le classement PISA peuvent être critiqués à maints égards mais ils existent et sont considérés comme des indicateurs fiables à l'étranger. Pour échapper au classement de Shanghai, dont les critères désavantagent les universités européennes, l'Europe prévoit d'élaborer sa propre classification fondée sur d'autres critères. Nous devons pousser à la concrétisation rapide de ce projet.

En attendant, la création de cette classification européenne, nous devons en tenir compte du classement de Shanghai et se remettre à bon niveau en laissant aux universités et aux pôles d'excellence une large marge d'initiative pour atteindre cet objectif. Il convient, par exemple, de recréer par regroupement et liens « *enseignement-recherche-entreprises* » des entités dont la pertinence soit véritablement reconnue à l'échelle internationale. Ainsi l'intégration de l'École Vétérinaire d'Alfort à l'université de Créteil va-t-elle dans le bon sens puisqu'elle a permis la progression de cette université dans le classement de Shanghai.

3.3.2.2.6. - Accueillir des étudiants étrangers, un enjeu de rayonnement.

L'exercice du « *soft power* » impose de ne pas négliger celui qui peut être exercé à l'intérieur même de notre territoire par le biais de notre enseignement supérieur. Celui-ci est reconnu comme le troisième mondial en termes d'attractivité³⁷ de par la qualité de ses enseignements et de ses diplômés. Il y a donc intérêt à développer cette attractivité.

Bien entendu, les grandes écoles se sont déjà bien investies dans des partenariats en Asie. Mais l'effort reste surtout à orienter en direction des étudiants étrangers en provenance de ces pays car il est acquis que les jeunes ayant poursuivi leur cursus universitaire en France et travaillé en stage dans nos entreprises conservent des liens durables à la fois avec leurs enseignants mais également avec le réseau qu'ils ont pu s'y créer. Cela permet de penser, qu'à terme, il pourrait y avoir des retombées profitables à notre pays.

Dans cet esprit, nous reprenons à notre compte, d'une part, la première phrase du document de synthèse du « *Rapport Étudiants étrangers et marché du travail* » du Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective (CGSP)³⁸ : « *Accueillir des étudiants étrangers est un*

³⁶Sondage Sofres de Campus-France de 2013 : les étudiants étrangers dans notre pays sont satisfaits à 82% et sont à 91% prêts à recommander la France mais, ombre au tableau, ils critiquent le coût du logement (52%), les difficultés de travailler en France à la fin de leurs études (52%) et la complexité des procédures administratives (52%). Trois motivations essentielles : obtenir un diplôme internationalement reconnu ; acquérir une expérience internationale ; bénéficier de meilleures conditions d'enseignement. Critères de choix : 68% qualité de l'enseignement, 60% formation correspondant aux attentes. Mais seulement à 23% le classement des universités ce qui, du point de vue des étudiants, relativise le classement de Shanghai

³⁷Nous ne sommes devancés que par les États-Unis et la Grande-Bretagne

³⁸Nicolas Charles, Cécile Jolly avec la contribution de Frédéric Lainé :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000774/0000.pdf>

enjeu de rayonnement international et d'excellence scientifique... » Et, d'autre part, ses cinq premières propositions : « simplifier les conditions d'obtention d'une autorisation provisoire de séjour (APS) et porter l'autorisation de travail à temps plein ; supprimer l'opposabilité de la situation de l'emploi pour les étrangers détenteurs d'un diplôme français supérieur ou égal à Bac+3 ; retenir des critères objectivables (diplôme, salaire) pour la délivrance du titre de séjour mention « salarié » après les études et éventuellement soumettre le nombre de ces titres à un quota annuel ; donner un rôle plus central aux entreprises et aux établissements d'enseignement supérieur, en tant que sponsors des étudiants et diplômés étrangers ; et enfin soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans leur effort pour accroître la mobilité internationale des formations supérieures françaises. »

Dans le même esprit, nous devons impérativement développer, à l'instar des États-Unis, notre « *Formation Universitaire Ouverte à Distance* » (FOAD).

Enfin, il peut être profitable à long terme de s'intéresser aux étudiants qui ont vocation à devenir enseignants et constitueront dès lors des relais d'opinion favorables à la France. Toujours dans ce domaine, et dans une perspective à plus long terme, il pourrait être avantageux de développer l'université du Pacifique à Nouméa : sa proximité avec l'Asie du Sud-Est, sous réserve qu'elle satisfasse à certains critères de niveau et de qualité de l'enseignement, pourrait être un atout dans l'accueil d'étudiants étrangers.

3.3.3. - L'adaptation de notre offre.

Pour les PME, s'il y a complexité et risque de copies en Chine, entraves bureaucratiques en Inde, elles peuvent réellement bénéficier d'opportunités dans ces pays plus facilement abordables. Mais, l'offre de nos producteurs doit impérativement prendre en compte les singularités culturelles locales.

Pour être totalement efficaces, certaines des préconisations suivantes impliquent que des réformes structurelles indispensables et des adaptations compétitives soient engagées en amont dans notre pays.

3.3.3.1. - Réadapter notre offre intellectuelle.

3.3.3.1.1. - *Regrouper des écoles et des universités c'est améliorer notre offre intellectuelle.*

Le problème de la complémentarité des divers établissements et de la dissociation entre enseignement et recherche est en cours de traitement. Ce processus³⁹ favorable à notre offre intellectuelle doit se généraliser pour être plus largement attractifs et développer notre influence.

3.3.3.1.2. - *Structurer la Conférence des Grandes Écoles.*

Dans cet esprit, il serait souhaitable de créer une certaine synergie au niveau de la Conférence des Grandes Écoles et des classes préparatoires dépendant du ministère de l'éducation nationale. Au-delà des fondations particulières, il conviendrait de créer une structure nationale de mise en réseau. Cela serait porteur de coopérations et de nouvelles « *clientèles* ». Ainsi, de notre point de vue, la Conférence des Grandes Écoles devrait-elle être mobilisée sur ce thème. Cela procède totalement de la reconstruction d'une influence dans le cadre du « *soft power* ».

³⁹L'ISAE (Institut de l'Aéronautique et de l'Espace) de Toulouse, qui forme des ingénieurs de l'aéronautique et de l'espace au sein des cursus Sup Aero et Ensica a fondé, en 2011, le Groupe ISAE (ou Groupe des écoles associées à l'ISAE) avec l'ENSMA de Poitiers prenant le nom de marque ISAE-ENSMA. En septembre 2012, ce groupe a été rejoint par l'ESTACA et par l'École de l'air. L'Institut possède une filiale commune avec l'ENSTA ParisTech, la SAE, spécialisée dans la formation continue, dénommée EUROSAT. L'école vétérinaire de Toulouse, l'ENSAT, fait partie de l'INP, l'Institut National Polytechnique de Toulouse qui regroupe 7 écoles.

Les échanges et concertations entre les différents établissements de recherche ou d'enseignement supérieur (IRASEC, AFRASE, INALCO...) opérant dans la région doivent être encouragés, au besoin suscités depuis la métropole afin de rentabiliser au mieux les moyens disponibles. Mais, comme souvent, les structures de coordination sont trop nombreuses :

- ☒ les conférences d'établissement pour l'enseignement supérieur ;
- ☒ les coordinations thématiques ;
- ☒ et les coordinations par le Ministère des Affaires Etrangères.

Même si l'on comprend que les problématiques sont différentes selon qu'il s'agit d'enseignement supérieur, de recherche ou de coopération/développement ou de délocalisations d'universités, ces diverses structures de coordination compliquent la mise en place d'une stratégie globale et entraînent une dispersion des moyens. Il serait plus utile d'avoir une coordination par pays, rattachée à l'ambassade, et qui agirait sur les divers registres définis en fonction de la situation locale et des objectifs à atteindre.

3.3.3.2. - Intégrer le logiciel « export ».

Nous avons à effectuer une révolution intellectuelle en interne par l'intégration systématiquement du logiciel « *export* » : la notion d'exportation doit en effet s'inscrire dès la conception d'un produit, comme socle de tout projet. Cela permettrait à nos PME d'aborder plus facilement la grande exportation.

Dans le domaine économique, il n'y aura pas de développement du commerce extérieur sans l'engagement massif des PME-PMI, or ces entreprises sont pénalisées, d'abord dans leurs activités sur le territoire national, par la frilosité des banques et établissements financiers français et européens qui ne jouent pas leur rôle de prêteurs. Jusqu'à cette année au moins, ni la BPI, ni la COFACE n'ont constitué un relais efficace. Or, sans financement, pas de développement possible.

3.3.3.3. - Développer des points d'appui forts dans la zone.

Notre indépendance est appréciée : acheter à la France ne constitue pas une sorte d'allégeance à un quelconque impérialisme comme cela peut être perçu avec les États-Unis ou la Russie. Par ailleurs, notre réputation à tenir parole dans l'exécution des marchés est estimable. Aussi, en nous basant sur cette réputation, une proposition consisterait à développer, dans cette zone très parcellisée, des points d'appui forts et concrets comme à Singapour où nous avons signé un accord de partenariat stratégique et des accords de coopération en matière scientifique et recherche militaire notamment avec les universités Singapouriennes⁴⁰. Il conviendrait également d'aboutir progressivement à une part française dans les productions locales ce qui permettrait de renforcer nos liens avec ces pays.

3.3.3.4. - Promouvoir nos industries de défense. (cf. Annexe 3)

Les exportations de nos industries de défense constituent un élément indispensable de notre rayonnement et donc de notre politique internationale, avec pour finalité le soutien aux objectifs de paix et de stabilité. Ces industries représentent 165 000 emplois à forte valeur ajoutée et peu délocalisables avec un réseau riche de plus de 4 000 PME qui irrigue l'économie de nos territoires, véritable locomotive technologique pour toute l'industrie française. Elles représentent soixante ans de capitalisation de savoirs et de compétences et 700 millions d'euros par an en recherche et développement. Elles constituent ainsi un pilier de notre économie qui emploie et forme des personnels hautement qualifiés, crée de la valeur en France, innove et exporte. Elles portent haut le label France synonyme de performance et d'innovation. Compte tenu des particularités de leur

⁴⁰Soutenu par Airbus hélicoptères, l'ISAE a annoncé la création d'un « *master in science in Engineering* » en Malaisie au sein de l'Université de Défense Malaisienne (NDUM). La création de ce cursus s'inscrit dans le cadre d'un contrat de coopération entre Airbus Helicopters et le Ministère de la Défense Malaisien en 2011 après la livraison de 12 hélicoptères. Ce cursus de 12 mois, dont l'ouverture est programmée à la rentrée 2016, s'adressera à une vingtaine d'étudiants Malaisiens dont la majorité sera composée d'officiers.

environnement géostratégique, ces États doivent se prémunir contre tout type d'agression et continuer à s'équiper en armements maritimes, aériens et terrestres performants. La France a donc une importante carte à jouer dans ce domaine y compris sur les marchés de renouvellement d'autant plus que ces pays n'ont pas encore acquis le niveau technologique suffisant pour être auto-producteurs. Nous avons sur ce point l'avantage majeur d'apparaître indépendant et donc de répondre parfaitement à une stratégie de diversification en approvisionnement militaire.

3.3.3.5. - La concentration des moyens.

En Allemagne, à l'export, les sociétés chassent en meute organisée. Lorsqu'elle s'intéresse au potentiel économique d'un pays, il n'y a pas de multiples organismes qui s'y dispersent et cherchent à s'y distinguer en jouant leurs propres cartes. Il ne doit subsister qu'une ligne, résultante des forces politiques, économiques, industrielles qui y travaillent en concertation et en amont. Nous devons nous en inspirer. Dans cet esprit, la coexistence de fonctionnaires expatriés du Ministère des Finances et du Quai d'Orsay œuvrant en parallèle devrait être reconsidérée.

3.3.3.6. - Promouvoir d'autres acteurs sur la base de nos fleurons.

Dans le secteur maritime, s'il est logique de privilégier DCNS, d'autres acteurs comme les chantiers navals PIRIOU⁴¹ ont dans cette zone, une excellente carte à jouer dans leurs spécialités. Aussi serait-il souhaitable que nos fédérations professionnelles s'inspirent du mode d'action de la DGA à l'export en faveur des industries de défense.

Par ailleurs, la procédure de soutien financier de l'article 90⁴² devrait connaître une plus large promotion.

Il conviendrait enfin de susciter un nouvel état d'esprit entre firmes et startups. L'objectif serait que les grandes entreprises multinationales françaises adoptent l'attitude anglo-saxonne consistant à les financer plus volontiers afin qu'au terme de leurs réussites, soit sur de nouveaux produits ou de nouvelles clientèles, cela les amènent à concourir à leur propre développement.

3.3.3.7 - Les triangles de croissance, une opportunité.

Nous ne sommes pas suffisamment présents sur les trois grands triangles de croissance de cette zone qui proposent aux investisseurs des conditions très avantageuses. Ainsi le triangle de SIJORI offre-t-il des terrains intéressants, une main-d'œuvre qualifiée en Malaisie, un secteur tertiaire extrêmement dynamique à Singapour, des petites mains très performantes en Indonésie⁴³, et la présence majeure d'un port de redistribution en connexion aux grandes voies maritimes.µ

⁴¹Pirio est une entreprise de taille intermédiaire française, créé en 1965, spécialisée dans la construction, la réparation, le maintien en conditions opérationnelles et l'ingénierie navale. Le groupe est basé en France, au Nigeria, en Pologne et au Viêt Nam où il propose ses services aux armateurs publics et privés, civils et militaires, exploitant des navires de taille moyenne jusqu'à 120 mètres environ.

⁴²La procédure dite de l'Article 90 est une procédure de soutien financier instaurée par l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963, modifié par l'article 90 de la loi de finances pour 1968. Elle vise à favoriser l'exportation de certains matériels d'armement en réduisant le risque supporté par les industriels au cours de l'industrialisation. Il s'agit d'un financement public, partiel et remboursable au fur et à mesure des ventes. Toutes les entreprises sont éligibles, sous réserve que l'industrialisation des matériels ait bien lieu en France. La priorité est toutefois donnée aux PME, dans la mesure où l'intervention en leur faveur a, en général, un caractère plus déterminant que pour les grandes entreprises. Les dépenses éligibles à une avance Article 90 sont l'adaptation et l'industrialisation de matériels de guerre pour répondre aux besoins des clients étrangers ; l'adaptation et l'industrialisation de matériels de guerre pour répondre aux exigences de l'administration dans le cadre de l'exportation. Le principe de l'Article 90 repose sur un partage des risques avec l'industriel.

⁴³Le spray entre le coût de la main-d'œuvre en Chine et au Sud-Est s'accroît. Juillet 2012 : les ouvriers chinois produisant des chaussures de sport étaient payés au minimum 2.000 yuans (258 euros). Leurs collègues chez Adidas au Cambodge ne percevaient que l'équivalent de 107 euros. Malgré le surcoût salarial, les craintes sur une perte de compétitivité de l'industrie en Chine dans son ensemble sont loin d'être partagées par tous les économistes. « *La plus grande part des augmentations de salaire a été compensée par une forte hausse de la productivité* » des ouvriers chinois, déclara Louis Kuijs, directeur de projet au Fung Global Institute, un organisme de recherche spécialisé sur les économies asiatiques. La productivité du travail a même augmenté plus vite que les salaires dans le delta de la Rivière des Perles (sud), au cœur de « *l'usine du monde* », d'après 200 entreprises interrogées au début 2012 par la banque Standard Chartered. Par ailleurs le Sud-est asiatique manque d'encadrement intermédiaire qualifié.

3.3.3.8. - Les changements des modes de consommation.

Les experts constatent une occidentalisation progressive des modes de consommation. La classe moyenne plus nombreuse et plus exigeante ne se contente plus de produits basiques. Ainsi, le riz recule⁴⁴ au profit de davantage de viande et de composition culinaire à base de pain type hamburger. Le développement des commerces de restauration y est important. Elle est d'autre part très sensibilisée aux problèmes de sécurité alimentaire pour laquelle nos normes et notre expertise sont reconnues.

Notre secteur agroalimentaire reste l'un de nos points forts dans l'ASEAN puisque, avec 14% de nos exportations, il constitue le deuxième poste excédentaire et progresse chaque année (+12 Mds € en 2011). La balance commerciale est structurellement positive surtout avec Singapour (principale plaque tournante), la Malaisie, et les Philippines. Elle a pour particularité le rôle prédominant des boissons (alcoolisées) et, secondairement, des produits laitiers. Il reste donc un fort potentiel de développement dans les autres secteurs (viande, plats préparés, céréales). Il y a donc dans ce processus des opportunités pour nos entrepreneurs qu'il est difficile d'évaluer mais il y aurait, par exemple, la possibilité pour certains groupes volailler français de monter en gamme et d'y exporter des produits de qualité correspondant à cette nouvelle demande. Nos labels qualité sont en effet un élément important de pénétration de ces marchés.

3.3.3.9. - Les autres marchés et le secteur des services.

3.3.3.9.1. - *Les entreprises de l'environnement. (cf. Annexe 7)*

En dehors de la revalorisation des infrastructures existantes sur laquelle nous pourrions soumettre notre expertise, tout ce qui touche à l'environnement peut nous concerner : c'est en effet la zone du monde qui sera la plus impactée sur plusieurs plans alors que les prévisions de croissances et de développement en font pratiquement l'impasse. Or, les entreprises de notre pays bénéficient d'une grande expertise en traitement de l'eau et de l'environnement. Notre action pourrait se situer à deux niveaux : aider à la prise en compte des risques et à la promotion d'initiatives locales puis, de ce fait, saisir des opportunités industrielles.

3.3.3.9.2. - *La grande distribution.*

La grande distribution française, très implantée à l'étranger, constitue un bon moyen de diffusion de nos spécialités à l'étranger notamment de celles qui correspondent au budget des nouvelles classes moyennes.

3.3.3.9.3. - *La diffusion du droit français.*

Notre influence se diffuse également à partir d'autres domaines d'expertise. Le notariat français rayonne⁴⁵ notamment au Cambodge et au Vietnam, très demandeurs en termes de sécurisation de données juridiques concernant l'immobilier, l'organisation du cadastre et la tenue du fichier immobilier. L'accroissement de sûreté juridique profiterait également à nos entreprises.

3.3.3.9.4. - *La médecine française.*

Autre secteur, notre réputation au Vietnam sur le plan médical après l'éradication de certaines maladies lors de notre présence coloniale dans ce pays est reconnue. Aujourd'hui l'obésité, enjeu majeur de santé publique, due à la modification des habitudes alimentaires, pose un nouveau problème. Ainsi, les deux hôpitaux franco-vietnamiens entretiennent-ils cette réputation et font totalement partie de nos vecteurs d'influence.

⁴⁴La Thaïlande n'est plus le premier producteur mondial de riz, elle est remplacée par l'Inde.

⁴⁵La France est à l'origine du droit Romano-Germanique ou droit continental, dont la source commune, partout dans le monde, est le code civil de 1804, promulgué par Napoléon. Aujourd'hui, plus d'une centaine de pays connaissent le droit continental et leur nombre ne cesse d'augmenter, notamment en Asie. L'exportation de notre système juridique est l'image d'une France qui rayonne par sa culture, dont le droit est un des éléments majeurs, développant ainsi, par ce moyen, son pouvoir d'influence.

3.3.3.10. - Marchés de niche et opportunités sous-systèmes.

Jusqu'à présent il semble que nous nous soyons trop focalisés sur la réalisation de gros marchés alors que les ventes de gros systèmes sont en baisse constante au profit de multiples équipements ou sous-systèmes mais qui nécessitent déplacement et persévérance des PME et de leurs acteurs. Par ailleurs il existe des marchés de niche intéressants et profitables. Ainsi, serait-il souhaitable de nous positionner sur certains programmes non plus en tant que leaders mais en partenaires sur des parties de marchés. De ce point de vue, il est intéressant de citer le cas de l'Indonésie où DCNS avait conçu un concept de frégates qui avait malheureusement échoué alors, qu'en Malaisie, l'opération y a réussi. SAGEM a eu, à cette occasion, l'intelligence de se limiter à la proposition du système de combat des futures corvettes, les Pays-Bas restant maître d'œuvre, — sans doute en raison de leurs liens historiques avec l'Indonésie.

Dans un contexte voisin, nous nous sommes positionnés avec succès sur la réactualisation du système de tir de chars T-72 achetés par la Malaisie à la Pologne. Toutefois, depuis quelques années, les entreprises locales sont venues supplanter les européens évoluant dans le « *retrofit* »⁴⁶. Ainsi, les chars allemands qui équipent l'armée Singapourienne ont été remis à niveau (blindage additionnel entre autres) par une société locale.

*
* *

Au terme de cette étude, nous pouvons regretter que, sur le plan universitaire, cette région a été très largement délaissée avec uniquement un centre d'études à Bangkok dont les principaux chercheurs restent très axés sur l'Indochine alors qu'en France, nous n'avons qu'un spécialiste de l'Indonésie et accessoirement de la Malaisie, les auteurs spécialisés francophones se situant principalement au Canada.

Avant d'établir des priorités, une première remarque s'impose : une erreur fut de nous intéresser essentiellement à nos anciennes colonies, sans que, pour autant, nous y ayons retrouvé une place privilégiée, alors que, dans le même temps, nous avons pratiquement négligé les zones anglophones parmi lesquelles Singapour occupe le premier rang. Or, pour nous comme pour la Chine et d'autres, les routes maritimes représentent des intérêts stratégiques communs en raison de l'importance du volume du commerce mondial qui y circule. Dans cet esprit, les relations avec Singapour doivent être privilégiées.

Une seconde priorité, en dépit de leurs instabilités potentielles, devrait concerner l'Indonésie, de par l'importance de sa population et où se dénombrent 35 000 francophones et 1 000 professeurs de français — dont 400 dans le secondaire et 600 dans les universités — pour au moins 30 000 élèves qui apprennent notre langue dans le secondaire, et la Malaisie en raison de ses savoir-faire et des succès que nous y avons enregistrés depuis 1993 sur le plan défense avec notamment la commande de quatre A400M et de quatre options.

Les triangles de croissance de cette zone, et précisément celui de SIJORI, doivent retenir également toute notre attention pour les multiples facilités et opportunités qu'ils offrent à nos entrepreneurs.

Il en est de même avec le Vietnam qui fait des efforts considérables pour attirer des investisseurs. Ainsi, la mégapole d'Hô Chi Minh-Ville a instauré cinq groupes de travail ayant pour mission d'assister les entreprises étrangères dans leurs démarches d'implantation. Elle s'appuie sur des zones industrielles (ZI) et des zones franches (ZF), pilotées par un comité de gestion (Hepza). Les résultats sont là : en 2013, ses zones industrielles et franches ont attiré 608,83

⁴⁶Le réaménagement (retrofit) est une pratique consistant à ajouter de nouvelles technologies ou fonctions à des systèmes plus vieux. Il s'agit d'échanger des pièces obsolètes ou usées tout en maintenant la configuration de l'appareil.

millions de dollars d'investissements, dont 363,15 millions en provenance de l'étranger, en progression de 72,7 % par rapport à 2012.

Aussi pour s'implanter au Sud-Est Asiatique avec succès, conviendrait-il de s'inspirer de la même démarche stratégique, pays par pays, aboutissant à un plan d'ensemble, un comité de pilotage et de coordination en relation étroite avec les fédérations professionnelles, les chambres de commerce et les entrepreneurs sensibilisés à cette démarche. Il faut y ajouter les indispensables missions économiques appuyées par des visites officielles au plus haut niveau qui sont toujours très appréciées.

Annexe 1 : L'Asie du Sud-Est : un ensemble hétérogène.

Annexe 2 : Les organisations régionales en Asie du Sud-Est.

**Annexe 3 : Dépenses militaires en Asie du Sud-Est (2012).
Le secteur de l'armement en France.
Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises
de 2002 à 2011**

Annexe 4 : Les ambitions (navales) chinoises : puissance régionale ou destinée mondiale ?

Annexe 5 : Les différents aspects du contrôle maritime en mer de Chine.

Annexe 6 : Le réseau scolaire français de l'étranger, le socle d'une influence.

**Annexe 7 : L'Environnement en Asie du Sud-Est.
Enjeux, risques et opportunités.**

L'Asie du Sud-Est : un ensemble hétérogène.

L'ASEAN ou l'ANASE (l'acronyme français) comprend 11 pays pour une superficie de 4,5 millions de km² peuplée de 613 millions d'habitants dont le Produit Intérieur Brut est de 2500 milliards de dollars. Les échanges économiques avec la France sont faibles (3,3 % des exportations françaises, 2,7% des importations).

L'Asie du Sud-Est est une région constituée d'un ensemble hétérogène :

➤ Par la géographie :

Des États continentaux : Birmanie, Thaïlande, Cambodge donnent sur l'Océan Indien, le Vietnam sur le Pacifique, le Laos n'a pas de façade maritime.

Des archipels de milliers d'îles : Philippines, Indonésie (plus de 13 000 îles et îlots) ;

Des îles partagées : Bornéo entre Indonésie, Malaisie, et Brunei, Timor entre Indonésie et Timor-Oriental ;

Un État discontinu (Malaisie), à la fois continental et partie d'une grande île ;

Une cité-État (Singapour).

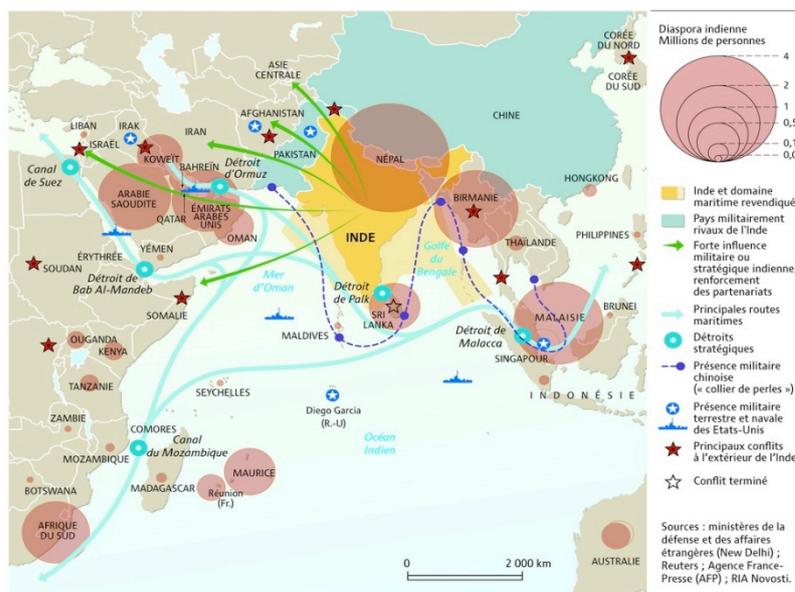
L'Indonésie couvre 1,91 millions de km², Birmanie et Thaïlande plus 500 000, Philippines, Malaisie et Vietnam environ 300 000, le Timor Oriental 15 000, Brunei 5800 et Singapour 714.

➤ Par le peuplement et la population :

Des peuplements autochtones : Birmans, Malais, Thaïs, Khmers, Philippins, Vietnamiens, ou allogènes, du fait des migrations, des colonisations européennes, des diasporas chinoise (30 millions – Singapour 70 %) et indienne.

L'importance des populations : 400 000 habitants à Brunei, 1,2 millions au Timor-Oriental, 5 millions à Singapour, 100 aux Philippines et 251 en Indonésie.

La diaspora indienne.



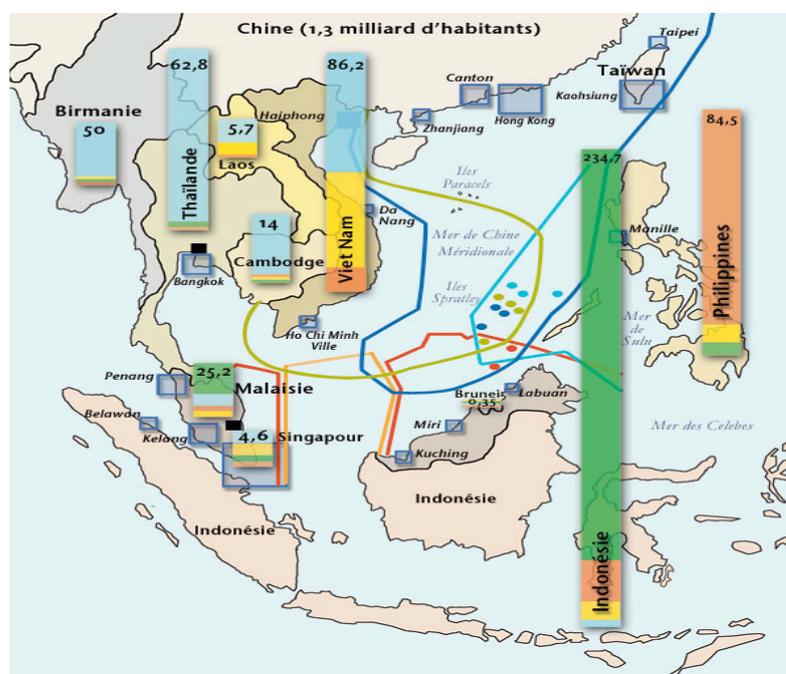
La diaspora chinoise en 2001.

même si la rivalité triangulaire entre Vietnam, Cambodge et Chine contredit la théorie à la fin des années 70.

☒ Avec la fin de la guerre froide, l'Asie du Sud-Est n'est plus en guerre, et le communisme ne fait plus peur, malgré le Vietnam et plus au nord la Chine, il est vrai tous deux engagés dans un processus de croissance qui les rapproche de leurs voisins asiatiques. L'élargissement de l'ASEAN au Vietnam en 1995, et au reste des pays pauvres de la région, Brunei (1984), Laos (1997), Birmanie (1997), Cambodge (1999) en est la plus spectaculaire conséquence. L'association est devenue progressivement un cadre de coopération politique et économique non contraignant et basé sur le consensus. En 1976, le « *Traité d'amitié et de coopération* » interdit le recours à la force pour régler les différends entre les États et privilégie le dialogue ainsi que le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États membres.

➤ **Par les religions :**

Bouddhisme en Birmanie, au Cambodge, en Thaïlande et au Laos,
Islam en Indonésie, Malaisie et Brunei,
Christianisme aux Philippines et au Timor-Oriental.



➤ **Par les langues :**

Les langues officielles en Asie sont des langues autochtones quasiment dans tous les États. En conséquence, de nombreuses langues locales sont menacées par la pression d'autres langues locales et non par les langues coloniales, comme il en est souvent le cas dans d'autres continents. Malgré tout, il y a des États où des langues comme l'anglais ou le français sont aussi des langues officielles. Ainsi, l'anglais est-il co-

officiel dans plusieurs Etats comme Singapour tandis que le français est très présent dans plusieurs Etats tels que le Cambodge ou le Vietnam.

Il existe aussi des langues qui n'ont presque plus d'utilisateurs (731 langues recensées en Indonésie), que des langues au plus grand nombre d'utilisateurs du monde, comme le chinois ou le hindi. Dans les cinq langues que l'on parle le plus dans le monde, trois - le chinois, le hindi et le bengali — sont asiatiques.

➤ **Par l'économie :**

En dehors de quelques exceptions, le Japon, Hong-Kong et l'île de Singapour, l'Asie n'était pas encore capitaliste dans les années 1950. Les économies asiatiques étaient alors essentiellement rurales et paysannes, même si ce mode d'organisation n'excluait pas des îlots « *capitalistes* ». Leur présence dépendait souvent de l'entreprise coloniale (administrateurs, gérants de sociétés de commerce, planteurs etc.). Globalement, la paysannerie dominait largement, l'autosubsistance était le modèle dominant et la division du travail occupait une faible place. L'importance des échanges de biens était relative, leur régularité incertaine.

Dans un contexte dominé par l'autosubsistance, les « *Quatre Dragons* » (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan) furent les premiers à enclencher la révolution capitaliste au cours des années 1960. Les « *Tigres* » du sud-est asiatiques (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) les suivirent au cours des années 1970-1980 et enfin les démocraties populaires (Cambodge, Chine, Laos, Vietnam), l'Inde et la Birmanie à partir des années 1980 et surtout 1990. Les transformations parfois séculaires ailleurs s'opèrent en quelques décennies en Asie et deviennent observables « *in vivo* ». La dynamique accélérée de croissance et d'ouverture internationale résulte directement de l'approfondissement de la place du capitalisme sous différentes formes au sein de l'espace asiatique, quand il ne s'agit pas, pour certains des pays d'Asie du Sud-Est socialistes et/ou dits « *enclavés* » (Vietnam, Laos, Cambodge), de sa naissance-même et de son déploiement. A ce titre, l'Asie du Sud-Est épouse totalement le mouvement de mondialisation, à la fois comme sujet et comme acteur.

Les conditions politiques de ce déploiement sont essentielles, et il ne faut pas minimiser l'importance de l'État. D'une part il met en place les conditions institutionnelles nécessaires à l'épanouissement du capitalisme dans sa forme agraire notamment (grandes plantations indonésiennes ou malaises), mais aussi par la normalisation des productions sur les standards internationaux, et d'autre part, il impose des programmes d'industrialisation. Par son action, il est alors qualifié d'État développeur, il porte autoritairement des programmes pour atteindre un objectif (production hydroélectrique au Laos), il planifie et il noue des alliances politiques à dessein.

La subordination des administrations locales par rapport à l'État est généralement forte. Cependant, selon les pays, les liens de subordination sont variables et l'autonomie, les prérogatives des acteurs locaux plus ou moins étendues. Au Cambodge, en Chine, en Inde, au Laos et au Vietnam l'État central impose à la dimension locale un cadre et des objectifs et, à l'intérieur de ce cadre, les acteurs locaux disposent d'une grande liberté d'initiative. Dans un contexte où le capitalisme se développe, les administrations locales rivalisent pour attirer investisseurs et entrepreneurs. Elles proposent de nombreuses mesures fiscales et sociales pour limiter les coûts face à la concurrence internationale axée sur le prix, jusqu'à de véritables situations de non-droit.

☒ **Les Produits Intérieur Brut :**

- Indonésie 878 milliards \$;
- Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour 216 à 366 milliards \$;
- Vietnam 142 milliards \$;
- Birmanie 50 milliards \$;
- Cambodge, Laos, Brunei moins de 20 milliards \$.

Les revenus par tête (en parité de pouvoir d'achat) s'échelonnent de 1 400 \$ pour la Birmanie à 61 400 \$ pour Singapour (soit plus qu'aux États-Unis) : 2 400 \$ pour le Cambodge, 3 100 \$ le Laos, 3 600 \$ le Vietnam, 4 700 \$ pour l'Indonésie, les Philippines et le Timor Oriental, 9 800 \$ pour la Thaïlande, et 17 000 \$ pour la Malaisie et 55 000 \$ pour Brunei. (à titre indicatif : 6 000 \$ pour la Chine).

☒ **Les taux de croissance de ces PIB**, en moyenne, de 2005 à 2012 :

- Plus de 4% aux Philippines et en Malaisie ;
- Environ 6% en Indonésie, au Cambodge, au Vietnam, à Singapour ;
- Environ 8% en Birmanie et au Laos ;
- Seule la Thaïlande est en retrait, à plus de 3% de croissance annuelle.

Données Economico-Sociales des Etats de l'ASEAN.

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Timor Oriental	Viet-nam
Superficie en km ²	678 000	5 765	181 035	1 919 440	236 800	330 290	300 000	714	513 120	14 919	331 212
Population en millions	55	0,4	15	251	6,7	30	106	5,5	67	1,2	92
Economie											
P.I.B. en Md \$	50,2	15,6	13,2	878	7,9	247,6	216,1	266,5	366	2,8	142
P.I.B./hab	913	38500	880	3498	1179	8253	2039	48455	5463	2333	1543
P.I.B./hab en PPA	1400	55300	2400	4950	3100	17200	4400	61400	9820	4700	3635
Social											
Fécondité	2	1,6	2,8	2,6	3,2	2,1	3	1,3	1,6	5,7	2,1
Natalité pour mille	18	17	25	21	26	18	21	10	12	33	17
Mortalité pour mille	9	3	6	6	6	5	5	5	8	7	7
Espérance de vie :											
H	63	77	61	68	66	72	66	80	71	65	70
F	67	79	64	72	69	77	72	84	78	68	76
I.D.H.	0,498	0,855	0,543	0,629	0,543	0,769	0,654	0,895	0,69	0,576	0,617
Dépenses en % P.I.B.											
Santé	2	2,5	5,8	5,5	6,5	4,4	3,8	3,9	4,3	12,3	7,2
Education	0,8	3,3	2,6	3	3,3	5,8	2,7	3,3	3,8	10,1	5,3
Défense	2,1	2,4	1,5	0,7	0,2	1,6	1,1	3,6	1,6	2,6	2,2

Sources : CNUCED et Images économiques du monde 2014, Armand Colin, 2013.

Part des exportations avec la Chine dans les exportations totale des pays d'Asie.

	Principaux membres de l'ASEAN									Asie du Sud
	1 ^{ère} Vague des Nouveaux pays industrialisés : les "4 dragons" d'Asie Orientale				2 ^{ème} Vague des Nouveaux pays industrialisés : Les "Tigres" d'Asie Orientale				3 ^{ème} Vague	
	Hong-Kong	Corée du Sud	Taïwan	Singapour	Malaisie	Indonésie	Thaïlande	Philippines	Viêt-Nam	
2005	45	21,8	22	5,2	6,6	7,8	8,3	9,9	9,9	6,5
2010	52,7	25,1	28	7,6	12,6	9,9	11,1	11,1	8,9	7,9
Taux de variation	17%	15%	27%	47%	92%	27%	33%	12%	-11%	21%

➤ **Par les structures politiques :**

Le continent asiatique se transforme : la population est jeune et augmente rapidement, l'urbanisation y est accélérée, les échanges commerciaux au sein des pays, entre les pays asiatiques et avec le reste du monde explosent.

De manière paradoxale, la stabilité politique, accompagnée de tendances autoritaires semble être caractéristique de l'Asie. Les transformations économiques ne s'accompagnent pas d'une évolution marquée dans le domaine politique. Le jeu politique est un stabilisateur surtout dans le domaine social : maintien de l'emprise du parti unique en Chine, au Vietnam et au Laos ou encore stabilisation en Malaisie par un islam local à la fois conservateur et souple, compatible avec l'essor du capitalisme. Par contre, au Brunei, le sultan Hassanal Bolkia vient d'instaurer la loi islamique (charia), malgré les craintes des fortes minorités bouddhistes et chrétiennes.

Dans les pays de l'ASEAN pluripartites, une longévité remarquable des partis gouvernants et une étonnante continuité du pouvoir (Indonésie, Malaisie, Singapour) s'installent, dans le cadre d'une démocratie ... aléatoire. Ainsi, en Malaisie, le parti au pouvoir depuis la fin des années 1950, s'est-il vu reconduit aux élections générales de 2013. Il en est de même en Thaïlande (2012) et au Timor-Est, et la Birmanie évolue lentement, sans véritable rupture après l'abandon du régime militaire.

Toutefois, la stabilité politique n'empêche pas les tensions, conflits locaux en zones rurales ou dans les périphéries des États, mouvements séparatistes avec ou sans substrat religieux, mouvements sociaux résultant des transformations économiques, mais la stabilité globale persiste. Un jeu complexe de compromis et d'articulations entre bureaucratie et secteur privé, entre entrepreneurs et politiques, développe un écheveau souvent malsain, où la corruption est le mode normal de gestion : *ersatz capitalism*, sans réelles capacités de développement car le profit est extorqué massivement par un petit groupe d'individus étroitement liés les uns aux autres, *cronycapitalism* (capitalisme de copinage), où la ressource publique est distribuée au cercle familial et à ses affidés. La connexion est fréquente aussi entre élites politiques, bureaucratiques, militaires, et investisseurs étrangers, notamment chinois (« *économie des casinos* » au Laos et au Cambodge).

Les inégalités de revenus sont une autre caractéristique commune aux pays de l'Asie du Sud-est, avec un nombre considérable de laissés pour compte. Au-delà de la question de la croissance, ces pays doivent gérer une évolution socio-économique susceptible de remettre en cause la légitimité des pouvoirs en place, de leurs réseaux et de leurs prébendes (Hun Sen au Cambodge).

Annexe 2

Les organisations régionales en Asie du Sud-Est.

Les structures régionales du système international en Asie du Sud-Est se définissent par trois caractéristiques : une très grande diversité, un faible niveau d'intégration et une primauté de la coopération économique centrée sur l'instauration de zones de libre-échange.

- La situation géopolitique de la région est un des facteurs de la diversité des organisations locales : « *angle de l'Asie* », l'Asie du Sud-Est est en effet en contact avec tous les ensembles régionaux du Pacifique : à l'ouest, l'Océan et le sous-continent indiens ; au nord, l'Asie orientale elle-même plurale sur le plan sociopolitique : Russie, Chine, Japon, les deux Corées et Taïwan ; au sud, Australie, Nouvelle-Zélande, au nord-est : Etats-Unis, Canada, au sud-est et à l'est : archipels pacifiques et Amérique Latine. Elle a donc vocation à participer de façon plus ou moins directe aux multiples organisations de ces divers ensembles.
- Les importantes différences existant sur tous les plans entre les onze pays de l'Asie du Sud-Est (notamment les cinq Etats les plus peuplés de l'ASEAN représentent 91% de la population totale) entraînent une certaine méfiance à l'égard de toute intégration. Les dix Etats préfèrent une formule souple de consensus. Ainsi, l'ASEAN fondée, en 1967, par une simple déclaration commune n'a élaboré une charte, au demeurant peu contraignante, qui n'est entrée en vigueur qu'en 2008. De même, l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) n'est fondée sur aucun traité. Dans la plupart des cas, une coopération pragmatique, fondée essentiellement sur des réunions régulières, l'emporte sur tout formalisme juridique.
- La formulation des finalités de la plupart des organisations internationales régionales est assez générale et évoque les principaux domaines économiques, sociaux et culturels et même les questions de sécurité derrière les termes génériques de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement et de la paix ; toutefois, dès que les objectifs concrets sont abordés, c'est l'aspect économique qui l'emporte et même plus précisément la régulation du commerce international dans la perspective d'instauration de zones de libre-échange.

Sur ces bases on pourrait tenter de les regrouper selon deux axes principaux : la multiplication de structures satellitaires autour de l'ASEAN et la création d'organisations manifestant la suprématie d'une puissance.

1. – DIVERSIFICATION DES STRUCTURES LIÉES À L'ASEAN.

L'ASEAN (ou ANASE : Association des Nations de l'Asie du Sud-est) a été créée en 1967 à Bangkok par une déclaration commune des ministres des Affaires Etrangères de cinq états : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande. Elle succède à l'Association of South-East Asia (ASA), alliance entre Philippines, Malaisie, Thaïlande depuis 1961. Destinée à assurer le développement et la paix par une coopération économique, sociale et culturelle, elle vise, dans la perspective de la guerre froide à éviter l'extension du communisme tout en se tenant à l'écart de la guerre du Vietnam. Progressivement élargie (1984 : Brunei ; 1995 : Vietnam ; 1997 : Laos, Birmanie ; 1999 : Cambodge. En principe 2015 : Timor Oriental), elle présente une organisation souple : présidence tournante, sommets réguliers des chefs d'Etat et de gouvernement, conférences ministérielles, comité permanent et secrétariat général.

- Développement des instances spécialisées de l'ASEAN : en vue du développement de son intégration l'ASEAN a prévu la mise en œuvre de 3 communautés politique, économique et socioculturelle comportant dans un premier temps la réunion régulière des ministres spécialisés :
 - ☒ Communauté Politique et de sécurité : AICHR (Commission intergouvernementale de l'ASEAN sur les droits de l'Homme) AMM (Réunion des ministres de l'ASEAN, notamment ministres des Affaires Etrangères, de la Défense et de la Justice) AMMTC (réunion interministérielle de l'ASEAN sur le crime transnational) ARF (Asia Regional Forum) ;

☒ Communauté Economique : réunions des ministres de l'économie (AEM), notamment : énergie, agriculture et forêt, finances, mines, science et technologie, transports, télécommunications, tourisme :

- AFTA : zone de libre-échange ;
- AIA : zone d'investissements ;
- AMBDC : Développement et coopération du bassin du Mékong ;
- IAI : initiative pour l'intégration de l'ASEAN ;
- NDG : initiative pour réduire les différences de développement.

☒ Communauté Socioculturelle : réunions des ministres : culture, gestion des catastrophes, éducation, environnement, santé, information, travail, développement rural, science et technologie, bien-être social et développement, femmes, jeunesse.

- COP of AATHP : conférence des parties à l'accord sur la pollution atmosphérique transfrontalière.

➤ Organisation géographiquement élargies (ASEAN +) :

☒ CAFTA : zone de libre-échange élargie à la Chine (accord en 2002, mise en œuvre en 2010).

☒ ASEAN+3 : Chine, Japon, Corée du Sud : développement, à partir de 1995, pour coordonner l'action des puissances asiatiques face à l'instauration du dialogue avec l'Europe (ASEM).

☒ Asia Europe Meeting (ASEM) : cadre informel de dialogue né d'une idée franco-singapourienne, en 1996, ouvert à tous les échanges : aujourd'hui 51 membres : 10 membres ASEAN, ASEAN organisation, 27 UE, Commission Européenne, Suisse, Norvège, Australie, Bangladesh, Chine, Corée, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande, Mongolie, Pakistan, Russie. Sommets bisannuels préparés l'année précédente par la rencontre des Ministres des Affaires Etrangères. Denier sommet Vientiane 2012.

☒ East Asia Summit (EAS) : (depuis 2005) : Asean+ 3, Inde, Australie, Nouvelle Zélande, Etats-Unis, Russie : sommet annuel. A partir de cette structure, existent plusieurs projets plus ou moins concurrents d'accords commerciaux non encore aboutis : Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), East Asia Free Trade Agreement (EAFTA), Comprehensive Economic Partnership in East Asia (CEPEA).

☒ La Chiang Maï Initiative, lancée en 2000 à l'initiative du Japon et multi-latérisée en 2010 a instauré entre les membres de l'ASEAN+ 3 un accord de règlement financier.

☒ La Banque Asiatique de Développement (BAD), créée dès 1966, est un cas particulier : instaurée à l'initiative du Japon qui en reste le principal contributeur, elle joue un rôle important dans le financement de nombreux projets de développement locaux mais comprend 67 membres : 48 pour l'Asie Pacifique (tous les pays de la région) et 19 extérieurs : Etats-Unis, Canada et Europe).

☒ Asia Regional Forum (ARF) : créé, en 1994, dans le cadre de l'ASEAN pour permettre un dialogue régulier sur les **problèmes de sécurité** de la région, il comprend aujourd'hui 27 membres : Australie, Bangladesh, Brunei, Cambodge, Canada, Chine, Union Européenne, Inde, Indonésie, Japon, République Démocratique de Corée (N), République de Corée (S), Laos, Malaisie, Myanmar (Birmanie), Mongolie, Nouvelle Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle Guinée, Philippines, Russie, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor Oriental, Etats-Unis, Vietnam. Réunions annuelles.

☒ Shangri La Dialogue : sur le même thème sécuritaire mais dans la perspective d'un *think tank*, l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres(ISS) réunit chaque année dans une capitale d'Asie du Sud Est un colloque auquel participent aussi bien des représentants des gouvernements que des experts ou des membres d'ONG.

- Organisations sous régionales : Il existe dans la région de nombreuses organisations sous régionales destinées à mettre en œuvre des projets de développement locaux souvent financés par la Banque Asiatique de Développement. Peuvent notamment être cités les pôles de croissance (Growth Poles) : par exemple SIJORI : Singapour/Johor(Malaisie)/Riau (Indonésie) ; IMT (Indonésie, Malaisie, Thaïlande), BIMP (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines) GMS (Great Mekong Subregion). Pour cette dernière on peut s'interroger sur la compatibilité avec la Mekong River Commission et l'ASEAN Mekong Basin Development Cooperation (AMBDC), exemple caractéristique de« *millefeuille* » asiatique !

Toutes ces organisations sont plus ou moins centrées sur l'ASEAN même si des puissances comme la Chine ou le Japon y exercent une importante influence. Il faut donc les distinguer de deux autres organisations plus marquées par le leadership de puissances périphériques, en l'espèce l'Inde et les Etats-Unis.

2. - ORGANISATIONS MANIFESTANT UNE VOLONTÉ DE SUPRÉMATIE D'UNE PUISSANCE.

C'est le cas de la SAARC et de l'APEC.

- La South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC) instaurée en 1983 à l'initiative du Bangladesh mais dominée par l'Inde est marginale par rapport à l'Asie du Sud Est puisque seule la Birmanie y figure, avec seulement un statut d'observateur. Elle aurait toutefois put faciliter l'influence de l'Inde dans une région élargie si celle-ci l'avait orientée vers l'Est. Mais les tensions et conflits : Inde/Pakistan, Afghanistan, Sri Lanka... ont empêché son développement et son bilan est limité de même que son rôle géostratégique.
- L'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) créé en 1989 pour améliorer la croissance économique de la région Asie Pacifique en développant les échanges notamment par la réduction des tarifs (Objectifs de Bogor). 21 membres réunis dans un cadre très souple (pas de traité constitutif, engagements non contraignants) : 1989 : Australie, Brunei, Canada, Corée du Sud, Etats-Unis, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande. 1991 : Chine, Hong Kong, Taïwan. 1993 : Mexique, Papouasie-Nouvelle Guinée. 1994 : Chili. 1998 : Pérou, Russie, Vietnam. Cet ensemble représente plus du tiers de la population du monde, 60% du PIB et 47% du commerce. Les Etats-Unis entendent utiliser l'APEC pour exercer leur influence comme le montre les négociations en vue d'un Accord Stratégique Trans-Pacifique de Partenariat Economique(TPP). Au départ(2006) projet de 4 « *petits* » : Brunei, Chili, Nouvelle Zélande, Singapour, rejoints en 2011 par le Canada, le Japon, les Etats-Unis et le Mexique puis par l'Australie, la Malaisie, le Pérou et le Vietnam, cet ensemble de 12 exclut la Chine et la Russie et regroupe essentiellement des « *clients* » des Etats-Unis qui comptent y jouer un rôle déterminant.

Dépenses militaires en Asie du Sud-Est (2012).

(en millions de dollars)

	Dépenses en millions de \$	Dépenses en % de P.I.B.	Evolution entre 2002 et 2012 en %
Singapour	9 722,00	3,6	17
Indonésie	6 866,00	0,8	125
Thaïlande	5 387,00	1,5	61
Malaisie	4 697,00	1,5	35
Vietnam	3 363,00	2,4	131
Philippines	2 977,00	1,2	30
Brunei	411,00	2,4	14
Cambodge	217,00	1,6	84
Timor	37,70	0,7	N.C
Laos	18,70	0,2	-30

Le secteur de l'armement en France.

(en milliards d'euros)

	Composantes du chiffre d'affaires armement de l'industrie française			Les importations et les exportations des matériels d'armement en France		
	France	Export	Total	Importations	Exportations	Taux de couverture en %
2002	9,40	4,40	13,80	0,685	3,287	480
2003	10,30	4,30	14,60	0,737	2,499	339
2004	10,40	7,10	17,50	0,810	4,873	602
2005	10,80	3,80	14,60	1,006	3,060	304
2006	10,20	4,00	14,20	0,985	2,719	276
2007	9,20	4,60	13,80	1,141	3,839	336
2008	10,40	3,20	13,60	1,297	3,480	268
2009	9,90	3,70	13,60	1,294	3,810	294
2010	11,20	3,80	15,00	1,404	3,789	270

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 2002 à 2011

(par région géographique).

(en millions d'euros)

	Commandes		Livraisons	
	cumulées	%	cumulées	%
Afrique du Nord	2 452,10	4,32	1 217,30	2,63
Afrique Subsaharienne	808,50	1,43	732,80	1,58
Amérique du Nord	2 922,30	5,15	1 798,20	3,89
Amérique Centrale et Caraïbes	537,10	0,95	206,20	0,45
Amérique du Sud	6 729,20	11,87	1 158,50	2,50
Asie Centrale	393,10	0,69	54,00	0,12
Asie du Nord-Est	2 689,10	4,74	1 820,70	3,93
Asie du Sud-Est	3 753,60	6,62	3 623,50	7,83
Asie du Sud	7 530,10	13,28	3 420,80	7,39
Proche et Moyen Orient	13 379,90	23,60	18 015,20	38,93
Union Européenne	8 705,10	15,35	9 806,10	21,19
Autres pays européens	3 495,90	6,17	1 863,00	4,03
Océanie	1 802,00	3,18	1 480,00	3,20
Divers	1 499,90	2,65	1 077,80	2,33
Total	56 697,90	100	46 274,10	100

Source DGA –Rapport au Parlement 2012 sur les exportations d'armement de la France

Annexe 4

Les ambitions (navales) chinoises : puissance régionale ou destinée mondiale ?⁴⁷

⁴⁷Synthèse réalisée à partir des documents suivants :

Ouvrages :

*La Chine est l'une des civilisations les plus anciennes du monde*⁴⁸, le territoire chinois couvre aujourd'hui 9,6 millions de km². Ces frontières terrestres s'étendent sur 22 000 km, son littoral s'étire sur 18 000 km englobant près de 4.000 îles.

Elle a connu deux grandes périodes d'expansion navale. Il y a sept siècles la dynastie sino-mongole des Yuan attaque le Japon, le Vietnam et l'Indonésie. Un siècle plus tard, libérée de l'envahisseur mongol, la dynastie Ming lance les grandes flottes de l'amiral eunuque Zheng He dans l'Océan Indien. Sept expéditions successives (1405-1433) conduisent à une domination chinoise sur l'Asie insulaire, les côtes indiennes, la péninsule arabique et la corne de l'Afrique. Ces deux épisodes vont demeurer sans suite : en mai 1421, l'empereur Hongxi ordonne, essentiellement en raison de leur coût mais aussi des rivalités entre eunuques et mandarins, la fin des expéditions, le démantèlement de la flotte, la destruction des archives impériales la concernant pour recentrer l'effort de défense chinois sur les menaces terrestres⁴⁹. Ainsi, si l'empire mandchou des Qing conquiert Taïwan en 1683 c'est uniquement parce qu'elle est entre les mains d'un fidèle de la dynastie précédente des Ming. L'empire chinois s'est définitivement détourné de la mer, il entretient seulement des milices pour lutter contre la piraterie endémique. Ce positionnement terrestre s'explique par l'absence de menace sérieuse pouvant venir de la mer. Aussi au XIX^{ème} siècle l'empire chinois ne peut-il s'opposer au forçage de ses ports. En 1842 le Royaume Uni, puis la France, la Russie et les Etats-Unis imposent les traités « *inégaux* » ouvrant la période des concessions étrangères sur le territoire chinois et ce malgré un regain d'intérêt impérial pour sa marine⁵⁰. En 1911 lors de la fondation de la République de Chine les bâtiments de la marine se louent aux seigneurs de la guerre. La guerre civile livre la Chine aux mains des puissances étrangères⁵¹.

Créée, en 1949, avec des transfuges de la flotte nationaliste, la marine de l'Armée Populaire de Libération (APL) va permettre la reconquête du littoral à l'exception des deux îlots de Kinmen et Matsu, à proximité de la province du Fujian⁵². Engagée contre les Etats-Unis en Corée (1950-1953), la Chine reste impuissante face à la menace exercée par les porte-avions américains. Mao lance alors un programme nucléaire (1953) et ordonne, en 1958, la construction d'un SNLE (Sous-marin

CHANTRIAUX Olivier, FLICHY de LA NEUVILLE Thomas, *Le basculement océanique mondial*, Lavauzelle Graphic, 2013, 149 p.

LAMBERT Denis, *Géopolitique de la Chine, Du bronze antique au plutonium*, Ellipses, 2009, 549 p.

PICQUART Pierre, *La Chine : une menace militaire ?*, Editions Favre, 2013, p. 78.

SAMAAN Jean-Loup, *La menace chinoise, une invention du Pentagone ?*, Vendémiaire Editions, 2012, 171 p.

Articles :

DUCHATEL Mathieu, SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « La modernisation de la marine chinoise : priorités régionales, ambitions globales ? », in collection *Mondes Emergents*, Edition 2011-2012, p. 61 – 78.

LACROIX-LECLAIR Jérôme, Stratégie maritime chinoise : quelle dynamique, 30 septembre 2012,

<http://www.diploweb.com/Strategie-maritime-chinoise-quelle.html>

STALH Frédéric, « Les frégates chinoises type « Jiangkai » », in *Navires et Histoire* n° 73, août-septembre 2012, pp 18 à 29.

STALH Frédéric, « Les destroyers chinois type « Luyang » », in *Navires et Histoire* n° 74, octobre-novembre 2012, pp 22 à 29.

SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Où en est le programme de porte-avions chinois ? », *Défense & sécurité Internationale* n° 101, Mars 2014, pp. 90 à 97.

48La Chine antique débute 8.000 ans avant notre ère. Son histoire écrite a plus de 4.000 ans.

49A la mort de l'empereur Hongxi (1425), son successeur permet à Zheng He de mener une septième et dernière expédition (1430-1433) qui sera la plus importante. La flotte chinoise à son apogée comptait 70 vaisseaux et 30 000 hommes.

50Si à l'image du Japon la Chine lance un programme de modernisation de sa flotte dans la seconde moitié du XIX^e siècle par l'achat de croiseurs modernes réalisés par les Français et les Britanniques dans les arsenaux de Fuzhou et Shanghai et des cuirassés achetés en Allemagne, la marine impériale chinoise est vaincue en 1884 par la flotte française à Fuzhou puis par la flotte japonaise sur le Yalu lui permettant de s'emparer de la Corée et de Taïwan.

51Les effectifs de la marine seront finalement versés dans les forces terrestres de Tchang Kai-Tchek pendant la « *guerre de résistance contre l'occupant japonais* » de 1937 à 1945.

52Mao laisse ces îles sous contrôle nationaliste car il considère, à juste titre, qu'elles lient irrémédiablement le destin de Taïwan à celui de la Chine continentale.

Nucléaire Lanceur d'Engins). L'alliance avec l'URSS permet à la Chine d'apprendre à construire sous-marins et navires de surface ce qui soulève par ailleurs une hostilité dans les rangs du parti communiste chinois et de l'armée de terre de la part des partisans d'une défense continentale et populaire. La rupture avec l'URSS en 1960 donne une nouvelle mission à la marine chinoise. Après l'attaque décidée par Mao contre l'URSS en 1969, la défense maritime doit toujours éloigner les porte-avions américains mais aussi prévenir un débarquement soviétique en mer Jaune qui menacerait Pékin.

Les réformes économiques lancées, à partir de 1978, par Deng Xiaoping marquent une rupture majeure. Lors du troisième plénum du XI^{ème} Comité Central du parti communiste, Deng Xiaoping lance les quatre modernisations⁵³ dont celle de la défense nationale. L'ouverture vers l'Occident permet d'obtenir des technologies sensibles⁵⁴. En 1985, Pékin inaugure une nouvelle doctrine de défense (*jinyangfangyu*) jusqu'à la première chaîne d'îles dans le Pacifique occidental. Promue par l'amiral Liu Huaqing, elle insiste sur une probabilité plus importante qu'auparavant de déclenchement de conflits périphériques tout en réaffirmant la volonté de s'emparer de Taïwan. Pékin veut dès lors défendre sa souveraineté dans ses eaux territoriales, et sa nouvelle ZEE de 200 milles nautiques, mais aussi appuyer ses prétentions dans les territoires maritimes disputés de la mer de Chine. La fin de l'URSS fait disparaître la menace principale mais la victoire rapide de la coalition conduite par les Etats-Unis lors de la guerre du Golfe (1991) provoque une redéfinition de la doctrine de l'Armée Populaire de Libération qui privilégie désormais l'offensive dans « *des conditions de hautes technologies* ». Lorsque le mouvement indépendantiste taïwanais prend de l'essor, la modernisation de la marine chinoise s'accélère dans le cadre du 9^{ème} Plan quinquennal (1995-2000). La Chine se doit alors de dissuader Taïwan de proclamer son indépendance et aux porte-avions américains d'intervenir⁵⁵. Le 5^{ème} Livre blanc chinois de 2004 insiste sur le concept « *d'opérations défensives au-delà des côtes* ». Le 7^{ème} Livre blanc (2008) donne à la marine la charge de « *la sécurité, des droits et des intérêts maritimes de la Chine* »⁵⁶. La modernisation de la marine chinoise répond donc à l'objectif de pouvoir reprendre Taïwan par la force, de défendre les revendications maritimes, de dissuader les ingérences et la mise en place d'un blocus à l'encontre du développement économique de la Chine.

Conduisant simultanément des programmes de construction de SNLE, SNA, sous-marins conventionnels, destroyers, frégates et transports d'assaut, la Chine poursuit l'un des programmes navals les plus ambitieux du monde⁵⁷. La flotte militaire chinoise occupe désormais le troisième rang en tonnage derrière les Etats-Unis et la Russie mais devant le Royaume Uni, le Japon, la France et l'Inde. Centrée sur des priorités asiatiques, la modernisation des forces armées chinoises montre des préoccupations plus globales pour protéger les intérêts économiques chinois. Sa

53Ce programme a initialement été conçu par Zhou Enlai en 1975.

54Entamé en 1971, le rapprochement stratégique sino-américain est conclu en 1979 par l'établissement de relations diplomatiques qui s'accompagne de la vente d'armes à la Chine pour fixer l'URSS sur le "front oriental". Dans les années 1980, les transferts technologiques effectués par les pays occidentaux permettent à la Chine de faire un premier bond capacitaire [système de combat Tavitac et missiles antiaériens Crotale naval français (Thomson CSF), canons de 100 mm, senseurs anti-sous-marins italiens (Alenia/Selenia) et français (Thomson Syntra), radars français Sea Tiger (Thomson CSF) néerlandais (Hollandse) et italiens (RAN 10S), système de guerre électronique néerlandais (Hollandse), torpilles italiennes A244S (Whitehead) et américaines Mk 46, hélicoptères navals français Super Frelon et Dauphin (Aérospaciale), moteurs diesels français et allemands (Pielstick, MTU, Mann), petits turboréacteurs français pour missiles antinavires (Microturbo)].

55En 1995-1996 la Chine tire des missiles devant les ports taïwanais pour intimider la population appelée pour la première fois à élire un président au suffrage universel direct. Message reçu à Taïpei, le gouvernement indépendantiste taïwanais au pouvoir de 2000 à 2008 ne proclame pas l'indépendance.

56Les élections de 2008 amènent au pouvoir à Taïwan Ma Ying-Jeou du Kuomintang, les relations entre les deux rives du détroit de Formose s'améliorent.

57Le 10 juin 2011, le porte-avions Liaoning, effectuée sa première sortie. Acheté en 1998 à l'Ukraine par l'intermédiaire d'une société de Macao il est transformé dans un chantier de Dalian pendant huit ans.

diplomatie navale est de plus en plus active, elle prend ses marques notamment dans l'Océan Indien, un espace maritime majeur dans la mondialisation⁵⁸.

Au-delà de cet effort majeur, quelle est la réalité de la puissance chinoise et quel sens lui donner ?

1 - LA VISION GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE CHINOISE.

« *Des frontières sûres et stables sont nécessaires pour assurer à la Chine une de ses priorités majeures : la poursuite de son développement économique dans un espace unifié, sécurisé et non contestable* »⁵⁹. L'Empire du Milieu ne prêtait pas beaucoup d'attention à ses frontières et à ses limites notamment à l'ouest de son territoire, la frontière est un concept apparu seulement au début du XX^{ème} siècle dans l'histoire chinoise⁶⁰.

11 - Une frontière terrestre en grande partie sécurisée.

Sur quel paradigme repose aujourd'hui la vision chinoise du monde ? La Chine sort-elle de ses frontières ou essaie-t-elle de régler des désaccords issus de plusieurs siècles de conflits et d'histoires communes ?

Les nombreuses revendications régionales sont classiquement issues d'accords ou de traités ne prenant pas en compte les cultures en place ou les aspects naturels des espaces convoités. La Chine partage ses frontières terrestres avec 14 pays. Tous les contentieux terrestres ne sont pas résolus même si Pékin affirme que 90% des litiges qui l'opposaient à ses voisins sont réglés. La Chine et l'Inde partagent une frontière terrestre de 3.380 km. Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, plusieurs conflits ont émaillé les relations entre les deux nations. Les offensives militaires chinoises en 1959 et 1962 ont permis la conquête de territoires toujours revendiqués par l'Inde aujourd'hui⁶¹. Malgré un accord signé en 2005, les deux parties ne s'entendent pas sur le tracé de leurs frontières. L'Aksai Chin et la vallée du Shaksgam contrôlés par la Chine sont revendiqués par l'Inde alors que la Chine réclame la région de l'Arunachal Pradesh. Plus de cinquante ans après la guerre sino-indienne la situation reste figée. Tout en augmentant leurs capacités nucléaires, Pékin et Delhi ont renforcé leurs capacités militaires dans la région⁶². La visite du premier ministre chinois Li Keqiang en mai 2013 ne semble pas avoir permis d'aplanir les différents entre les deux grands⁶³. Les liens Chine / Pakistan, le déficit commercial de l'Inde face à la Chine, la stratégie du collier de perles qui se traduit par des implantations portuaires chinoises dans l'Océan Indien et la présence dans le golfe d'Aden d'une flotte chinoise impliquée dans la lutte contre la piraterie constituent pour Delhi autant de sources d'inquiétudes majeures⁶⁴.

58Depuis décembre 2008, et une première participation à l'opération internationale de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, la marine chinoise assure une présence permanente sur zone d'un détachement de trois bâtiments.

59In Pierre Picquart, « *La Chine : une menace militaire ?* », Editions Favre, 2013, p. 78.

60Même phénomène pour les espaces maritimes : ce sont les Occidentaux lors de la création de leurs empires coloniaux qui « *exportent* » en Mer de Chine le concept de frontières maritimes.

61En octobre 1962 Mao lança 80.000 hommes à l'assaut des forces indiennes dans l'Himalaya. En 1965 Pékin menaçait l'Inde d'intervenir au côté du Pakistan. Profitant de la faiblesse apparente de l'Inde après sa défaite face à la Chine, le Pakistan déclencha une guerre qu'il perdit.

62En 2013, deux divisions indiennes (66.000 hommes) ont pris position près de la province de l'Arunachal Pradesh revendiquée par la Chine.

63Le 23 octobre 2013, l'Inde et la Chine ont conclu un accord de coopération visant à déjouer les risques d'affrontement dans la zone himalayenne par la mise en place d'un téléphone rouge et l'exercice d'une « *retenue maximale* » en cas de confrontation.

64L'océan Indien est perçu par New Delhi comme étant une « *mare India* ».

12 - Les tensions persistantes sur la façade maritime.

Sur sa façade maritime, la Chine perçoit quatre zones de tensions :

- *La mer Jaune* : la frontière maritime avec les deux Corée n'est pas délimitée, les provocations et surenchères régulières de Pyongyang influencent le jeu chinois. La coopération entre la Corée du Nord et la Chine fut très étroite dans le passé, cependant même si les deux pays ont renouvelé le traité de coopération signé en 1961, Pékin exprime de plus en plus ouvertement sa préoccupation vis-à-vis du programme nucléaire nord-coréen. De plus, des litiges frontaliers existent entre les deux pays et les revendications nord-coréennes sont rejetées par les Chinois⁶⁵. La réception par Pékin de M^{me} Park Geun-Hye, présidente de la Corée du Sud en juillet 2013 a fait monter la tension d'un cran. Maîtriser son allié est capital pour la Chine : tout conflit entre les deux Corée provoquerait une réaction américaine.
- *Taiwan* : une réunification, notamment selon le modèle « *un état, deux systèmes* », permettrait à la Chine un accès libre au Pacifique à travers la « *première chaîne d'îles* », une sanctuarisation pour ses SNLE (voir une ouverture vers l'océan Pacifique) et un déploiement facilité pour sa flotte de surface⁶⁶.
- *La mer de Chine orientale* : d'Okinawa aux Philippines cet espace est contrôlé par des Alliés des Etats-Unis constituant une forme renouvelée de l'endiguement antisoviétique pendant la guerre froide. Il est essentiel pour Pékin de « *briser* » cet encerclement. A l'image des tensions autour de l'archipel des Senkaku, le partage des eaux, la délimitation du plateau continental et du tracé des différentes Zones Economiques Exclusives (ZEE) entre la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan sont un enjeu majeur⁶⁷.
- *La mer de Chine occidentale* : même préoccupation pour cet espace mais avec davantage d'acteurs. Le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie et la Chine s'y opposent sur la délimitation de leurs ZEE respectives. Pékin revendique la totalité des différents archipels (Paracels, Spratleys) et ce jusqu'aux environs du détroit de Malacca.

Si, en juin 2013, Barak Obama et Xi Jinping ont affiché leurs convergences vers le début d'une nouvelle relation bilatérale, le rééquilibrage américain vers l'Asie-Pacifique est perçu à Pékin comme un soutien explicite aux revendications territoriales en Mer de Chine du Japon, du Vietnam et des Philippines.

13 -Une nouvelle vision stratégique.

Bien avant Clausewitz, les penseurs chinois Sun Zi et Sun Bin considéraient la guerre comme une option pour réaliser un objectif politique mais le combat était alors perçu comme n'étant que la reconnaissance d'un échec à imposer sa volonté sans perte économique et humaine. La stratégie apparaît comme « *un processus dialectique partant des mesures pour obtenir les capacités qui engendrent les calculs qui permettent les évaluations qui mènent à la victoire* »⁶⁸. Les moyens

65Pour Beijing les territoires acquis par le passé ne peuvent être sujets à discussion. Cependant l'accord commun signé en 1963 entre les deux parties ne semble plus aujourd'hui valide. Sur les 1416 km de frontières communes le désaccord principal concerne le plus haut sommet de la région le mont Paektu (Baekdusan en coréen).

66La marine chinoise connaît un déficit prononcé de ses capacités dans le domaine de la lutte anti sous-marine.

67Le 8 mai 2013, la tension est montée d'un cran entre le Japon et la Chine à la suite de la publication par deux universitaires chinois Zhang Haipeng et Li Guoqiang d'une tribune dans le *Quotidien du peuple* contestant la souveraineté nippone sur les îles Ryukyu dont la préfecture est Okinawa. L'archipel a été indépendant du XIVe au XVe siècle, le roi reconnaissait, pour favoriser le commerce, ses deux voisins et leurs payait un tribut à chacun.

68In Valérie NIQUET, « *Art de la guerre et stratégie en Chine. Quelques réflexions sur la conception chinoise de la stratégie* », Institut de Stratégie comparée, www.stratisc.org.

militaires sont donc envisagés comme un outil de pression autant psychologique qu'opérationnel. La Chine ordonne sa politique de défense autour de trois menaces d'importance décroissante : « *menaces sur son intégrité territoriale, menaces induites par l'hégémonie américaine, désordres et guerres locales de causes ethniques ou religieuses* »⁶⁹. Ces dernières années la stratégie de défense chinoise est passée d'une défense centrée sur sa souveraineté territoriale à une conception plus large de ses intérêts. La défense de son approvisionnement en matières premières et sources d'énergie, de ses intérêts économiques à l'échelle planétaire et de sa zone d'influence en Asie-Pacifique sont passés au premier plan. La moitié du commerce international transite désormais par la zone Asie-Pacifique. La Chine se doit de contrôler la mer de Chine, artère indispensable par laquelle passent 80 % de ses échanges. Les menaces ont également évolué : au cours de ces dix dernières années, les budgets militaires ont doublé en Asie orientale. Le budget réel de la défense chinoise est difficile à reconstituer car un certain nombre d'investissements en sont écartés comme les dépenses de recherche et de développement de l'industrie militaire, les dépenses pour les forces nucléaires, les matériels acquis à l'étranger et certaines dépenses pour l'entretien des troupes et leurs équipements qui sont pris en charge à divers échelon locaux⁷⁰. L'armée perçoit également des dividendes des entreprises qu'elle gérait⁷¹.

La Chine revendique 2,8 millions de km² d'espace maritime. Elle a ratifié en 1996 le texte de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, dite convention de Montego Bay, qui définit les règles internationales relatives à la délimitation de la souveraineté en mer et à la liberté de navigation.

Rappel

La convention délimite une **mer territoriale** de 12 nautiques à partir de la ligne de base qui est la seule (avec les eaux intérieures) à relever de la souveraineté entière de l'Etat côtier⁷². Cette zone est régie par de nombreux règlements relatifs à la navigation, à la protection des câbles, oléoducs ou gazoducs, à la conservation des ressources biologiques et à la recherche scientifique. L'Etat côtier a cependant l'obligation d'accorder un droit de passage inoffensif qui doit être rapide et continu⁷³. Tout arrêt ou mouillage peut être autorisé sous certaines conditions. La **zone contigüe** qui borde la mer territoriale permet à un Etat côtier de disposer d'un espace dans lequel il peut exercer un contrôle sur les infractions douanières et fiscales, l'immigration clandestine ou l'application de la législation dans le domaine sanitaire. Les limites maximales de cette zone sont de 24 nautiques. La **Zone Economique Exclusive (ZEE)** est une création de la conférence de Montego Bay. L'Etat côtier peut y exercer des droits souverains sur l'exploration et l'exploitation des ressources biologiques dans la colonne d'eau et sur le fond mais aussi sur les ressources en hydrocarbures ou minérales sur le fond et dans le sous-sol. Il peut également y réglementer la recherche scientifique, la protection du milieu marin. La ZEE est cependant libre d'accès pour les Etats tiers en matière de navigation, de pose de câbles, d'oléoducs ou de gazoducs sous-marins. La largeur maximale de la ZEE à

69In Edouard Valensi, « *Politique de défense et armes chinoises* », *Asie* 21, 13/02/2007.

70Une estimation publiée par le journal *Le Monde* annonce un budget de la défense portée, pour 2014, à 95,9 milliards d'Euros soit une augmentation de 12,2 % par rapport à l'année précédente. (*Lemonde.fr* Check-list 7/03/14). Les collectivités territoriales bénéficient en échange de nombreux services comme l'utilisation de bases militaires (aérodromes) mais aussi la participation aux récoltes. Il est probable que la quasi-totalité des équipements d'usage dual comme les engins de travaux publics ou les camions soient financés par ce biais.

71En 1998 Jiang Zemin annonce le désengagement de l'armée dans les entreprises qu'elle dirigeait. Cependant le désengagement ne touche que les activités qui mettaient l'armée au contact du public mais elle reste impliquée dans les entreprises de production d'où le versement de dividendes.

72Les eaux intérieures recouvrent une grande diversité de situations : anses, baies profondes, bras de mer séparant la côte d'îles côtières, estuaires, deltas, ... Ces eaux sont délimitées par les lignes de bases qui sont des droites reliant des points marquant de la côte ou des îles. Les lignes de bases servent à la délimitation des espaces maritimes ainsi que des eaux archipélagiques (espace marins situé à l'intérieur d'un groupe d'îles).

73Les sous-marins ont l'obligation de naviguer en surface et d'arborer leur pavillon.

partir des lignes de base est de 200 nautiques, elle peut être portée à 350 nautiques en cas de prolongement du **plateau continental** jusqu'à une distance de 350 nautiques⁷⁴. Le régime de la haute mer s'y applique pour toutes les autres questions notamment concernant le passage innocent des navires de guerre⁷⁵. La **haute mer** située au-delà de la juridiction des Etats côtiers constitue un patrimoine commun. Les ressources halieutiques y sont gérées par des conventions internationales de pêche. L'exploitation des ressources minérales des fonds marins doit faire l'objet d'une demande à l'autorité internationale des fonds marins (AIFM).

Les différents maritimes autour des îles Diaoyu/Senkaku, Paracels/Xisha et Spratleys/Nansha sont liés à des revendications concurrentes et une interprétation du droit de la mer. En effet selon la convention de Montego Bay, les îles peuvent disposer d'une mer territoriale, d'un espace contiguë, d'une ZEE et d'un plateau continental. Les discussions portent sur le type d'île ouvrant droit à ces avantages car le texte précise que les rochers « *qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre* » ne peuvent servir de base à une réclamation.

14 - Trois archipels contestés en Mer de Chine :

☒ En Mer de Chine Orientale : **les îles Senkaku** (Chine/Japon/Taïwan).

Les prétentions chinoises s'appuient sur la découverte des îles en 1372 sous la dynastie Yuan. La dynastie Ming les intègre dans son périmètre de défense côtière⁷⁶. Pour Pékin elles sont perdues par la Chine lors de la guerre qui l'oppose au Japon en 1895 (conquête de Formose et des îles Pescadores) et sont annexées par ce dernier lors du traité de Shimonoseki. L'interprétation japonaise diffère quelque peu : Tokyo affirme qu'elles étaient « *terra nullius* » n'appartenant à personne et qu'elles ont été annexées par le Japon un an avant le traité de Shimonoseki. Suite aux déclarations du Caire (1943) et de Potsdam (1945), le Japon doit restituer à la Chine tous les territoires chinois qu'il avait occupés. Le traité de San Francisco (1951) complique la situation : le Japon reconnaît l'indépendance de la Corée et renonce à Taïwan et aux îles Pescadores mais l'administration des îles Diaoyu/Senkaku se voit confiée aux Etats-Unis. A Pékin comme à Taïwan cet accord est dénoncé. Lorsque Taïwan ratifie la Convention sur le droit de la mer de 1958 (Genève) elle déclare les îles Diaoyu comme faisant partie de son territoire. Lorsqu'en 1971 la République Populaire de Chine entre à l'ONU en lieu et place de Taïwan, elle revendique officiellement les îles en déclarant que ces îles qui étaient sous dépendance taïwanaise sont indissociables du territoire chinois. Ne souhaitant pas se mêler à la querelle, lorsqu'en 1971 les Etats-Unis rendent au Japon les îles Ryukyu (qu'ils occupent depuis 1945), ils ne spécifient pas le sort des Senkaku. Des propriétaires privés japonais vont alors se succéder sur ces îles. Dès 1978 les incidents se multiplient avec des affrontements réguliers entre bateaux chinois, taïwanais et japonais. Le rachat de trois des cinq îles par le gouvernement japonais provoque l'envoi sur zone de deux navires chinois. En janvier 2013 le premier ministre japonais annonce la création d'une force spéciale de 600 hommes et de douze navires destinée à protéger les îles⁷⁷, le 23 avril 2013, huit navires chinois de surveillance maritime pénètrent la zone de douze nautiques entourant les îles. La création d'une zone d'identification de défense aérienne englobant les îles Diaoyu par la Chine en novembre 2013 renforce les tensions, même si les

74En 1999 a été créée une commission des limites du plateau continental qui a la charge d'examiner les demandes d'extension déposées par les Etats côtiers.

75Ce passage innocent est une source de tension entre Etats-Unis et Chine. Les navires américains exercent une surveillance des bases et des unités de la marine chinoise à partir de la ZEE chinoise. Deux incidents ont eu lieu en 2009 devant l'île d'Hainan.

76Les îles Diaoyu sont citées dans l'atlas maritime réalisé par le général Hu Zhongxian au XVI^{ème} siècle.

77Le 27 février 2013 le porte-avions chinois Liaoning est stationné à Qingdao (port militaire chinois face à la Corée du Sud). En riposte les Japonais font savoir qu'ils forment une escadrille de chasseurs Mitsubishi F-2 spécialement entraînée pour détruire le porte-avions chinois à l'aide de missile ASM-2.

interceptions menées par des chasseurs chinois d'avions japonais et américains ne s'étant pas identifiés n'ont pas suscité d'incident majeur.

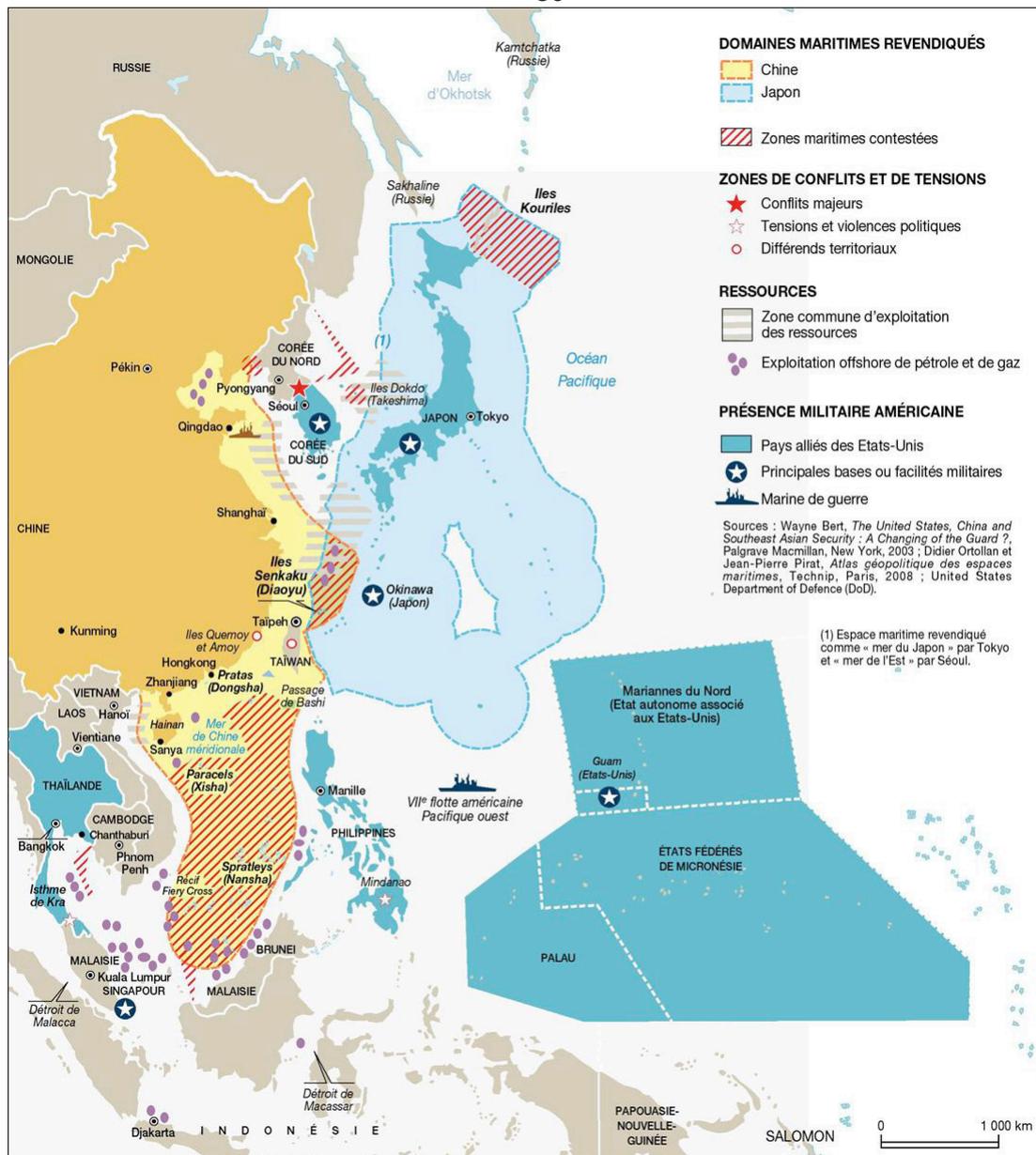
☒ En Mer de Chine méridionale : **les îles Paracels** (Chine/Vietnam) et **les îles Spratleys** (Chine/Vietnam/Philippines/Malaisie/Brunei).

La mer de Chine méridionale s'étend sur plus de 2.000.000 de km². De tout temps, elle a été fréquentée et constitue une route commerciale importante. C'est un lieu d'affrontement entre les principales puissances régionales et les intérêts qui poussent les nombreux pays de la région à tenter de la contrôler sont multiples. De grandes ressources en hydrocarbures ont été découvertes près des littoraux et les réserves présumées sont encore plus importantes autour des Paracels et des Spratleys. Les réserves pétrolières prouvées sont de 7,7 milliards de barils⁷⁸ pour une production annuelle de 1,8 millions de barils⁷⁹. La Chine estime les réserves de pétrole à 30 milliards de tonnes et celles de gaz à 16.000 milliards de m³. Environ 70 % de ces réserves se situent en eaux profondes. Les économies qui bordent la mer de Chine sont en forte croissance et la Chine devrait devenir en 2014 le premier importateur mondial de pétrole. L'enjeu énergétique aiguise les appétits territoriaux.

Domaines maritimes revendiqués.

⁷⁸In Pierre Picquart, « *La Chine : une menace militaire ?* », Editions Favre, 2013, p. 58. Un baril = 159 litres.

⁷⁹En 1976 une compagnie pétrolière philippine a découvert un gisement pétrolier au large de l'île de Palawan. Ce champ pétrolifère fournit aux Philippines 15% de sa consommation. D'autres ressources énergétiques existent à côté de cette île mais aucun des pays revendiquant les îles Spratly n'a accordé de concessions en mer afin d'éviter une crise qui pourrait dégénérer en conflit armé.



Sources : <http://blog.mondediplo.net/2012-09-25-Iles-Senkaku-Diaoyu-aux-origines-du-conflit-sino>

La mer de Chine abrite également des ressources naturelles et halieutiques importantes : poissons, crustacés, guano, espèces rares ou encore aquaculture⁸⁰. La pêche est un enjeu économique majeur, elle représente un important bassin d'emplois (plus de 10 millions de personnes) et demeure la base alimentaire de toute la région. L'accès aux ressources halieutiques est un argument de souveraineté et de nombreuses agences gouvernementales assurent des missions de surveillance. De grandes opérations de pêche regroupent parfois plusieurs centaines de chalutiers. Des escarmouches opposent les différents acteurs et les incidents sont de plus en plus réguliers. Les postures actuelles des différents acteurs qui s'arc-boutent sur des positions nationalistes laissent entrevoir une escalade toujours possible malgré des autorités régionales qui tentent régulièrement de calmer le jeu pour d'évidentes raisons d'interdépendances économiques.

Les îles Spratleys revendiquées par six pays sont constituées de plus d'une centaine de petits îlots coralliens mais sa zone maritime occupe une surface de 439.820 km² soit l'équivalent d'un pays comme la Suède. Les réserves de poissons y sont estimées à 3,5 millions de tonnes dont seulement 3% seraient exploitées et le potentiel pétrolier

⁸⁰En 1988, la mer de Chine méridionale représentait 8 % des prises mondiales, chiffre en constante augmentation.

seraient de 17,7 milliards de tonnes⁸¹. L'archipel n'a pas de résident mais est occupé par des soldats de différentes nationalités. La tension monte notamment autour du récif de Scarborough, un atoll de 150 km² qui n'émerge qu'à trois mètres de hauteur à marée haute et qui suscite tous les désirs. Pour marquer sa souveraineté sur les eaux de la Mer de Chine méridionale Pékin utilise un réseau d'îles flottantes et d'îles sur pilotis souvent équipées d'armes « *d'autodéfense* » comme des lance-grenades automatiques multitubes DP 65 de 55 mm.

2 - ÉTAT DES LIEUX DE LA MARINE CHINOISE.

Malgré l'embargo sur les armes imposé par les Occidentaux au lendemain des événements de la place Tian'anmen en 1989, la Chine a connu une progression continue des capacités de son industrie de défense. La levée des restrictions sur les exportations occidentales de technologies duales et la coopération avec la Russie lui ont permis de combler une grande partie de son retard⁸². Elle renforce à un rythme accéléré les capacités de ses forces armées : arrivée des missiles balistiques anti-porte-avion DF-21D, du chasseur furtif J-29 et du porte-avion de défense aérienne et de commandement Liaoning⁸³. Au cours des quatre dernières années le visage de la marine chinoise a changé, les nouveaux bâtiments mis en service représentent un bond qualitatif spectaculaire⁸⁴. L'objectif de Pékin semble bien de disposer d'une flotte océanique représentant au moins la moitié des moyens conjoints des 2^e et 7^e flottes américaines du Pacifique. Alors que la construction de deux porte-avions⁸⁵ et d'une nouvelle série de LHD (Type 81)⁸⁶ est actée, la flotte de surface s'étoffe rapidement avec des navires aux performances très satisfaisantes produits en grande série tel que les destroyers 052C type « *Lanzhou* » (10 à 12 unités), les frégates 054A type « *Jiangkai* » (18 unités), les corvettes type 056 et 056A (24 unités), les patrouilleurs lance-missiles type 022 (83 unités) et les transports de chalands de débarquement 071 type « *Yuzhao* »⁸⁷. La marine chinoise pourrait à très court terme recevoir quatre grands destroyers de 9.500 / 10.000 tonnes Type 052D destinés à accompagner les futurs porte-avions chinois⁸⁸. De plus d'ici 2020 une quarantaine de nouveaux sous-marins devraient entrer en service, l'objectif étant de disposer en permanence d'une centaine d'unités (contre 62 aujourd'hui). Cependant, dans le domaine des sous-

81 Estimations faites en 2009 par le ministre chinois des ressources géologiques et minières et la revue *ChinaDaily*. Citée par Pierre Picquart, op. cit. p. 41.

82 L'aide de sociétés américaines pour corriger les défauts des lanceurs de satellites chinois ont ainsi permis une modernisation de ses missiles balistiques. Shirley Kan, *China: Possible Missile Technology Transfert from US Satellite Export Policy, Action and Chronology*, CRS Report for Congress, 11 janvier 2002.

83 L'ex porte-avion ukrainien Variag a été nommé préalablement Shilang du nom du conquérant chinois de Taïwan. Les relations s'étant apaisées avec Taipei, le porte-avions a finalement été baptisé Liaoning du nom de la province où il a été reconstruit. En août 2013, les six premiers pilotes de l'aéronavale chinoise et les personnels de pont ont été qualifiés pour opérer sur porte-avions.

84 L'arrivée massive d'unités modernes permet à la marine chinoise de peu à peu recycler en navires de commandement ou désarmer les destroyers type Luda et frégates type Jianghu. Deux frégates ont été transférées au Bangladesh.

85 Wan Min, numéro un du Parti communiste chinois dans la province de Liaoning a annoncé que la construction du second porte-avions chinois a commencé à Dalian. Le deuxième porte-avions chinois sera sans doute une réplique du Liaoning avec peut-être des catapultes à la place du tremplin (skyjump). Le troisième porte-avions pourrait ressembler au défunt Ulyanovsk soviétique dont les plans ont été rachetés par la Chine à l'Ukraine, achat faisant suite à un accord signé en décembre 2011 sur la construction de « Grands bâtiments ». Sources : SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Où en est le programme de porte-avions chinois ? », *Défense & sécurité Internationale* n° 101, Mars 2014, pp. 90 à 97 et Patrick SAINT-PAUL, « Pékin pousse ses porte-avions en Mer de Chine », 21/01/2014, <http://www.lefigaro.fr/international/2014/01/20/01003-20140120ARTFIG00361-pekinn-pousse-ses-porte-avions-en-mer-de-chine.php>

86 Le développement d'une classe de LHD (Landing Helicopter Dock), comparable au BPC français changerait la donne navale dans le détroit de Formose mais aussi en mer de Chine méridionale (« Strategic Shift »).

87 Il est parfois très difficile de s'y retrouver dans le dédale des appellations données aux unités de la marine chinoise chaque évolution d'un même type de navire pouvant donner lieu à une nouvelle appellation.

88 Le 27 août 2013 le premier destroyer de type « 052D » a débuté ses essais en mer, deux autres ont été mis à l'eau en juillet 2013 et une quatrième unité est en construction. Le programme est donc en avance sur les prévisions.

marins nucléaires, la marine chinoise accuse un important retard : les séries « *Shang* » (Type 093) et « *Jin* » (Type 094-I classe « *Daqingyu* ») jugées trop bruyantes et peu performantes seront limitées à 4 exemplaires et l'avenir appartient plutôt aux SNA Type 095 et aux SNLE « *Tang* » (Type 096)⁸⁹. Du côté des sous-marins à propulsion classique l'entrée en service des « *Yuan* » (7 en service sur une série de 16 unités prévues) et des « *Qing* » (type 043, 4 commandés dont 3 en construction) marque un saut capacitaire important. De même l'arrivée de trois bâtiments-bases de sous-marins (Type 926) et de quatre (2 en service) pétroliers-ravitailleurs « *Fushi* » (Type 903) donne à la flotte chinoise des capacités de projection au-delà de la mer de Chine. Les garde-côtes chinois voient également leurs capacités d'intervention à longue distance se renforcer. Le Chinese Maritime Surveillance (CSM) a reçu 36 nouveaux patrouilleurs hauturiers (7 unités de 1.500 t, 15 de 1.000 t et 14 de 600 t.).

L'aviation et l'aéronautique chinoise se modernisent également. Elles commencent à retirer du service leurs Chengdu J-7 (version chinoise du Mig-21)⁹⁰ car la production des J-10B, J-11BS/J-16⁹¹, J-15⁹² est maintenant suffisante pour pourvoir à leur remplacement au sein des unités. En 2020 l'Armée de l'air, et l'aéronautique navale, chinoises devraient pouvoir aligner un millier chasseurs modernes⁹³.

Le développement de la marine chinoise s'inscrit dans le remplacement d'unités obsolètes par des navires capables de rivaliser avec les unités modernes des principales flottes mondiales. La Chine chercherait à se doter de quatre porte-avions (deux pour la flotte du Nord dont un d'entraînement et deux pour la flotte du Sud) permettant d'avoir un ou deux porte-avions en permanence à la mer⁹⁴.

Quel sera le concept d'emploi de ces unités et plus largement de la flotte chinoise ?

Le premier déploiement, en novembre 2013, en mer de Chine du sud d'un groupe aéronaval chinois⁹⁵ suscita une émotion internationale⁹⁶. Alors que les observateurs insistent sur sa signification politique, Pékin ne voit dans « *les déploiements à longue distance [qu'une] étape nécessaire pour l'expérimentation, la vérification des équipements et l'entraînement de l'équipage dans des conditions hydrologiques et météorologiques variées* »⁹⁷. Cependant si les autorités chinoises affirmaient en 2008 que « *contrairement à ce qui se fait dans les autres pays, ce ne sera pas une plate-forme pour des déploiements planétaires et pour atteindre n'importe quelle région du globe* »⁹⁸ le message a passablement évolué. Mei Wen, actuel commissaire politique du Liaoning

89Lorsqu'elle lance un nouveau type de navire la marine chinoise semble mettre en service deux unités « prototypes » servant à définir les caractéristiques des unités devant être produites en grandes séries. Les flottilles chinoises sont désormais dotées de 4 unités d'un même type.

90Le dernier J-7D a été retiré du service le 27 novembre 2011, les appareils sont placés en réserve.

91Version chinoise du Sukhoi Su-30 MK2, l'appareil est utilisé par la marine chinoise à partir de bases terrestres.

92 Le J-15 « FlyingShark » inspiré du Sukhoi Su-33 - mais directement dérivé du J-11B chinois- est un chasseur embarqué de 18 400 kg (33 000 kg en charge). Propulsé par deux réacteurs FWS-10H (dérivés du Saturn/Lyulka AL-31F russe), il pourrait atteindre la vitesse maximale de mach 2,17, son rayon d'action serait de 1.340 km. Armé d'un canon de 30 mm il peut emporter jusqu'à 6.500 kg de charges externes sur 12 pylônes. L'appareil est équipé d'un radar AESA (Active Electronically Scanned Array).

93Une nouvelle version du chasseur FC-1/JF-17 équipée du réacteur chinois YJ 83K ASM a été optimisée pour l'attaque antinavires.

94SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Où en est le programme de porte-avions chinois ? », *Défense & sécurité Internationale* n° 101, Mars 2014, pp. 90 à 97.

95Comprenant le porte-avions Liaoning escorté par deux destroyers type 051C Luzhou et deux frégates type 054A Jiangkai.

96« China's aircraft carrier sends political military message », Reuters, 21/12/2013.

97SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Où en est le programme de porte-avions chinois ? », op. cit.

98*Financial Times*, « Experts defend China's naval rights to possess aircraft carriers », 11/11/2008.

explique que la « mer apporte à la fois la richesse et le danger » et que « pour une longue période à venir la menace pour la sécurité de la Chine viendra de la mer. Depuis le début de 2012, les Philippines montent leur provocation sur l'île de Huangyan, le Japon met en scène la farce de l'achat des îles Diaoyu (Senkaku) et le Vietnam a voté une loi affirmant ses prétendues souveraineté sur les îles chinoises de Xisha (Paracels) et Nansha (Spratleys)... Dans un tel contexte, la marine de l'APL doit se doter d'une capacité de défense hauturière puissante pour assurer le soutien stratégique et préserver les droits maritimes nationaux ainsi que nos intérêts outre-mer ». Faisant allusion à la stratégie des deux chaînes d'îles énoncées par Liu Huaqing en 1985, il explique que « les soi-disant première et deuxième chaînes d'îles ne doivent pas constituer des chaînes pour bloquer le développement de la marine chinoise, mais des amers pour guider la marine chinoise vers les grands océans » et « rompre un blocus »⁹⁹.

Stratégie des deux chaînes d'îles.



Le commandant du Liaoning évoque à terme un groupe aérien constitué de 36 appareils soit le même nombre que celui de son sister-ship de la marine russe le Kuznetsov. Cependant la répartition du parc serait différente : 24 chasseurs J-15 et 12 hélicoptères (4 de guet aérien et 8 anti-sous-marins) pour le Liaoning contre 14 à 18 Sukhoi Su-33 et 17 hélicoptères pour le groupe actuel du Kuznetsov. Doté du radar « Etoile de mer », comparable au système AEGIS américain, le Liaoning pourra diriger des intercepteurs, protéger une force navale ou interdire le ciel à des avions qui menaceraient les SNLE chinois. A terme le second porte-avions serait basé à Hainan où il assurerait la protection du bastion où opéreraient les SNLE classe « Jin »¹⁰⁰.

*
* *

⁹⁹« Political commissar of Liaoning ship: safeguarding China's maritime territory, sovereignty, rights and interests », *China Military Online*, Zhang Tao, 17/01/2013.

¹⁰⁰Le programme chinois de porte-avions semble avoir lancé une course au porte-aéronefs en Asie. Les Japonais lancent la construction d'un porte-aéronefs 26DDH (qui pourrait recevoir des appareils américains F-35B), en complément des 4 grands porte-hélicoptères 16DDH et 24DDH. La Corée du Sud fait de même avec les deux LHD de la classe Dokdo et un projet de deux porte-aéronefs dérivés du Cavour italien. L'Australie se dote de deux LHD dérivés du Juan Carlos espagnol et Singapour songe au remplacement de ces 4 LST classe Endurance. Le renforcement des capacités sous-marines est également à l'ordre du jour avec l'achat de sous-marins classiques par toutes les marines de la région.

Les autorités de Pékin veulent asseoir l'économie chinoise et en particulier favoriser un marché interne plus large d'ici 2020. La Chine se prépare à toutes les occurrences. Si elle se sent menacée, elle adoptera une posture défensive qui ne sera probablement pas perçue comme telle car ses lignes de défense vont obligatoirement s'établir au-delà de ses frontières. La sécurisation de ses voies d'approvisionnement la poussera à être de plus en plus présente dans l'océan indien. Avec un certain pragmatisme, elle renforce ses capacités militaires ; dans « *la guerre hors limite* »¹⁰¹ la distinction entre champ de bataille et non-champ de bataille n'existe plus vraiment.

Annexe 5

Les différents aspects du contrôle maritime en mer de Chine.

Qui tient la mer, aura l'hégémonie sur la région.

Les horizons de la Chine se sont élargis au-delà de la défense de ses intérêts territoriaux. Elle protège désormais les voies maritimes, notamment celles par lesquelles passent ses importations pétrolières. Toutefois ses objectifs sont également, à présent, de permettre à sa dissuasion nucléaire de fonctionner. Celle-ci repose sur deux vecteurs : des missiles terrestres mobiles, constituant une éventuelle seconde frappe, et un vecteur maritime, assez récent, dans lequel les sous-marins nucléaires peuvent jouer un rôle déterminant. Cependant, la Chine est enserrée par une chaîne d'îlots où il lui est très difficile de manœuvrer.

¹⁰¹En référence à l'ouvrage publié en 1999 par deux militaires chinois qui puisent leurs déductions de l'étude de la Guerre du Golfe. Ils intègrent dans leur analyse les actes hostiles conduits depuis la fin de la Guerre Froide sous toutes leurs formes et dans tous les domaines (économiques, financiers, religieux, écologiques, ...). Cette combinaison de plus en plus complexe d'actes de guerre dépasse les limites habituelles des conflits menés exclusivement, jusqu'à une période très récente, par des militaires. QiaoLiang, Wang Xiangsui, « *La guerre hors limite* », Editions Payot Rivages, 2006, 310 pages.

Or, qui tient la mer, aura l'hégémonie sur la région.

De la péninsule du Kamchatka jusqu'en Indonésie cette chaîne d'îlots représente une sorte de barrière de corail avec pratiquement aucun débouché sur la mer qui ne soit contrôlé par ses voisins (Russie, Corée, Japon...). Si elle parvient à contrôler certaines de ces îles, elle ouvre la mer vers le Pacifique à ses sous-marins nucléaires difficilement détectables ce qui constitue un aspect capital.

« Le conflit territorial en mer de Chine méridionale implique différentes îles et archipels de la mer de Chine méridionale revendiquées en totalité ou en partie par la Chine, Taiwan, le Viêt Nam, les Philippines, la Malaisie et Brunei. Il s'agit des îles Spratleys, des îles Paracels, des îles Pratas, du récif de Scarborough et du banc Macclesfield. Toutes ces îles sont inhabitées, même si certaines d'entre elles sont occupées militairement, et sont d'origine corallienne. Les intérêts des différentes nations sont l'acquisition de domaines de pêche pour les deux archipels, l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz naturel pour les îles Spratleys, et la maîtrise d'une position stratégique (circulation maritime de surface et sous-marine, de commerce et de guerre). La Chine base ses revendications sur des considérations historiques. Elle considère que les îles Spratleys et les îles Paracels relèvent du territoire chinois depuis près de deux millénaires, et avance d'anciens manuscrits évoquant ces archipels comme chinois, ainsi que des poteries et des monnaies trouvées sur les îles comme des preuves. Selon ces arguments, la Chine estime, entre autres, que les Philippines ont annexé 410 000 km² de son domaine maritime traditionnel. »¹⁰²

« Les évolutions récentes amènent par ailleurs à penser que de nouveaux enjeux viennent se superposer à ceux déjà existant initialement autour de cette zone conflictuelle d'Asie du sud-est qui abordent les trois aspects suivants : le réengagement des États-Unis dans la région, le durcissement de ton opéré par la Chine et le malaise croissant que ressent l'ASEAN face à l'affirmation de ces deux puissances. »¹⁰³

« La Mer de Chine du sud recouvre des enjeux économiques, mais aussi stratégiques et politiques : ces enjeux autorisent toutes les contradictions, quelques compromis et de nombreux grincements de dents. Car les solutions trouvées aux différends l'ont été, très habilement, dans les termes les plus favorables à la Chine. La Mer de Chine du sud (2.000.000 km²), c'est d'abord l'un des espaces littoraux les mieux insérés dans l'économie mondiale, un des passages des grandes voies maritimes internationales emprunté chaque jour par près de 600 navires. Deux ports d'importance mondiale (Singapour et Hong-Kong) bordent cette mer et dix des plus grands ports mondiaux (situés en Asie du nord-est) ont un trafic alimenté en grande partie par des navires qui empruntent ce couloir. C'est ensuite une des réserves d'hydrocarbures (pétrole et gaz), estimée à quelque vingt milliards de tonnes. C'est enfin une zone de pêche riche en raison des eaux peu profondes et des débouchés fluviaux (Mékong, fleuve Rouge...) »¹⁰⁴

« La Mer de Chine du sud est une voie de communication majeure en Asie. Mer semi-fermée, elle est le chemin le plus court entre l'Asie du nord-est et l'océan Indien et est la continuité naturelle du détroit de Malacca. Il s'agit d'une voie de passage critique pour le commerce régional et international ainsi que pour l'approvisionnement en ressources énergétiques stratégiques des économies nord-est asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud principalement). Ainsi, plus de 90% des besoins pétroliers du Japon sont importés par voie maritime. En 2006, la Chine importait 43% de ses besoins énergétiques. »¹⁰⁵

¹⁰²Source : WIKIPEDIA.

¹⁰³Source : Questions maritimes en Asie du sud-est « Problématiques locales, enjeux régionaux et implications globales ». Mémoire de recherche présenté par M. Alexandre BESSON. Directeur de recherche : Dr. Olivier GUILLARD, directeur de recherche Asie, IRIS. Page 70.

¹⁰⁴Source : BOISSEAU DU ROCHER, Sophie. « L'Asie du sud-est prise au piège », Paris : Perrin, 2009 : p. 309-310.

« Le rapport indique que les importations nettes de pétrole de la Chine se sont élevées à 284 millions de tonnes en 2012. Pékin dépend ainsi de fournisseurs étrangers pour permettre de couvrir 58% de ses besoins énergétiques. Un pourcentage en hausse de 1,5 point par rapport à 2011. Le taux de dépendance du pays s'élève à 56,6% pour le pétrole brut et à 29% pour le gaz naturel, la Chine ayant importé en 2012, 42,8 milliards de mètres cubes de gaz. Selon les projections de la CNPC, l'Empire du Milieu devrait encore accroître sa dépendance en 2013 pour atteindre respectivement 59,4% et 32%. »¹⁰⁶. Il est estimé que ce ratio atteindra 60% ou plus d'ici à 2020.¹⁰⁷. Il est à noter que près de la moitié du pétrole chinois est importé du Golfe persique et un quart d'Afrique.¹⁰⁸

Par ailleurs la Mer de Chine du sud offre un accès aux mers hautement stratégique. Elle constitue une voie de passage maritime de la plus haute importance pour les marines de guerre : elle est notamment l'un des deux points d'accès à la haute-mer pour la Marine chinoise et l'une des garanties du contrôle total des mers pour les États-Unis. Elle est également une mer capitale pour les stratégies de dissuasion des puissances nucléaires puisqu'elle permet une approche des côtes chinoises et, surtout pour la Chine, elle permet une approche des côtes indiennes de la manière la plus directe possible. Le développement sans précédent de la Marine chinoise et ses ambitions océaniques font de ce point l'un des plus importants à prendre en considération dans l'analyse de la position chinoise au sujet de ses revendications territoriales et maritimes en Mer de Chine du sud. La question des déploiements est également centrale dans la stratégie maritime chinoise. Ayant installé une base de sous-marins nucléaires et sans doute futur port d'attache de son premier porte-avions à Sanya, (sud de l'île de Hainan), la Mer de Chine méridionale représente l'ouverture maritime de la Chine vers les grands espaces maritimes. La présence américaine au Japon, en Corée du sud et aux Philippines, et la présence du verrou taïwanais rend le contrôle de cette mer essentiel pour la sécurisation des futurs déploiements océaniques chinois (ne serait-ce que dans le cadre d'une opération de rapatriement de ressortissants présents sur le continent africain par exemple). Ainsi : « *La stratégie totale que la Chine développe pour affirmer ses présumés droits souverains sur la Mer de Chine du sud l'est moins en réalité pour défendre ces dits droits que pour sécuriser au mieux une large zone de déploiement de ses futurs SNLE* ».

La Marine américaine, pour sa part, souhaite pouvoir continuer à évoluer en toute liberté sur les mers asiatiques quand la Chine souhaiterait, quant à elle, « *sanctuariser* » des eaux qu'elle considère comme son pré-carré : « *La Chine veut que seule sa marine puisse évoluer en sécurité, en surface et sous l'eau, sans qu'aucun navire de guerre étranger n'y vienne naviguer sans son consentement et hors de juridiction de ses propres lois maritimes* ». ¹⁰⁹

« *L'objectif ultime de la Chine, dans ses prétentions à vouloir exercer une indiscutable domination sur la Mer de Chine du sud, est par-dessus tout de faire de celle-ci un sanctuaire destiné à un déploiement hautement sécurisé de ses sous-marins nucléaires stratégiques dans la partie la plus profonde de la haute mer* ». ¹¹⁰

¹⁰⁵Source : Questions maritimes en Asie du sud-est « *Problématiques locales, enjeux régionaux et implications globales* ». Mémoire de recherche présenté par M. Alexandre BESSON. Directeur de recherche : Dr. Olivier GUILLARD, directeur de recherche Asie, IRIS. Pages 78 et 80.

¹⁰⁶Source : China National Petroleum Corporation (CNPC), chiffres 2012, repris par l'agence Chine nouvelle.

¹⁰⁷Source: SCHOFIELD, Clive & STOREY, Ian. The South China Sea Dispute: Increasing Stakes and Rising Tensions. Washington: The Jamestown Foundation, November 2009: p.8.

¹⁰⁸Source: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China. Annual Report to Congress, Washington: US Secretariat of Defense, 2010, p. 21.

¹⁰⁹Source : SCHAEFFER, Daniel. « Mer de Chine méridionale : Une sanctuarisation chinoise. » Défense nationale et sécurité collective, juin 2010 : n°731, p. 11.

¹¹⁰SCHAEFFER, op. cit., p.10-11.

« Cette volonté de domination de la Mer de Chine méridionale de la part de Pékin est également à remettre en perspective avec la théorie de défense maritime chinoise reposant sur deux périmètres définis à l'est du pays par les chaînes archipélagiques qui correspondent principalement à la présence américaine dans la région (First Island Chain et Second Island Chain). Enfin, dans la perspective d'un rattachement de l'île « rebelle » de Taïwan au continent – ce dont la Chine ne doute pas sur le moyen ou long terme –, le contrôle de la Mer de Chine méridionale permettra d'en faire une véritable mer intérieure, l'ancienne Formose ne constituant plus un verrou interne pour l'accès à l'océan Pacifique, mais plutôt le poste-frontière des eaux chinoises. »¹¹¹

« Le développement de ses capacités militaires et navales donne à la Chine davantage d'aisance pour adopter une ligne dure sur le long terme, alors qu'auparavant il s'agissait davantage de pics d'irascibilité plus que d'une réelle stratégie. La Chine semble avoir conscience que le temps joue pour elle et convaincue qu'à terme, la Mer de Chine du sud sera sous contrôle, rivalités territoriales résolues ou non. Ensuite, Pékin conscient de son poids grandissant sur la scène internationale et, maîtrisant sa propre histoire tout en connaissant celles des précédentes puissances déchues (l'URSS, par exemple), sait pertinemment que pour consolider et rendre viable son émergence comme grande puissance du XXI^{ème} siècle, la Chine a besoin de s'affirmer non seulement comme puissance maritime de premier ordre, mais comme puissance océanique. D'où par exemple son ambition – qui pouvait faire sourire il y a quelques années encore – de construire son propre porte-avions nucléaire ou bien sa démarche consistant à se créer facilités et ports-relais dans l'océan Indien (la fameuse théorie du « collier de perles ») et le Pacifique sud. Dès lors, dans le contexte d'une omniprésence navale américaine dans la région qui semble destinée entre autre à contenir son ambition d'accéder aux océans, la Mer de Chine méridionale revêt une importance stratégique tout particulière pour la Chine. »¹¹²

« Il s'agit pour celle-ci de contrôler un espace maritime proche qu'elle considère comme sa sphère d'influence naturelle (de la même manière qu'historiquement les États-Unis le font au sujet des Caraïbes), voire comme son espace vital stratégique, qui lui permettrait non seulement d'affirmer sa domination en Asie du sud-est, mais qui lui garantirait surtout une liberté de navigation et un accès aux océans Indien et Pacifique tout en contournant les obstacles que représentent la présence américaine et le verrouillage de Taïwan. »¹¹³

« Tout cela est d'autant plus stratégique que la base navale de Sanya sur l'île d'Hainan – destinée à être le port-base d'une partie de sa flotte sous-marine, et sans doute de son prochain porte-avions ainsi qu'un site de lancement de fusées, donc un élément vital de sa dissuasion nucléaire – est considérée quasiment opérationnelle. Cette base donne ainsi à la Marine chinoise un accès direct aux voies de communication maritime et aux détroits d'Asie du sud-est. Elle lui octroie à la fois un pouvoir de contrôle de la Mer de Chine méridionale et lui permet de sécuriser ses approches maritimes sud (et donc de mieux contrôler le trafic sous-marin pouvant exister dans la région), mais requiert également en retour, comme dans un schéma cyclique, la sécurisation des eaux environnantes, afin que sa flotte sous-marine puisse être parfaitement à l'abri. On comprend

111 Source : Questions maritimes en Asie du sud-est « Problématiques locales, enjeux régionaux et implications globales ». Mémoire de recherche présenté par M. Alexandre BESSON. Directeur de recherche : Dr. Olivier GUILLARD, directeur de recherche Asie, IRIS. Page 81.

112 Source : Questions maritimes en Asie du sud-est « Problématiques locales, enjeux régionaux et implications globales ». Mémoire de recherche présenté par M. Alexandre BESSON. Directeur de recherche : Dr. Olivier GUILLARD, directeur de recherche Asie, IRIS. Pages 99-100.

113 Source: Singapore-US Strategic Dialogue. Singapore : Nanyang Technological University (NTU), Rajaratnam School of International Relations (RSIS) & Center for a New American Security (CNAS), 20-22 January 2010.

dès lors l'importance pour la Chine d'affirmer sans plus de faiblesse une souveraineté qu'elle considère comme naturelle et vitale sur cette mer et ses îles. »¹¹⁴

Annexe 6

Le réseau scolaire français de l'étranger, le socle d'une influence.

Il compte au total près de 500 établissements implantés dans 130 pays et repose principalement sur deux structures : l'AEFE (établissement public sous tutelle du ministère des Affaires étrangères) et la Mission Laïque Française (dont le réseau représente en 2013, 125 établissements dans 48 pays).

¹¹⁴Source: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China. Annual Report to Congress, Washington: US Secretariat of Defense, 2010, p. 2.

À travers ces deux types de structures, la France dispose d'un vecteur de « *soft power* » unique au monde qu'il convient de développer. Il est regrettable que les natifs du pays soient souvent les moins nombreux parmi les diverses nationalités fréquentant chacun de ces établissements. Il conviendrait de promouvoir cette offre culturelle.

Les établissements de l'AEFE¹¹⁵.

D'une façon générale, trois catégories d'établissements existent :

- en gestion directe ce sont des structures financées ;
- de statut privé mais homologués avec des personnels détachés de statut public ;
- des partenaires homologués, souvent de petites écoles primaires à effectif réduit.

À côté d'eux nous disposons des établissements de la MLF¹¹⁶ :

Ils sont très nombreux, dont le fameux lycée franco-Qatari de Doha.

Dans la zone, il existe 11 établissements dont 9 vrais lycées si l'on se réfère à la carte de l'AEFE. À titre indicatif, le lycée français de Singapour compte 2 200 élèves alors que le millier n'est pas atteint dans de grands pays comme l'Indonésie, tout simplement parce que la ville-état est le lieu de convergence de tous les investissements, de toutes les décisions stratégiques en plus d'être un pôle de recherche et d'innovations. Par ailleurs, il s'agit d'une ville calme, extrêmement moderne, donc le lieu où il faut être.

Dans ce prolongement, un objectif serait d'accueillir en France davantage d'étudiants du Sud-Est Asiatique :

Le sondage TNS SOFRES/CAMPUS FRANCE de 2013 sur les perceptions et les attentes des étudiants étrangers est révélateur du haut niveau d'estime qu'ils ont de nos enseignements.

Annexe 7

L'Environnement en Asie du Sud-Est. Enjeux, risques et opportunités.

L'Asie du Sud-Est est la zone qui sera la plus impactée au niveau environnemental par les changements climatiques et notamment, de par son aspect insulaire, avec la montée du niveau des eaux. La forte demande locale en énergie fossile accentue la déprédation des ressources. Par

¹¹⁵Établissement public national à caractère administratif créé par la loi no 90-588 du 6 juillet 1990, placé initialement sous la tutelle des ministres chargés des affaires étrangères et de la coopération. Il a pour objet de veiller, au nom de l'État, au bon fonctionnement des établissements scolaires français situés à l'étranger appartenant à l'État (écoles publiques) ou ayant conclu une convention (écoles privées sous contrat). En revanche, elle n'a autorité ni sur les établissements privés homologués par l'Éducation nationale française mais qui n'ont pas conclu de convention, ni sur les écoles à enseignements français mais non homologués par le ministère français de l'Éducation nationale.

Au cours de l'année scolaire 2009-2010, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger compte 488 établissements et assure la scolarisation de 400 000 élèves dont environ 100 000 Français, dans 130 pays. Le Maroc est le pays qui compte le plus d'établissements. Sur ces 460 établissements, 250 dépendent de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger qui assure ainsi le suivi et l'animation d'un réseau unique par son extension géographique, l'ampleur de ses effectifs et ses exigences pédagogiques.

¹¹⁶La Mission Laïque Française (MLF) est une association loi de 1901 française créée par Pierre Deschamps en 1902 et reconnue d'utilité publique en 1907. Elle crée et gère des écoles, collèges, lycées hors de France. Selon l'article premier de ses statuts, son but est « la diffusion à travers le monde de la langue et de la culture françaises, en particulier par un enseignement à caractère laïque et interculturel ».

ailleurs le climat extrême qui s'y trouve, associé au « *nuage brun* »¹¹⁷, ont pour conséquence que cette région du monde sera la plus affectée¹¹⁸ en termes de conséquences du dérèglement climatique¹¹⁹. Seront de plus en plus impactées, d'une part l'agriculture mais également la qualité de l'eau avec une salinisation due à l'augmentation du niveau de la mer. Conséquences aggravantes, les érosions côtières dans le delta vietnamien du fleuve rouge sont évaluées à 34% pendant la période de 1984 à 1995. Dans le delta du Mékong, en 2005, les productions de la canne à sucre et viticole ont ainsi diminuées de 5 à 10%. Autres impacts, une forte perte de biodiversité est constatée. C'est la conséquence de la déforestation excessive en raison du trafic de bois mais également, en Indonésie, en raison du défrichage au profit de la production de l'huile de palme. S'y ajoute le trafic du sable qui contribue à l'érosion des côtes dans le delta. L'augmentation de la population et des classes moyennes concomitante à la croissance de la zone entraînera, comme dans la majorité des pays émergents, des problématiques dans les domaines de l'urbanisme (infrastructure, circulation, chauffage, adduction et traitement de l'eau, gestion des déchets...) et d'utilisation des sols (déforestation, agriculture intensive voire monoculture...). À cela s'ajoute l'industrialisation non maîtrisée de ces pays à croissance rapide.

1 - CES OBSERVATIONS DEVRAIENT ORIENTER LA FRANCE SUR DEUX AXES :

- **Prendre en compte ces dangers environnementaux aux conséquences planétaires en accompagnant et promouvant les politiques et les initiatives locales dans le domaine de l'environnement.**

Outre l'aide que notre pays peut apporter sur les aspects politiques, réglementaires, techniques et scientifiques, il conviendrait également de remettre en cause certaines options comme, par exemple, la production de biocarburants ou encore d'huile de palme engendrant déforestation et mise en monoculture de grandes superficies dont sont chassés les paysans locaux provoquant à la fois exode vers les villes et appauvrissement des sols.

- **Saisir les opportunités industrielles dans des domaines pour lesquels nous bénéficions d'expérience et d'expertise (gestion de l'eau, des déchets, BTP/infrastructure...) mais en investissant également des secteurs où il ne faut surtout pas prendre de retard (les énergies renouvelables par exemple).**

Dans ces deux domaines la France bénéficie d'une certaine crédibilité (réglementation nationale et qualité de l'environnement dans notre pays) et d'une expertise (entreprises de pointe dans les secteurs d'activité concernés). Au-delà du simple cas de l'Asie du Sud-Est, cela peut parfaitement s'inscrire dans une politique nationale de transition énergétique. Il serait d'ailleurs souhaitable que l'ensemble de la classe politique de notre pays prenne en compte ces enjeux majeurs du 21^{ème} siècle.

2 - QUELQUES EXEMPLES :

- **Pollution de l'air :**

En 1999, le nuage brun d'Asie est mis en évidence comme « *la plus grosse pollution au monde* » sur une surface équivalente à la surface des États-Unis et touchant une grande partie de l'Asie du Sud-Est avec une épaisseur de 2 à 3 km. Les périodes de sécheresse de la zone favorisent la persistance de ce phénomène.

Dus aux 2/3 à la combustion de la biomasse (brulis, chauffage...) et d'un tiers à la

¹¹⁷Identifié en 1999, par les scientifiques il est considéré comme la plus importante pollution au monde avec 3 Km d'épaisseur pour une surface équivalente à celle de l'Amérique du nord. Cela s'aggrave fortement avec l'accroissement de la population et le boom économique, entraînant des pollutions de toutes sortes dont des rejets dans l'eau qui justifient des besoins croissants en matière.

¹¹⁸On évalue à 2 millions le chiffre de décès dus à la pollution atmosphérique dans cette région. Aussi, la pollution en Indonésie fut-elle prise en compte lors du dernier forum de l'ASEAN avec l'adoption d'un système de surveillance commun.

¹¹⁹Aujourd'hui celui-ci a été évalué à une hausse de 0,8.

combustion de matières carbonées (charbon et pétrole), ce nuage aux impacts sur la pénétration des rayons du soleil, la pluviométrie, l'état des sols et sur la santé humaine.

Cette problématique a été jugée suffisamment préoccupante pour que l'ASEAN adopte une recommandation sur la mise en place d'un système de surveillance « *de la brume transfrontalière* ». Il est nécessaire de rappeler les épisodes récents et médiatisés (juin 2013) de pollution à Singapour et en Malaisie faisant suite aux incendies de défrichement en Indonésie ou encore début 2014 en Chine¹²⁰.

➤ **Problématique de l'eau :**

☒ *Ressource en eau :*

Le World Resources Institute, think-tank environnemental basé aux États-Unis, a publié en avril 2010 un triple rapport sur les risques économiques et financiers associés à l'eau et au changement climatique dans plusieurs pays d'Asie. Les pays étudiés¹²¹ étaient l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam.

Le rapport sur le secteur immobilier (Surveying Risk, Building Opportunity : Financial Impacts of Energy, Water and Climate Risks on Real Estate in Asia) met en lumière les multiples implications de la situation locale des ressources en eau et en énergie sur ce secteur. En substance, il décrit les zones limitées en infrastructure liée à l'eau potable et à l'énergie en raison de l'augmentation rapide des populations et par conséquent des besoins sur ces ressources. Associé aux changements climatiques, il démontre également leurs impacts financiers très importants et conclut à l'opportunité d'investissements en « *bâtiments verts* ».

Le rapport sur le secteur agroalimentaire et celui de la boisson (Weeding Risk : Financial Impacts of Climate Change and Water Scarcity on Asia's Food and Beverage Sector) souligne les risques liés à l'eau et au changement climatique en termes de déclin des rendements agricoles et de hausses de coûts de production.

☒ *Pollution de l'eau :*

Toutes les villes de la région sauf Singapour connaissent des problèmes d'insalubrité tandis que certaines populations ne disposent pas d'eau potable. En effet, seule la cité-État de Singapour a effectué d'importants efforts de salubrité. Ainsi, en 1983, le programme Unité Antipollution a fusionné avec le ministère de l'environnement. La qualité de l'eau est un véritable souci : 97% des eaux usées sont collectées par un réseau d'égout et sont traitées par six grandes stations d'épuration¹²².

Des études sur les besoins vitaux de la région en eau, installations sanitaires, transports, énergie et télécommunication démontrent l'étendue du problème : en 1995, la Banque mondiale estimait déjà que les pays d'Asie du Sud-Est devaient investir, chaque année, de 6,5 % à 7 % de leur PIB (contre 5 % en 1993) pour répondre aux besoins les plus urgents. Sur la période 1995-2015, cela aurait représenté 192 milliards de dollars pour l'Indonésie, 50 milliards pour la Malaisie, 145 milliards pour la Thaïlande et 48 milliards pour les Philippines. Un tel niveau d'investissement est impensable à l'heure actuelle.

120 Site Wikipedia actualité 24h

121 La majorité d'entre eux a été frappée par la sécheresse au cours des derniers mois.

122 Cité dans histoblog

➤ **Gestion des déchets :**

C'est en Chine et dans plusieurs régions d'Asie du Sud-Est, d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient que la croissance de la production s'avère la plus rapide, c'est-à-dire dans les zones de forte croissance de l'urbanisation et du PIB. Le seul Sud-Est asiatique produit le tiers des déchets mondiaux. Le basculement s'est produit au début des années 2000.

La Banque mondiale a publié un rapport complet sur la production, la collecte, la composition et l'élimination des déchets solides urbains, par pays et par région. Publié le 8 juin dernier, ce rapport affirme que le tonnage total va passer de 1,3 milliard de tonnes aujourd'hui à 2,2 Mdt en 2025, c'est-à-dire de 1,2 kilogramme par personne et par jour à 1,42 kg/pers/jour dans 13 ans.

Au niveau budgétaire, cette croissance exponentielle va peser lourd soit 375 milliards de dollars (300 Md€) en 2025 contre 205 Md\$ (160 Md€) aujourd'hui donc une bombe à retardement pour les finances de nombreuses localités.

L'opportunité économique du recyclage n'est pas à négliger. Selon ONU-Habitat, le marché mondial des métaux issus des déchets de consommation est estimé à 400Mt/an. Celui du papier et des cartons représente environ 175Mt/an. Au total, leur valeur pèse 30 Md\$ par an (environ 24Md€). Sans oublier les économies d'énergie : la production d'aluminium recyclé requiert par exemple 95% d'énergie de moins que la matière première¹²³.

➤ **Demande énergétique :**

D'ici à 2035, l'Asie du Sud-Est deviendra le quatrième plus gros importateur de pétrole après la Chine, l'Inde et l'Union européenne, estime l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) lors de la présentation de son rapport spécial sur les perspectives énergétiques de la région, à Bangkok (Thaïlande), début octobre 2013. Selon Maria van der Hoeven, directrice exécutive de l'agence « *L'Asie du Sud-Est, avec la Chine et l'Inde, déplace le centre de gravité du système énergétique mondial en Asie* ».

C'est à une augmentation de 80% de la demande énergétique, d'ici à 2035, à laquelle cette partie du monde devra faire face en l'état. « *Actuellement la consommation d'énergie par habitant est toujours très basse* », précise le rapport, « *en partie parce que 134 millions de personnes, ce qui représente un cinquième de la population, n'a pas accès à l'électricité* ».

B.I.B.L.I.O.G.R.P.H.I.E.

1. – GÉNÉRALITÉS.

📖 Ouvrages.

- ✓ Androuais A., Nishikawa J. : « *La régionalisation en Asie, dimension économique territoriale* », L'Harmattan 2011.
- ✓ Bafoil F. : « *Capitalismes émergents : économies politiques comparées, Europe de l'Est et Asie du Sud Est* », Presses de Sciences Po 2012.
- ✓ Bafoil F. : « *Les organisations régionales et subrégionales : ASEAN, pôles de croissance* » GMS, coesionet nov. 2012 ; www.sciencespo.fr/coesionet
- ✓ Banque Mondiale : « *Developing East Asia slows, but continues to lead global growth at 7.1% in 2013* », October 7, 2013
- ✓ Bilan du Monde 2014
- ✓ Boisseau du Rocher S. : « *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud Est* », L'Harmattan 1998.
- ✓ Boisseau du Rocher S. : « *L'Asie du Sud Est prise au piège* », Perrin (Asies) 2009.
- ✓ Boisseau du Rocher S. : « *Chine ASEAN : une diplomatie rondement menée* », IFRI E-note février 2014.
- ✓ Boniface P.(Dir.) : « *L'Année stratégique* » (annuel) IRIS /A. Colin
- ✓ Boyer Y., Hébrard P. : « *L'impact de la montée en puissance de la zone Asie sur le repositionnement des moyens de lutte sous-marine déployés en Atlantique* », FRS Recherches et documents n°6 2013.
- ✓ Bruneau M. : « *L'Asie d'entre Inde et Chine : logiques territoriales de états* », Belin 2006.
- ✓ Chantriaux Olivier, Flichy de La Neuville Thomas, « *Le basculement océanique mondial* », Lavauzelle Graphic, 2013, 149 p.
- ✓ Chouvy P.A.(Ed.) : « *An atlas of trafficking in Southeast Asia* », Londres NY IB Tauris 2013.
- ✓ Collectif : « *Les religions d'Asie : Hindouisme, Bouddhisme, Taoïsme* », Taillandier 2006.
- ✓ Colonna Catherine, Ministre déléguée aux Affaires Européennes, « *France-Asean : une relation placée au service d'une géopolitique de l'égalité* » discours lors de la signature du Traité d'Amitié et de Coopération de l'ASEAN, 9 janvier 2007
- ✓ De Koninck R. : « *L'Asie du Sud Est* », A. Colin 2012.
- ✓ Denécé E. : « *Géostratégie de la mer de Chine méridionale* », L'Harmattan 1999.
- ✓ Dent C. : « *East Asian regionalism* », Londres Routledge 2008.
- ✓ *Diplomatie* : « *Grands dossiers n°9 : Géopolitique de l'Asie du Sud Est 2012* ».
- ✓ Doyt S. (Dir.) : « *Réfléchir l'Asie du Sud Est, essai d'épistémologie* », Les Indes Savantes 2004.
- ✓ Doyt S., Madinier R. : « *Les musulmans d'Asie du Sud Est face au vertige de la radicalisation* », Les Indes Savantes 2003.
- ✓ Emmers R. : « *Geopolitics and maritime territorial disputes in East Asia* », NY Routledge 2012.
- ✓ Faure G. : « *Nouvelle géopolitique de l'Asie* », Ellipses 2005.
- ✓ Faure G., Hoyrup D. : « *La présence économique européenne en Asie du Sud Est* », Les Indes Savantes 2007.
- ✓ Foucher M.(Dir.) : « *Atlas Asies nouvelles* », Belin 2002.
- ✓ Foucher M (Dir.) : « *Atlas de l'influence française* », Laffont 2013.
- ✓ Fouquin M. : « *Les Etats-Unis et l'Europe face à l'Asie* », Diploweb.com avril 2014.
- ✓ Gilquin M. : « *Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale* », CNRS Ed. 2010.
- ✓ Gipouloux F. : « *La Méditerranée asiatique, XVI^{ème}-XXI^{ème} siècle* », CNRS Editions 2009.
- ✓ Philippe Grangé : « *Repères n°16* », Campus France octobre 2012
- ✓ Philippe Grangé : « *La renaissance du système éducatif Indonésien* », Campus France, Repères n° 16, octobre 2012
- ✓ Guillard O.: « *Asia warnings été2013* », Asia Pacific country stability index 2014. IRIS www.iris-france.org.

- ✓ Haacke S.: « *ASEAN's diplomatic and security culture : origins, development and prospects* », Londres Routledge 2003.
- ✓ Hastings J.V. : « *No man's land: globalization, territory and clandestine groups in Southeast Asia* », Singapour NUS press 2011.
- ✓ Hayes M., Gomez J. : « *New media and human rights in Southeast Asia* », NY Routledge 2011.
- ✓ Bruno Hellendorff, « *Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est, Une modernisation qui pose question* », Note d'Analyse GRIP, 12 juin 2013
- ✓
- ✓ IRASEC : « *L'Asie du Sud Est, annuaire de 2007 à 2014* », Les Indes Savantes
- ✓ Jones L. : « *ASEAN, sovereignty and intervention in Southeast Asia* », NY Palgrave Macmillan 2011.
- ✓ Journoud P. (Dir.) : « *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud Est depuis 1945* », IRSEM Etudes n° 14 2012.
- ✓ Kumar S. , Siddique S. : « *Southeast Asia :the diversity dilemma* », Singapour Selected Publishing 2008.
- ✓ LAMBERT Denis : « *Géopolitique de la Chine, Du bronze antique au plutonium* », Ellipses, 2009, 549 p.
- ✓ Lassere P., Schütte H : « *Stratégies pour l'Asie Pacifique* », Dunod 1996.
- ✓ Martinez Kuhonta E. : « *The institutional imperative. The politics of equitable development in Southeast Asia* », Stanford, Stanford UP 2011.
- ✓ Midon Michel : « *La relation de défense Franco-Malaisienne dans le domaine de l'armement : un partenariat de confiance sur la durée* », La Lettre Diplomatique N°78 - Deuxième trimestre 2007
- ✓ Mietzner M. : « *The political resurgence of the military in Southeast Asia* », NY Routledge 2011.
- ✓ Migaux Ph. : « *L'islamisme combattant d'Asie du Sud Est* », Ed. Lignes de repères 2007.
- ✓ Milelli C., Hochraich D., Bouissou J M. : « *Après la crise, les économies asiatiques aux défis de la mondialisation* », Karthala 2003.
- ✓ Montsion JM., Stubbs R. : « *Le pouvoir des plus faibles, l'ANASE et le projet de coopération régionale en Asie de l'Est* », Etudes Internationales, Vol 38/2 juin 2007.
- ✓ Mus Paul : « *L'angle de l'Asie* », Hermann 1977.
- ✓ Nachiapan K., Mendizabal E., Datta A. : « *Think tanks in East and Southeast Asia* », Londres ODI 2010 www.odi.org.uk
- ✓ Niquet V. : « *La situation stratégique en Asie Pacifique : une vision chinoise* », FRS note n°559/FRS/Forumxiang du 5/12/2013.
- ✓ Pajon Céline : « *Japon-Russie : vers un rapprochement stratégique* », Russie.Ney.Visions N°72, septembre 2013
- ✓ Pelletier Ph. (Dir.) : « *Identités territoriales en Asie Orientale* », Les Indes Savantes 2004. Géopolitique de l'Asie ; Nathan 2006.
- ✓ Picquart Pierre : « *La Chien : une menace militaire ?* », Editions Favre, 2013, p. 78.
- ✓ Pina-Guerassimoff C., Tellene C., Ségard J-F : « *L'Asie, histoire et défis, 50 cartes et fiches* », Ellipses 2013.
- ✓ Raquiza A.R. : « *State structure, policy formation and economic development in Southeast Asia* », NY Routledge 2012.
- ✓ Richet Ph.(dir ;) : « *Crises en Asie du Sud Est* », Presses de Science po 1999.
- ✓ Roberts C. : « *ASEAN regionalism : cooperation, values and institutionalisation* », NY Routledge 2011.
- ✓ Sacy A.S de : « *L'Asie du Sud Est ; l'unification à l'épreuve* », Vuibert 1999.
- ✓ Jean-Loup Samaan, « *La présidence Obama à l'heure du « pivot » américain vers le Pacifique* », Mondes Emergents – Asie 2013-2014
- ✓ Samaan Jean-Loup : « *La menace chinoise, une invention du Pentagone ?* », Vendémiaire Editions, 2012, 171 p.
- ✓ Saravanamuttu J. : « *Islam and politics in Southeast Asia* », NY Routledge 2012.

- ✓ Smith M.L., Jones D.M. : « *ASEAN and East Asian international relations : regional dilution* », Cheltenham E. Elgar 2006..
- ✓ Taillard C.(Dir.) : « *Intégrations régionales en Asie orientale* », NORAO/Indes Savantes 2004.
- ✓ Tertrais Hugues : « *Asie du Sud Est : enjeu régional ou enjeu mondial ?* », Folio/actuel 2002.
- ✓ TNS SOFRES/Campus France, « *Perceptions et attentes des étudiants étrangers* » 2013
- ✓ Urata S. : « *Towards an East Asia free trade area* », OECD Development Center; Policy insights n°1 march 2014 www.oecd.org/dev/insights.
- ✓ Voraphet K. : « *L'ASEAN de A à Z* », L'Harmattan 2012.

📖 Articles.

- Karl de Meyer et Yann Rousseau, « *Face à la Chine Obama veut rassurer ses alliés* » Les Echos, 23/04/14
- Michel Nazet « *La Chine menaçante, vraiment ?* », Diploweb 02/02/2014
- Michel Fouquin, « *Le temps est-il venu pour l'UE de regarder vers l'Est ?* » Diploweb 02/04/2014
- Michel De Grandi, « *Alstom en Afrique du Sud : les leçons d'un contrat exemplaire* », Les Echos, 25/10/13
- Caroline Puel, « *Alstom ouvre sa plus grande usine mondiale* », Le Point 17/09/2013
- DING QINGFEN and HE WEI « *Diamond decade ahead for China, ASEAN* », China Daily, 04/09/13
- Édouard Pflimlin, « *Tournant historique pour la défense japonaise et son industrie* », IRIS, 30 décembre 2011
- « *CIJ, loi d'amnistie : la Thaïlande sous tension* », Lemonde.fr 13/11/13
- Yann Rousseau, « *Comment le Japon orchestre sa renaissance face à la Chine* », Les Echos 06/01/14
- Kevin Byrne, « *L'ASEAN et l'UE à contretemps* », traduction Nicolas Baker, Site cafébabel 5 septembre 2006
- « *Évolution positive de l'économie australienne* » lemonde.fr 4/02/14
- Jean-Michel Meyer, « *Hô Chi Minh-Ville se met en quatre pour attirer les investisseurs* », Acteurspublics.com 04/03/14
- Pierre Verluise, « *La puissance : quels sont ses fondamentaux ?* » Diploweb, 10 novembre 2013
- Maxence Even, « *La Chine et la région Sud-est asiatique, une relation de bon voisinage ?* » CEIS, L'Observatoire, 10/07/13
- « *La mer de Chine, inquiétante zone de périls* » Le Monde, 30/11/2013
- Clea Broadhurst, « *Les Indonésiens en grève générale pour de meilleurs salaires* », RFI 01/11/13
- Paul Enjolras, « *L'Indonésie, nouveau tigre asiatique ?* », Les Yeux du Monde 27/02/14
- « *L'industrie de défense un atout pour l'économie française qu'il faut préserver* », Le Monde, 7 septembre 2013
- « *Lourd impact du réchauffement climatique sur les pays du Pacifique* », Lemonde.fr 26/11/13
- Michel De Grandi, « *L'Union européenne veut aider ses PME à investir au Vietnam* », Les Echos, 12/11/13
- Raghuram Rajan, « *N'enterrons pas trop vite l'Inde* », Les Echos 26/09/13, article publié en collaboration avec Project Syndicate, 2013
- « *Ralentissement en Indonésie* », lemonde.fr 7/11/13
- « *Soif de pétrole : et voici l'Asie du sud-est !* », Le Monde, 02 octobre 2013
- Christophe Paget, « *Sommet de l'Asean : sans Obama, Pékin a le champ libre* » RFI 09/10/2013
- Bruno Philip, « *Thaïlande : 5 questions sur la crise politique* », Le Monde.fr 03/02/2014
- Armin Arefi, « *Le riz thaï va-t-il faire tomber le pouvoir ?* », Le Point, 27/02/2014
- Kishore Mahbubani, « *Trois échéances décisives en Asie* », Le Monde 25/04/2014

- Olivier Pawlicka, « *UE et ASEAN : deux organisations internationales, deux trajectoires* », Nouvelle Europe en ligne, 6 février 2012
- « *Vietnam et Etats-Unis renforcent la coopération dans la défense* » Vietnam+, 5/03/14
- Duchatel Mathieu, Sheldon-Duplaix Alexandre, « *La modernisation de la marine chinoise : priorités régionales, ambitions globales ?* », in collection *Mondes Emergents*, Edition 2011-2012, p. 61 – 78.
- Lacroix-Leclair Jérôme : « *Stratégie maritime chinoise : quelle dynamique* », 30 septembre 2012, <http://www.diploweb.com/Strategie-maritime-chinoise-quelle.html>
- Stalh Frédéric, « *Les frégates chinoises type "Jiangkai"* », in *Navires et Histoire* n° 73, août-septembre 2012, pp 18 à 29.
- Stalh Frédéric, « *Les destroyers chinois type "Luyang"* », in *Navires et Histoire* n° 74, octobre-novembre 2012, pp 22 à 29.
- Sheldon-Duplaix Alexandre, « *Où en est le programme de porte-avions chinois ?* », *Défense & sécurité Internationale* n° 101, Mars 2014, pp. 90 à 97.

2. - PRINCIPAUX SITES GÉNÉRAUX.

☒ Centres de recherche et assimilés.

○ Français.

- ✓ AFRASE : Association française pour la recherche sur l'Asie du Sud Est : www.afrase.org
- ✓ Asia Centre de Sciences Po www.centreasia.eu
- ✓ CASE : Centre Asie du Sud Est/CNRS www.case.vjf.cnrs.fr/
- ✓ CEASSE : Centre d'Etudes de l'Asie du Sud et du Sud Est /INALCO www.inalco.fr
- ✓ CERI : Centre d'Etudes et de Recherches Internationales www.ceri-sciences-po.org
- ✓ CHAC : Centre d'Histoire de l'Asie Contemporaine/ Paris I Sorbonne www.univ-paris1.fr
- ✓ CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement www.cirad.fr
- ✓ CREOPS : Centre de recherche sur l'Extrême-Orient de Paris Sorbonne www.creops.paris4.sorbonne.fr
- ✓ CSFRS : Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques www.csfrs.fr
- ✓ Diploweb revue de géopolitique en ligne www.diploweb.com
- ✓ EFEO : Ecole française d'Extrême-Orient www.efeo.fr
- ✓ IAO : Institut d'Asie Orientale Université Lyon2/CNRS www.iao.ish-lyon.cnrs.fr
- ✓ IFRI : Institut Français des Relations Internationales www.ifri.org
- ✓ IHEDN www.ihedn.fr
- ✓ INHESJ : Institut National des Hautes Etudes sur la Sécurité et la Justice www.inhesj.fr
- ✓ IRASEC : Institut de Recherche sur l'Asie du Sud Est Contemporaine www.irasec.com
- ✓ IRASIA : Institut de Recherches Asiatiques Université de Provence www.univ-provence.fr/irseas
- ✓ IRIS : Institut de Relations Internationales et Stratégiques www.iris-france.org
- ✓ IRD : Institut de Recherche sur le Développement www.ird.fr (sites locaux : Indonésie, Laos, Thaïlande, Vietnam)
- ✓ IRSEM : Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire www.defense.gouv.fr/irsem
- ✓ LEMOCI : Le moniteur du commerce international www.lemoci.com
- ✓ Réseau Asie/CNRS/MSH/FNSP/EHESS : www.reseau-asie.com

○ Francophones.

- ✓ Centre d'Etudes Asiatiques Institut des hautes études internationales Genève www.graduateinstitute.ch/fr
- ✓ ACEA : Association canadienne d'études asiatiques ; CCSEAS : Conseil de l'Asie du Sud Est UQAM www.casa-acea.ca

- ✓ CEATASE : Centre d'études de l'Asie de l'Est Université de Montréal
www.cetase-umontreal.ca
- ✓ CRDI : Centre de recherche pour le développement international www.idrc.ca
- ✓ Groupe Asie du Sud Est www.seagase.uqam.ca
- ✓ GERAC : Groupe d'études et de recherches sur l'Asie contemporaine : Institut Québécois des hautes études internationales Université Laval www.hei.ulaval.ca
 - Anglophones.
- ✓ CSAS : Center of South Asian Studies Cambridge University www.s-asian.cam.ac.uk
- ✓ CSAS : Council on Southeast Asia Studies Yale university www.yale.edu/seas
- ✓ CSEAS : Center for Southeast Asian Studies Kyoto University www.cseas.kyoto-u.ac.jp/en
- ✓ CSEAS : Center for Southeast Asian Studies Northern Illinois University www.cseas.niu.edu
- ✓ CSEAS : Center for Southeast Asian Studies University of California Berkeley
www.cseas.berkeley.edu
- ✓ CSIS : Center for strategic and international studies www.csis.org
- ✓ EIAS : European Institute for Asian Studies www.eias.org
- ✓ EWC : East West Center (Honolulu USA) www.eastwestcenter.org
- ✓ ICG : International Crisis Group www.crisisgroup.org
- ✓ IIAS : International Institute for Asian Studies Leiden www.iias.nl
- ✓ IISS : Institute of International Strategic Studies www.iiss.org
- ✓ ISEAS : Institute of Southeast Asian Studies Singapore www.iseas.edu.sg
- ✓ NBAR : National Bureau of Asian Research www.nbr.org
- ✓ NIAS : Nordic Institute of Asian Studies Denmark www.nias.ku.dk
- ✓ RSAP : Research School of Asia and the Pacific Australian National University
www.asiapacific.anu.edu.au
- ✓ SEAC : Southeast Asia Center University of Washington www.jsis.washington.edu/seac
- ✓ SEARC : Southeast Asia Research Center Hong Kong www.cityu.edu.hk/searc
- ✓ STRATFOR : Strategic Forecasting www.stratfor.com

Centres institutionnels.

- ✓ ACFTA : ASEAN China Free Trade Area www.asean-cn.org
- ✓ ADB : Asian Development Bank www.adb.org
- ✓ APEC : Asia Pacific Economic Cooperation www.apec.org
- ✓ ASEAN : Association of South East Asian Nations www.asean.org (liste des sites des structures internes sous la rubrique « links »).
- ✓ ASEAN Regional Forum www.aseanregionalforum.asean.org
- ✓ ASEM : Asia Europe Meeting www.aseminboard.org
- ✓ Banque mondiale www.banquemondiale.org
- ✓ FAO : Food and Agriculture Organisation www.fao.org/home/fr
- ✓ FMI : Fond Monétaire International www.imf.org/external/french
- ✓ GMS : Greater Mekong Subregion www.gms.eoc.org
- ✓ MRC : Mekong River Commission www.mrcmekong.org
- ✓ Ministère Français des Affaires Etrangères www.diplomatie.gouv.fr
- ✓ OCDE : organisation de Coopération et de développement économique www.oecd.org/fr
- ✓ OMC : Organisation Mondiale du commerce www.wto.org/indexfr
- ✓ OMS : Organisation Mondiale de la Santé www.who.int/fr
- ✓ ONU www.un.org/fr
- ✓ TTP : Trans Pacific Partenariat www.ttpinfo.org
- ✓ Ubifrance www.ubifrance.fr
- ✓ UNCTAD : Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
www.unctad.org/fr
- ✓ UNESCO : www.fr.unesco.org
- ✓ UNICEF : www.unicef.org/french

3. - QUELQUES REVUES.

Généralistes.

- ✓ Défense.
- ✓ Défense nationale.
- ✓ Diplomatie.
- ✓ La Revue internationale et stratégique (IRIS).
- ✓ Politique Etrangère.
- ✓ Politique Internationale.
- ✓ Questions Internationales.

Spécifiques.

- ✓ Archipel www.revue-archipel.fr
- ✓ Arts asiatiques EFEO.
- ✓ Aséanie EFEO.
- ✓ Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
- ✓ Cahiers d'Extrême-Orient.
- ✓ Eglises d'Asie www.eglasie.mepasie.org
- ✓ Journal asiatique (Académie des Inscriptions et Belles lettres).
- ✓ Le Banian www.pasarmalam.free.fr
- ✓ La lettre de l'Afrase www.afrase.org
- ✓ Moussons (IrAsia) www.moussons.revues.org
- ✓ Péninsule (U. Paris IV) www.peninsule.free.fr

Francophones.

- ✓ Asie-Info www.asie-info.fr
- ✓ Asies www.webasies.com
- ✓ Cambodge nouveau www.cambodgenouveau.com
- ✓ Le courrier du Vietnam www.lecourrier.vnagency.com.vn
- ✓ Gavroche www.gavroche-thailande.com
- ✓ La gazette de Bali www.lagazettedebali.info
- ✓ Le Rénovateur www.lerenovateur.org.la